Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 30 AVRIL 1938.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30TH APRIL, 1938.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessus:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line(agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second

publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 1001—9-9-o

publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1002—9-9-o

Lettres Patentes

"Association des Propriétaires et Locataires de Thetford Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars 1938, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Robert Mercier, mineur, Arthur Jacques, cordonnier, Philippe Bouffard, journalier, Edmond Rouleau, optométriste et Alexandre Marcoux, mineur, tous de la ville de Thetford Mines, dans les buts suivants:

Faire reconnaître les droits des propriétaires et locataires dans la ville de *Thetford Mines*, faire tous actes et toutes démarches quelconques aux fins que ces mêmes droits soient protégés; renseigner ces propriétaires et locataires concernant les lois, les règlements, les transactions et les actes d'administration des différents corps publics qui seraient de nature à leur causer des préjudices;

Signaler aux autorités compétentes les lois, les règlements, les transactions et tous actes quelconques qui pourraient causer des préjudices à ces propriétaires et locataires;

Faire des suggestions, de la critique saine et honnête et toutes les démarches qu'il sera jugé nécessaires pour y remédier; surveiller étroitement et impartiallement l'administration de la cité de *Thetford Mines* et aider de toute manière quelconque tout propriétaire et tout locataire de la cité de *Thetford Mines;*

Défendre les intérêts des propriétaires et locataires auprès des autorités de la cité de *Thetford Mines* et de la province de *Québec;*

Surveiller toute législation municipale ou provinciale susceptible d'intéresser les propriétaires et locataires;

Surveiller ou préparer les projets de loi et de règlements susceptibles de servir les meilleurs intérêts des propriétaires et locataires;

Emettre des règlements pour la bonne administration de l'association et pour atteindre l'objet de sa fondation;

Letters Patent

"Association des Propriétaires et Locataires de Thetford Incorporée".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: J. Robert Mercier, miner, Arthur Jacques, shoemaker, Philippe Bouffard, laborer, Edmond Rouleau, optometrist and Alexandre Marcoux, miner, all of the Town of Thetford Mines, for the following purposes:

To insist on the recognition of the rights of proprietors and tenants in the *Town of Thetford Mines*, to make any acts and take the necessary measures to protect the said rights; to instruct the said proprietors and tenants concerning the laws, regulations, transactions and administrative acts of the various public bodies which might be of a nature to cause them prejudice;

To point out to the competent authorities the laws, regulations, transactions and any acts whatsoever which might be prejudicial to the said proprietors and tenants;

To make suggestions, sound and honest criticism and take any measures which it may deem necessary to remedy the same; to supervize closely and impartially the administration of the city of *Thetford Mines* and assist in any manner whatsoever any proprietor and tenant of the city of *Thetford Mines;*

To defend the interests of proprietors and tenants before the authorities of the city of *Thetford Mines* and the Province of *Quebec;*

To supervize any municipal or provincial legislation calculated to be of interest to the proprietors and tenants;

To supervize or prepare projects of law and regulations capable of serving the best interests of the proprietors and tenants;

To adopt regulations for the good management of the Association and for the attainment of the object of its foundation;

Ne pas faire de politique en aucune manière;

Droit de fixer la contribution versée par les membres de l'association et leur admission;

Droit de définir les attributions des officiers et directement d'en fixer le nombre;

Droit de nommer les comités et les sous-comités et leur attribution;

Droit de définir la manière de l'élection des officiers et directeurs et le nombre;

Droit de donner son appui et coopérer à la formation d'associations de propriétaires et locataires en dehors de la cité de *Thetford Mines*, dans les limites de la province de *Québec*, pour ensuite grouper ces associations dans une seule organisation et sous une même juridiction pour toutes questions d'intérêt général, aux conditions que décidera le conseil de l'association après consultation avec les parties intéressés;

Droit d'acquérir une ou des propriétés immobilières nécessaires au bon fonctionnement de l'association;

Enfin faire tous actes non contraires aux lois, de nature à améliorer le sort de l'association, sous le nom de "Association des Propriétaires et Locataires de Thetford Incorporée".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars ($20,000.00).

Le bureau principal de la coproration sera à Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mars 1938.

JEAN BRUCHESI,

2029-o Sous-secrétaire de la Province.

To take no active part in politics whatsoever;

To have the right to fix the fees paid by the members of the Association and their admission;

To have the right to define the duties of the officers and directly to fix the number of same;

To have the right to appoint the committees and sub-committees and their duties;

To have the right to define the mode of election of officers and directors and their number;

To have the right to give its support and cooperation to the formation of Associations of proprietors and tenants outside the city of *Thetford Mines*, within the limits of the Province of *Quebec*, so that they may then group the said Associations into one sole organization and under one and the same jurisdiction, for all questions of general interest, upon conditions to be decided by the Board of the Association after consultation with the interested parties;

To have the right to acquire one or more immovable properties necessary to the proper functioning of the Association;

Finally to do all acts not contrary to law calculated to improve the aim of the Association, under the name of "Association des Propriétaires et Locataires de Thetford Incorporée".

The amount to which the value of (or the annual revenues from) the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars ($20,000.00).

The head office of the corporation will be at Thetford Mines, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2030 Under Secretary of the Province.

"Bergeronnes Mining Exploration and Development Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Frank Loiacono, marchand, Samuel Alboim, comptable, et William St-Jules, mineur tous trois de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations d'une compagnie de recherches, d'explorations et de développement dans toutes leurs spécialités, et plus particulièrement, mais sans limiter ou restreindre en aucune manière la généralité de ce qui précède, faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines, minéraux, métaux, du minerai et des pierres précieuses;

2. Administrer, surveiller, contrôler, promouvoir, organiser, réorganiser, et développer ou aider toute compagnie, corporation, syndicat ou entreprise ayant des relations d'affaires avec la compagnie et prélever ou contribuer à prélever des deniers pour l'une quelconque des fins précitées, et sans limiter la généralité de ce qui précède, par voie de boni, prêt, promesse, endossement ou garantie, le tout soit comme mandant, agent ou autrement;

3. Souscrire, souscrire éventuellement à forfait, acheter ou autrement acquérir à même les surplus de fonds de la compagnie et détenir, soit comme mandant ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner et/ou faire le commerce d'actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations, droits éventuels,

"Bergeronnes Mining Exploration and Development Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1938, incorporating: Frank Loiacono, merchant, Samuel Alboim, accountant, and William St-Jules, miner all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of a prospecting exploration and development company in all its branches, and more particularly, but without in any way limiting or restricting the generality of the foregoing, to prospect and explore for mines, minerals, metals, ores and precious stones;

2. To manage, supervise, control, promote, organize, reorganize and develop or assist any business company, corporation, syndicate or enterprise having business relations with the company and to raise or assist in raising money for any of the purposes aforesaid, and without limiting the generality of the foregoing by way of bonus, loan, promise, endorsement or guarantee, the whole either as principal, agent or otherwise;

3. To subscribe for, underwrite, purchase or otherwise acquire out of the surplus funds of the company and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of and/or deal in shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations, choses in action, certificates of interest and securities issued by any individual

certificats d'intérêt et valeurs émises par tout individu ou société ou toute association, compagnie ou corporation publique ou privée, et vendre et faire le commerce de gages et immeubles et propriétés personnelles, le tout soit comme mandant ou agent ou autrement;

4. Acquérir par achat, bail, échange, concession, don ou autrement et gager ou hypothéquer (conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec) vendre, céder, louer, modifier, échanger ou autrement aliéner, faire le commerce ou disposer de propriétés de toutes sortes, réelles, personnelles, mobilières ou immobilières, et tous droits, titres ou intérêts en icelles de tout nom, nature ou description, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour ses opérations;

5. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

6. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

7. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

8. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

9. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

10. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

11. Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, bons ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, droits, actions, privilèges ou franchises, que la compagnie peut acquérir en vertu de tout titre ou pour les fins des opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou pour un ou plusieurs de ses objets;

12. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

13. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercés en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

14. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

15. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de

or partnership or any association, company or corporation, public or private, and to sell and deal in mortgages and real estate and personal property, the whole either as principal or agent or otherwise;

4. To acquire by purchase, lease, exchange, concession, donation or otherwise and to mortgage or hypothecate (subject to the provisions of the Quebec Companies' Act) sell, convey, lease, modify, exchange, or otherwise alienate, deal with or dispose of property of all kinds, real, personal, moveable or immoveable, and any right, title or interest therein of any name, nature or description, which the company may think necessary or convenient for its business;

5. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

6. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

7. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

8. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

9. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

10. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

11. To issue fully paid up shares, bonds, debentures, obligations or other securities of the company in payment or part payment of any property moveable or immoveable, real or personal, rights, shares, privileges or franchises, which the company may acquire by any title or for the purposes of the business which the company is authorized to carry on or for one or more of its objects;

12. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

13. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its busines or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

14. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

15. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like,

même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition semblerait directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en rapport avec icelle, ou autrement mettre en valeur les propriétés, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

16. Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

17. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter toutes actions, débentures, ou biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

18. Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme, ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

19. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettre de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

20. Louer, vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

21. Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour y représenter la compagnie, et accepter des services pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

22. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, et par la publication de livres et revues périodiques;

23. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie comme mandant, agent, entrepreneur ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

24. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement toutes propriétés ou biens de la compagnie y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de tous biens de la compagnie et particulièrement

conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

16. To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

17. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

18. To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

19. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

20. To lease, sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

21. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent the company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

22. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

23. To carry out all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

24. To distribute among the shareholders of the company, in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company, including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares,

toutes actions, débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie, ou dont elle pourrait avoir le pouvoir d'aliéner; pourvu que cette distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de cette Loi, ou que cette distribution, nonobstant les dispositions de ce paragraphe, soit légale si elle eut été faite en deniers;

25. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses indidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

26. Etablir des agences et succursales;

27. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

28. Prendre ou détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat, ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit vendus par la compagnie ou de tous deniers dus à la compagnie des acheteurs et autres et vendre ou autrement disposer des dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

29. Exécuter toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets de la compagnie;

30. Accepter et recevoir des deniers, actions, propriétés, mobilières ou immobilières, objets, droits ou choses, corporels ou incorporels, que la compagnie croira avantageux, par don, legs de ses actionnaires ou autres. Obtenir des argents sur prêt et donner les garanties pour leur remboursement de la manière et jusqu'à concurrence du montant jugé convenable par la compagnie et conformément à la Loi;

a) Nul transfert ou aliénation d'action du capital de la compagnie, soit par vente, hypothèque, legs, succession ou autrement, ne sera valide sans le consentement du bureau de direction, à moins qu'une option pour au moins 15 jours ait été d'abord offerte à telle personne nommée par le bureau de direction pour acquérir les dites actions à la valeur qui sera fixée par entente entre les parties, ou à défaut de telle convention, à la valeur qui aura pu être fixée par le bureau de direction et approuvée par les actionnaires en assemblée générale avant la date du dit transfert ou de la dite option, par 75% des actions représentées à cette assemblée, ou à défaut soit de cette convention ou évaluation, tel que susdit, à la valeur au pair;

b) Le nombre des membres ou actionnaires de la compagnie, sans compter les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, et les personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient, durant le dit emploi, et ont continué, après cet emploi d'être membres de la compagnie, sera limité à 20;

c) Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire aucunes actions ou débentures de la compagnie, sous le nom de "Bergeronnes Mining Exploration and Development Company Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions ordinaires de dix dollars ($10,00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2031

debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

25. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

26. To establish agencies and branches;

27. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

28. To take or hold, mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchaser and others, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

29. To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

30. To accept and receive moneys, stocks, property, moveable or immoveable, objects, rights or things, corporeal or incorporeal, which the company may deem of value, by gift or donation from its shareholders or others. To obtain money on loan and to give guarantees for the repayment thereof in the manner and to the extent which may be deemed advisable by the company and in conformity with law.

a. No transfer or alienation of share of stock of the company, whether by sale, hypothecation, devise, succession or otherwise, shall be valid without the consent of the board of directors, unless an option for at least 15 days shall first have been afforded to some person nominated by the board of directors to acquire such shares at a valuation to be fixed by agreement between the parties, or in default of such agreement, at such valuation as may have been fixed by the board of directors and approved by the shareholders in general meeting before the date of such transfer or option, by 75% of the shares represented at such meeting, or, in default of either agreement or valuation, as aforesaid, at par value;

b) The number of members of shareholders of the company, exclusive of persons who are in the employment of the company, and of persons who, having been formerly in the employment of the company were, while in such employment, and have continued after such employment, to be members of the company, shall be limited to 20;

c) No invitation shall be given to the public to subscribe for any shares or debentures of the company, under the name of "Bergeronnes Mining Exploration and Development Company Limited," with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) common shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2032-o

"Bristol Textile Co., Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars 1938, constituant en corporation: Albert Louis Stein, John M. Schlesinger, tous deux de la cité de Montréal, et Samuel Stein, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, et tous trois avocats, dans les buts suivants:

1. Vendre, négocier, importer, exporter, en gros et en détail, des matières textiles et tissus de toute description quelconque;

2. Exercer le commerce de négociants, importateurs, détaillants, grossistes, marchands et distributeurs de matériels textiles, lainages, soies, cotons, garnitures et tous autres matériels de toute description quelconque, et à cette fin faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant;

3. Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants pour tout matériel textile propre au marché et autres tissus de toute description quelconque à base de commission ou autrement;

4. Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables, avec toute personne, firme ou compagnie que la compagnie croira convenable;

5. Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

6. Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et responsabilités de toute personne ou corporation exerçant tout commerce que la présente compagnie exerçait ou qu'elle a droit d'exercer, et les payer en tout ou en partie avec les actions libérées de la présente compagnie;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous droits et privilège que cette compagnie croira être nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement tous fonds de commerce, machineries, et outillage;

8. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables et transférables;

9. Vendre et aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

10. Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger ou nommer des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger;

11. Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et garantir la réalisation des contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou toutes personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

12. Prendre les moyens jugés convenables de faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par des circulaires, la publication de livres et périodiques;

"Bristol Textile Co., Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1938, incorporating: Albert Louis Stein, John M. Schlesinger, both of the City of Montreal, and Samuel Stein, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, and all three advocates, for the following purposes:

1. To sell, deal in, import, export, wholesale and retail, textiles and fabrics of any description whatsoever;

2. To carry on the business of jobbers, importers, retailers, wholesalers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, cottons, linings and all other materials of any description whatsoever and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

3. To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all marketable textile materials and other fabrics of any description whatsoever on a commission basis or otherwise;

4. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, firm or company that the company may think fit;

5. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company;

6. To acquire or take over the whole or any part of the business property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carried on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

7. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any stock in trade, machinery and plant;

8. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

9. To sell, dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

11. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

12. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press by circulars, by publication of books and periodicals;

13. Vendre, améliorer, gérer, échanger, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

14. Faire aucune ou toutes les choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs à contrats ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

15. Faire aucune ou toutes les choses susdites, comme se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Bristol Textile Co. Ltd"., avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1187, Place Phillips, cité et district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mars 1938.

JEAN BRUCHESI,
2033 Sous-secrétaire de la Province.

13. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

14. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjuntcion with others;

15. To do all such other things as are conducive or incidental to the attainment of the above objects, under the name of "Bristol Textile Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 1187 Philips Place, City and District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2034-o Under Secretary of the Province.

"Camp Kinderland Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars 1938, constituant en corporation: Samuel Globeman, tailleur, Solomon Schwartz, entrepreneur, Louis Maron, mécanicien, Kiva Goldman, tailleur, et Isidore Goldbloom, vendeur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir des terrains ou édifices; ériger sur ces terrains susdits ou aucun d'eux un ou plusieurs hôtels, cottages et tous autres édifices et travaux nécessaires, et utiliser, convertir, adapter et entretenir tous ou aucun des dits terrains, édifices et établissements pour fins d'hôtels, auberges et camps, avec leurs accessoires usuels et nécessaires; les aménager et les meubler et exercer les opérations de tenanciers d'hôtels, camp et auberge;

(*b*) Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

(*c*) Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société exerçant un commerce se rapportant dans toutes les lignes directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par" *Camp Kinderland Inc.*," et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

(*d*) Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

(*e*) Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie se rapportant en aucune spécialité aux objets de la présente compagnie;

(*f*) Vendre, gager, nantir, louer ou autrement disposer des biens, droits, franchises en entre-

"Camp Kinderland Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1938, incorporating: Samuel Globeman, cutter, Solomon Schwartz, contractor, Louis Maron, machinist, Kiva Goldman, tailor and Isidore Goldbloom, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To purchase, take over, lease or otherwise acquire lands or buildings; to erect on such lands as aforesaid or any of them a hotel or hotels, cottages and any other necessary buildings and works, and use, convert, adapt and maintain all or any such lands, buildings and premises to and for the purposes of hotels, inns and camps with their usual and necessary adjuncts; to fit up and furnish the same and to carry on the business of hotel, camp and inn keepers;

(*b*) To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objetes similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company and to vote all shares so held through such agent as the directors may appoint;

(*c*) To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by *Camp Kinderland Inc.*, and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid-up shares of the capital stock of the Company hereby created, or partly in cash and partly in paid-up shares;

(*d*) To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

(*e*) To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

(*f*) To sell, mortgage, pledge, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises

prises de la compagnie, ou aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et en particulier pour toutes actions ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(*g*) Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger, ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

(*h*) Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie, sous le nom de "Camp Kinderland Inc." avec un capital-total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mars 1938.

JEAN BRUÇHESI.

2035 Sous-secrétaire de la Province.

and undertakings of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may deem fit, and particularly for any shares or security of any other Company having objetes wholly or partly similar to the objects of this Company;

(*g*) To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immoveable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

(*h*) To issue, sell and allot with the approval of the Shareholders for services rendered to the Company, either professional or otherwise, fully paid-up shares of the capital stock of the present company, under the name of "Camp Kinderland Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2036—o Under Secretary of the Province.

"Crédit Moderne Limitée— Modern Credit Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Joseph-Emery Phaneuf, de la cité d'Outremont, et Armand Poupart, de la cité de Montréal, avocats, Jeanne Senay, secrétaire, fille majeure, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce général d'agent de finance ou de prêteur d'argent, dans toutes et chacune de ses spécialités;

2. Acheter et acquérir, détenir et posséder, vendre, céder, transporter, aliéner, transiger, escompter ou autrement négocier des contrats de vente conditionnelle, des billets de créances, privilégiées, des contrats de vente à tempérament, des hypothèques mobilières, des effets de commerce de toutes sortes, des billets à ordre, des comptes recevables, des connaissements, des récépissés d'entrepôt, des lettres de change, des traites, des droits d'actions, des titres de créance de toute nature et description, ou autres valeurs ou documents transférables ou négociables, et prêter de l'argent sur la garantie de ces effets;

3. Faire des avances, dépôts ou prêts d'argent, à telle personne, sous tels termes et conditions et pour telles garanties qui seront jugés équitables et convenables;

4. Faire des contrats et arrangements pour financer ou refinancer, et financer ou refinancer le coût de véhicules-moteurs, machines, machinerie de toutes sortes, effets mobiliers, articles de ménage et tous autres droits et effets généralement quelconques, pour toute personne, firme ou corporation, de toutes manières quelconques et aux termes et conditions jugés convenables;

5. Demander, recevoir et accepter des souscripteurs, des vendeurs, des débiteurs ou des cédants d'aucun des effets ci-dessus mentionnés, tout genre de valeurs ou sécurités pour l'exécution ou le paiement des dits effets, ainsi que tout bien mobiliers en nantissement, gage ou autrement;

"Crédit Moderne Limitée— Modern Credit Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1938, incorporating: Joseph Emery Phaneuf, of the city of Outremont, and Armand Poupart, of the city of Montreal, advocates, Jeanne Senay, secretary, spinster of age, of the city of Verdun, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the general business of financial agent and money lender in all or any of its branches;

2. To purchase and acquire, hold and own, sell, convey, transfer, alienate, deal with discount or otherwise deal with conditional sales agreements, lien notes, contracts of sales by instalment, chatels, commercial instruments of all kinds, promissory notes, accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, bills of exchange, drafts, rights of action, evidences of indebtedness of all kinds and description, and to loan money on the guarantee of such instruments;

3. To advance, deposit, or lend money, to such persons, on such terms and conditions and for such security as may seem expedient and proper;

4. To enter into contracts and agreements for financing, and refinancing, and to finance and refinance the cost of motor-vehicles, machines, machinery of all kinds, movable effects, household supplies and any other rights and effects in general whatsoever, for any person, firm or corporation, in any manner whatsoever and on such terms and conditions as may be deemed expedient;

5. To apply for, receive and accept from subscribers, sellers, debtors or assignors of any of the hereinabove mentioned effects, all kinds of guarantees or securities for the performance of the payment of the said effects and also any moveable property, as pledge, mortgage or otherwise;

6. Prêter de l'argent sur la garantie d'immeubles, ou acheter ou placer des fonds dans des mortgages ou hypothèques, balances de prix de vente, sur biens-fonds tenus en franc alleu ou par bail, ou pour paiement de taxes avec ou sans subrogation, ou sur toutes autres garanties, privilèges ou hypothèques immobilières; percevoir des loyers d'immeubles, des remboursements sur hypothèques, en principal et intérêts, et en général administrer des immeubles ou des droits immobiliers;

6. To loan money on real estate security, or purchase or invest the funds in mortgages or hypothecs, balance of sale price, on leasehold or freehold property or for the payment of taxes, with or without subrogation, or on any other guarantees, privileges or immovable hypothecs; to collect rentals of immovables, reimbursements on hypothecs, in capital and interest, and generally to administrate immovable property and immovable rights;

7. Agir comme agents, courtiers, agents d'immeubles, agents de réclamations, administrateurs, marchands à commission, entrepreneurs, mandants, mandataires, adjudicataires, ou à tout autre titre, soit pour elle-même, soit seule, soit conjointement avec d'autres, soit pour toute personne, firme ou corporation;

7. To act as agents, brokers, real estate agents, claims agents, managers, commission merchants, contractors, principals, mandatories, purchasers or under any other title, either for itself, either alone, either in conjunction with others, either for any person, firm or corporation;

8. Entreprendre l'érection et la construction de chemins, canaux, quais, barrages, écluses, ponts, aqueducs, égouts, trottoirs, filtres, réservoirs, viaducs, tunnels, entrepôts et travaux semblables, et des bâtiments de toutes sortes et descriptions, y compris maison à logements, maison de rapport, hôtels, cottage, conciergerie, garages, fermes, maisons de pensions, restaurants, buanderies, fournir des estimés, plans, dessins, spécifications et tous autres détails et données relatifs à des travaux et édifices privés ou publics de toute description, et faire des travaux et construire des édifices de toute description, et faire commerce et des affaires, diriger des travaux et des entreprises comme entrepreneurs et constructeurs, d'une manière générale faire le commerce des matériaux de constructions et fournitures pour les ingénieurs, les constructeurs et les entrepreneurs, inspecter, éprouver et évaluer toutes sortes de matériaux et la machinerie entrant dans ou en relation avec telles constructions;

8. To undertake the building and construction of roads, canals, wharves, barrages, dams, bridges, waterworks, sewers, sidewalks, filters, reservoirs, viaducts, tunnels, warehouses and similar work, and buildings of every kind and description, including dwelling houses, tenement houses, hotels, cottages, apartment houses, garages, farms, boarding houses, restaurants, laundries, to furnish estimates, plans, designs, specifications and any other details and data respecting public or private works or buildings of every description, and to engage in and carry on business, direct works and undertakings as contractors and builders generally, to deal in building materials and supplies for engineers, builders and contractors, to inspect, test and estimate any kind of materials and machinery which may enter in or be incidental to the said constructions;

9. Manufacturer, entreprendre, importer, exporter, acheter, vendre, échanger soit comme principaux ou agents, toutes sortes de produits d'une manière générale, acquérir, opérer, exploiter et vendre des mines, des carrières de pierre, de granit et des lits de sables, acheter, vendre, manufacturer, préparer et traiter du fer, de l'acier et du bois sous toutes ses formes et de toutes manières, et acquérir, posséder, exploiter, vendre et échanger des limites forestières, des moulins et des scieries en général;

9. To manufacture, undertake, import, export, purchase, sell, exchange, either as principals or agents, all kinds of products in general; to acquire, operate and exploit and sell mines, stone quarries, granite quarries, and sand-pits, to purchase, sell, manufacture, prepare and treat iron, steel, and wood under all forms and in any manner, and to acquire, own, operate, sell and exchange timber limits, mills and saw-mills in general;

10. Acquérir par achat, échange, location ou autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, exploiter, louer, sous-louer, subdiviser, vendre, échanger ou autrement en disposer ou autrement négocier et faire le commerce de propriétés, réelles et personnelles, mobilières et immobilières, privilèges, franchises, immunités, permis de toutes sortes et tous droits y attenant et y afférents de tous genres et descriptions;

10. To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, and to own, hold, improve, operate, lease, sublet, subdivide, sell, exchange or otherwise dispose of and deal in and with real and personal property, moveables and immoveables, privileges, franchises, immunities, licenses of all kinds and any rights therein and thereto of every kind and description;

11. Solliciter, prendre, acheter ou autrement acquérir des brevets, droits brevetés, d'invention, marques ou noms de commerce, droits d'auteurs et autres privilèges pouvant être utiles à l'objet de la compagnie, accorder des permis à leur sujet;

11. To apply for, take, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, patents of invention, trademarks or tradenames, copyrights and other privileges which may be useful for the purpose of the company and to grant licenses in respect thereof;

12. Exercer, conduire et gérer tout commerce de nature semblable ou toute industrie que la compagnie croira propre à être exercée avantageusement en rapport avec ses entreprises;

12. To carry on, conduct and manage any business of a similar kind, or any business which the company may deem fit to be advantageously carried on in connection with its undertakings;

13. Fournir des renseignements sur l'état financier et le crédit des maisons d'affaires ou autres pour l'usage exclusif des souscripteurs de la compagnie présentement constituée et s'occuper de l'organisation des compagnies et agir comme agents pour le transfert des valeurs;

13. To supply information respecting the financial standing and credit of business or other firms for the exclusive use of subscribers to the company hereby incorporated and to engage in the promotion of companies and act as security transfer agents;

14. Emettres des actions entièrement libérées, des obligations ou autres garanties ou valeurs de la compagnie en paiement d'acquisition de biens meubles ou immeubles, droits, baux, entreprises, commerces, franchises, privilèges, permis, concessions, actions, obligations ou autres valeurs ou affaires, ou pour services rendus à la compagnie;

15. Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, ou de toute partie d'icelle pour telle compensation que la compagnie jugera à propos d'accepter et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

16. Tirer, faire, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, garanties, billets de circulation et autres effets de commerce, valeurs négociables ou transférables;

17. Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée et accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personnes sur la propriété de ces personnes ou garanties;

18. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie; émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner comme garantie et les vendre aux prix et montants jugés convenables; hypothéquer, donner en gage ou nantir les propriétés mobilières et immobilières, présentes ou futures de la compagnie pour garantir le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de telle garantie aux fins semblables; constituer l'hypothèque, mortgage ou nantissement mentionné dans le présent paragraphe par acte de fiducie;

19. Hypothéquer, donner en gage, nantir ou autrement affecter d'une charge quelconque les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie pour assurer le paiement des prêts faits autrement que par l'émission d'obligations et également le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats ou engagements de la compagnie;

20. Les clauses ci-dessus seront interprétées comme objets et pouvoirs additionnels et non limitatifs des pouvoirs généraux conférés par les lois de *Québec*; et il est expressément pourvu dans les présentes que l'énumération qui précède des pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée comme limitant ou restreignant en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie et il est pourvu que cette compagnie pourra faire toutes choses nécessaires ou utiles ou appropriées à l'accomplissement ou à la réalisation d'aucune des fins ou d'aucun des objets de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et de ce faire comme principal, agent ou autrement, sous le nom de "Crédit Moderne Limitée"—"Modern Credit Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2037-o

14. To issue fully paid up shares, bonds or other guarantees or securities of the company as payment for the acquisition of any movable or immovable property, rights, leases, undertakings, businesses, franchises, privileges, licenses, concessions, shares, bonds or other securities or affairs, or for services rendered to the company;

15. To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, fur such compensation as the company may deem proper to accept, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having purposes in whole or in part similar to those of the company;

16. To draw, make, accept, endorse, issue, purchase, sell or otherwise negotiate promissory notes, bills of exchange, letters of credit, guarantees, circular notes and other commercial instruments negotiable or transferable securities;

17. To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee with or without security the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, on the property of such persons or guarantees;

18. To borrow money upon the credit of the company; issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned, in the present paragraph, by trust deed;

19. To hypothecate, mortgage or pledge or otherwise affect the moveable or the immoveable property of the company to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment of any other debt, contract or obligation of the company;

20. The foregoing clauses shall be construed as objects and powers in the furtherance, but not in limitation, of the general powers conferred by the laws of *Quebec;* and it is hereby expressly provided that the foregoing enumeration of specific powers shall not be held to limit or restrict in any manner the powers of this company, and that this company may do all and every thing necessary, suitable or proper for the accomplishment or attainment of any of the purposes or objects calculated, directly or indirectly, to be profitable to the company, either as principal, agent or otherwise, under the name of "Crédit Moderne Limitée—Modern Credit Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2038

"Croteau & Frères Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Emanuel Croteau, mécanicien, Josaphat Croteau, cultivateur, et Marie-Alice Massicotte, épouse contractuellement séparée de biens de M. Emanuel Croteau, mécanicien, tous d'Amos, P.Q., dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, manufacturer des voitures et véhicules de toutes sortes, y compris des automobiles, véhicules-moteurs, tracteurs, aéroplanes, machines, machineries, outils et toutes leurs accessoires, pièces, outillage, appareils de toutes sortes, en faire le commerce et le négoce de toute manière quelconque;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre et exploiter des garages publics et privés pour l'hangarage des automobiles, camions, tracteurs ou autres véhicules-moteurs ou aéroplane, et pour la réparation, l'inspection et la modification des dits véhicules;

Acheter, vendre, exporter, importer, manufacturer et faire le commerce de marchandises se rapportant au commerce d'automobiles et ses accessoires;

Acheter, vendre et faire le commerce en général de gasoline, huiles et produits pétrolifères et toutes sortes de dispositifs, pièces et accessoires d'automobiles;

Exercer le commerce d'auto-taxis et louer des automobiles soit avec ou sans les services d'un chauffeur;

Acquérir en partie ou en totalité la clientèle de tout commerce du ressort de la compagnie et tous terrains, privilèges, droits, contrats, propriétés ou biens détenus ou utilisés pour ces opérations et sur telles acquisitions assumer les obligations de toute compagnie, association, société ou personne de qui elles ont été acquises et les payer en tout ou en partie en actions entièrement acquittées ou en argent;

Acquérir, détenir, vendre, hypothéquer, échanger, louer, transporter des immeubles requis pour l'exercice du commerce de la compagnie, et établir, construire et modifier toute machinerie, équipement, matériel, entrepôt, salles de vente, salles d'échantillons que la compagnie croira nécessaires ou convenables dans l'exercice de son commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, récépissés d'entrepôts et autres effets négociables ou transférables, sous le nom de "Croteau & Frères Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce onzième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2039—o Sous-secrétaire de la Province.

"Croteau & Frères Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1938, incorporating: Emanuel Croteau, mechanic, Josaphat Croteau, farmer, and Marie Alice Massicotte, wife separate as to property by marriage contract of Mr. Emanuel Croteau, mechanic, all of Amos, P.Q., for the following purposes:

To purchase, sell, lease, manufacture carriages and vehicules of every kind, including automobiles, motor vehicles, tractors, aeroplanes, machines, machinery, tools and all the accessories, thereof, parts, equipment, apparatus of every kind, to trade and deal therein in any manner whatsoever;

To acquire, purchase, lease, rent, sell and operate public and private garages for the storing of automobiles, trucks, tractors or motor vehicles or aeroplanes, and for the repairing overhauling, and alteration of said vehicles;

To purchase, sell, export, import, manufacture and deal in merchandise incidental to the automobile business and its accessories;

To purchase, sell and deal generally in gasoline, oil and petroleum products and all kinds of devices, parts and accessories of automobiles;

To carry on the auto-taxi business and to lease automobiles whether with or without the services of a chauffeur;

To acquire the whole or part of the custom of any business within the scope of the powers of the company and any lands, privileges, rights, contracts, properties or assets held or used for the said operations and upon such acquisition to undertake the obligations of any company, association, partnership or person from whom or which they have been acquired and to pay for the same in whole or in part with fully paid-up shares or in cash;

To acquire, hold, sell, hypothecate, exchange, lease, transfer, immovables required for the exercise of the business of the company, and to establish, construct and alter any machinery, equipment, material, warehouse, sales rooms, sample rooms which the company may deem necessary or convenient for the exercise of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, warehouse receipts and other negotiable and transferable instruments, under the name of "Croteau & Frères Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2040 Under Secretary of the Province.

"Dalquier Gold Mines (Quebec) Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: David Trudel, agent d'affaires, Joseph H.

"Dalquier Gold Mines (Quebec) Limited".
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1938, incorporating: David Trudel, business agent, Joseph H. Demers, insurance

Demers, agent d'assurance, et Lucien Labelle, avocat, tous de Noranda, Qué., dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, le sable ou sable de silex, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetés pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou téléphone, jetées digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec, (chap. 80), en la manière prescrite;

6. Fabriquer, acheter, vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, marchandises ou d'ouvrage fait, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix payé ou convenu d'être payé par eux à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Dalquier Gold Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Noranda, district de Pontiac, dans notre dite Province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2041 Sous-secrétaire de la Province.

agent and Lucien Labelle, barrister, all of Noranda, Que., for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, stones, sands and flint-sands may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein provided;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchise, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Dalquier Gold Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at the town of Noranda, in the district of Pontiac, in our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2042-o Under Secretary of the Province.

"Duquesne Mining Company Limited". (Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par

"Duquesne Mining Company Limited". (No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been

le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Jean-Paul Verschelden, avocat, Bernade Charette, Rolande Dugal, Régine Lahaie, Gilberte Monette, toutes quatre secrétaires, Marcelle Hémond, comptable, tous de Montréal, Yvette Monette, opératrice de téléphone, de St-Laurent, Qué., dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aquedues, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts, et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chapitre 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures, ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandise ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette Loi, et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé, ou convenu d'être payé, à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Duquesne Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cinq millions de dollars ($5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune, valeur au pair.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Rouyn, comté d'Abitibi, province de Québec.

Date du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2043

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1938, incorporating: Jean Paul Verschelden, advocate, Bernade Charette, Rolande Dugal, Régine Lahaie, Gilberte Monette, all four secretaries, Marcelle Hémond, accountant all of Montreal, Yvette Monette, telephone operator, of St. Laurent, Que., for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business, which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Duquesne Mining Company Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of five million dollars ($5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar ($1.00) each par value.

The head office of the company will be at the town of Rouyn, in the county of Abitibi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2044-o

"Grenville Mica Mining Company Limited"
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond et Marcel Gaboury, avocats, Archibald Slater Duncan, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Faire des explorations et des recherches, pour découvrir des mines et des minéraux;

b) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

c) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

d) Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

e) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 inclusivement de la Loi des mines de Québec, (chapitre 80) en la manière y prescrite;

f) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

g) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

h) Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandise ou travaux;

i) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie ou commerce que la dite compagnie peut exercer en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et y consentir, en actions libérées, et en assumer les dettes et charges y afférentes;

j) Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire à ceux sus-mentionnés ou tous autres actes qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels cette compagnie a été constituée en corporation;

Sujet aux dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, les actionnaires de la compagnie projetée n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du comtant du prix payé, ou qu'ils auront convenu payer à la compagnie pour chaque action, sous le nom de "Grenville Mica Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Le montant du capital total de la compagnie sera de $19,000.00.

Le dit capital sera divisé en 19,000 actions d'une valeur au pair de $1.00 chaque action, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $2,500.00.

"Grenville Mica Mining Company Limited"
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1938, incorporating: Gerald MacPherson Almond and Marcel Gaboury, advocates, Archibald Slater Duncan, Secretary, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

a) To prospect and explore for mines and minerals;

b) To carry on all operations by which the soil, earth, rock and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose thereof;

c. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to use such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

d) To build, maintain and exploit upon its own property, or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses, and stores, necessary or useful to its operations;

e) To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chapter 80) in the manner therein prescribed;

f) To manufacture, buy and sell all kinds of goods, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

g) To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

h) To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

i) To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which the said Company may carry on under the Quebec Mining Companies' Act and consent thereto, of paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

j) To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or any other acts which may facilitate the attainment of the objects for which this company is incorporated;

Subject to the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, the shareholders of the proposed company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for each share, under the name of "Grenville Mica Mining Company Limited" (No Personal Liability).

The amount of the capital stock of the Company is to be $19,000.00.

The said stock is to be divided into 19,000 shares of a par value of $1.00 each share, and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be $2,500.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2045 Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2046 o Under Secretary of the Province

"Henri Boucher Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Georges-Antoine Fusey, avocat, de la cité d'Outremont, Amandine Gagnon, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, et Benoit Bertrand, collecteur, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, ou acquérir autrement et confectionner et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de fourrure, laine, coton, tissus, lainages, soiries, toile et vêtements de toutes sortes pour hommes, femmes et enfants; faire les affaires de manufacturiers, acheteurs et vendeurs des habits de toutes sortes et acquérir, acheter, détenir, vendre ou en disposer autrement, manufacturer, fournir et produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, denrées et marchandises;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Négocier, importer, exporter et faire des contrats pour le négoce en gros et en détail de confections, habits, manteaux et de chacun et de tous vêtements, de toute description quelconque, pour hommes, femmes et enfants;

Exploiter le commerce de négociants, importateurs, exportateurs, entrepreneurs, grossistes, détaillants, vendeurs et distributeurs de tous tissus fabriqués, et de tous autres vêtements de toute nature quelconque, et à cette fin, faire chacune et toutes choses appartenant à ce dit négoce;

Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, vendeurs, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants pour tous vêtements négociables, à base de commission ou autrement;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables, avec toute personne, firme ou compagnie que cette compagnie croira convenable;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens et responsabilités de toute personne ou corporation exerçant toute industrie que la présente compagnie exerce ou qu'elle a le droit d'exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous droits et privilèges que cette compagnie croira être nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement tout fonds de commerce machinerie, matériel;

"Henri Boucher Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1938, incorporating: Georges Antoine Fusey, advocate, of the City of Outremont, Amandine Gagnon stenographer, spinster of age and in use of her rights, and Benoit Bertrand, collector, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase or otherwise acquire and fabricate and sell or otherwise deal in and with furs, wool, cotton, textiles, woollens, silks, linens and all kinds of clothing for men, women and children; to carry on business as manufacturers, buyers and sellers of garments of any kind and acquire, purchase, sell or otherwise dispose of, manufacture, furnish and produce, import and export all kinds of articles, wares and merchandise;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To deal in, import, export and enter into contracts for the wholesale and retail business of wearing apparel, suits, cloaks and all and every kind of clothing, of any description whatsoever, for men, women and children;

To carry on the business of merchants, importers, exporters, contractors, wholesalers, retailers, salesman and distributors of any manufactured textiles and of any other clothing of any kind whatsoever, and for such purpose, to do all and any of the things appertaining to the said business;

To represent manufacturers, distributors, merchants, salesmen, importers, exporters, wholesalers, retailers for any marketable clothing, whether on a commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest or other similar joint ventures, with any person, firm or company which this company may deem suitable;

To subscribe for, take or otherwise acquire the shares and securities of any company having purposes altogether or partly similar to those of the present company and to hold, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire and take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business carried on by the present company or which it is authorized to carry on, and to pay therefor, in whole or in part, with paid up shares of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Procurer l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des propriétés et droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures, ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans toutes valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Henri Boucher Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions communes de cinquante dollars ($50.00) chacune et deux cents (200) actions préférentielles de cinquante dollars ($50.00) chacune à 7% cumulative.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2047-o

2

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether, similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

To raise or assist in raising money for any other company or corporation, to aid the same by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, and guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business dealings;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by distribution of circulars, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, exchange, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of the company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Henri Boucher Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of fifty dollars ($50.00) each, and two hundred (200) 7% cumulative preferred shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2048

"Jasper Villas Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Louis-Charles Trempe, avocat, Benoit Bertrand, collecteur, et Amandine Gagnon, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Promouvoir, organiser, diriger et administrer une hôtellerie, des chalets, villas, bungalows, habitations de tous genres pour fins de tourisme, de sport, de divertissement et de relations sociales en général; généralement offrir à ses clients, visiteurs et invités, leurs hôtes et amis, tous les privilèges, avantages, convenances et accommodations habituels d'une hôtellerie et promouvoir les relations amicales et sociales entre ses clients;

2. Procurer, établir, entretenir et diriger des maisons d'habitations, chalets, villas, avec dépendances et terrains de jeux, piscines, havres, hangars, garages pour l'exercice de tous les sports;

3. Procurer à ses clients et visiteurs, leurs hôtes et amis toutes les facilités pour les sports, exercices, divertissements, représentations et récréations, pourvoir à leurs besoins et les loger;

4. Fournir, diriger et administrer les pavillons, restaurants, salles à manger, salles de danse, et salles de rafraichissements pour l'accommodation de ses clients, invités et visiteurs, leurs hôtes et amis, gratuitement ou aux termes qui pourront être fixés par les directeurs;

5. Pour fins de sport et de divertissement, acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains et propriétés de nature mobilière ou immobilière, ainsi que tous droits dans ou se rapportant aux propriétés mobilières ou immobilières, posséder et embellir lesdites propriétés mobilières ou immobilières ou droits et en disposer de toute manière;

6. Acheter et louer des terrains de jeux et dépendances et en accorder l'usage aux clients ou autres, moyennant les termes déterminés par les directeurs de la compagnie;

7. Acquérir par achat, bail ou autrement toutes sortes d'appareils et propriétés mobilières y compris les animaux qui peuvent être utilisés pour fins de sport et de récréation; vendre, louer et aliéner en aucune manière les dits appareils, biens mobiliers et animaux;

8. Acheter, vendre, servir et faire le commerce de toutes sortes de produits alimentaires, provisions et breuvages pour le bénéfice des personnes fréquentant les villas, chalets et autres habitations de la compagnie;

9. Obtenir, détenir un permis pour la vente de la bière, du vin et autres liqueurs alcooliques dont la vente est présentement ou peut être dans la suite permise par lois de la province de *Québec;*

10. Imposer des honoraires d'admission et autres contributions et toutes sortes de souscriptions et cotisations aux visiteurs, clients et amis et accorder tous droits et privilèges aux dits visiteurs, clients et amis;

11. Emprunter des deniers de toute autre compagnie ou personne sur telle garantie et moyennant les termes qui pourront être de temps à autre conclus;

12. Entrer en négociations et oenclure des conventions avec tout gouvernement, département ou corporation dans le but d'obtenir tous privilèges qui peuvent être considérés de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie;

"Jasper Villas Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1938, incorporating: Louis Charles Trempe, advocate, Benoit Bertrand, collector, and Amandine Gagnon, stenographer, spinster of age and in the use of her rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To promote, organize, direct and manage hostelries, cabins, villas, bungalows, dwellings of all kinds for tourists, sport, amusement and social gatherings in general; generally to provide its customers, visitors and guests, their friends and guests, all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a hostelry and to promote friendly and social relations among their guests;

2. To procure, establish, maintain and manage dwelling houses, cabins, cottages, with dependencies and play-grounds, swimming pools, harbors, sheds, garages for the carrying on of sports in general;

3. To provide their customers, visitors, their guests and friends all facilities for sports, exercises, amusements, representations and recreation, to provide for their needs and lodge them;

4. To furnish, direct and manage pavillions, restaurants, dining rooms, dance halls, and refreshment rooms for the accommodation of their customers, guests and visitors, their guests and friends, gratuitously or on the terms to be fixed by the directors;

5. For the purposes of sport and amusement, to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise lands and properties of a movable or immovable nature, as well as any rights in or concerning movable and immovable properties, to own and improve the said movable and immovable properties or rights and to dispose of the same in any manner;

6. To purchase and lease play-grounds and dependencies and to grant the use of same to customers or others, upon such terms as may be determined by the directors of the company;

7. To acquire by purchase, lease or otherwise any equipment and movable properties including any animals which may be used for the purposes of sport and recreation; to sell, lease and dispose of the said equipment, movable properties and animals in any manner;

8. To buy, sell, serve and deal in all kinds of food products, provisions and beverages for the benefit of those frequenting the cabins, cottages and other dwellings of the company;

9. To secure and hold a license for the sale of beer, wine and other alcoholic liquors, the sale of which is now or may in the future be permitted by the laws of the Province of *Quebec*;

10. To charge admission fees and other contributions and any kinds of subscriptions and fees to visitors, customers and friends, and to grant any rights and privileges to the said visitors, customers and friends;

11. To borrow money from any other company or person on such security and upon such terms as may be agreed upon from time to time;

12. To enter into negotiations and make arrangements with any government, department or corporation for the purpose of securing any privileges which may be deemed suitable to promote the interests of the company;

13. Souscrire, s'affilier et coopérer avec toute autre association, soit constituée en corporation ou non, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

14. Etablir des succursales de cette compagnie;

15. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres et faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

16. Accepter des dons et legs en espèce et en nature de ses clients ou des étrangers en autant que les conditions éventuellement stipulées par les donateurs sont conformes aux objets de la corporation;

17. Procurer à ses hôtes et clients des moyens de transport, gratuitement ou aux frais de la compagnie, pour amener lesdits hôtes et clients à ses établissements;

18. Faire tous ou l'un quelconque des actes et choses qui sont incidents ou qui conduisent à la réalisation des objets précités et à l'exécution des fins pour lesquelles la compagnie est formée;

19. Organiser des clubs, ou faire partie de clubs pour la promotion des affaires du tourisme, sport et d'hôtellerie, sous le nom de "Jasper Villas Corporation," avec un capital total de deux mille dollars ($2,000.00), divisé en deux cents (200) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Donat, comté de Montcalm, dans le district de Joliette, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2049-o Sous-secrétaire de la Province.

13. To subscribe to, affiliate and cooperate with any other association, whether incorporated or not, having objects similar or partly similar to those of the present company;

14. To establish branches of the present company;

15. To do all or any of the foregoing things as principals or otherwise either alone or in conjunction with others and to do all other things incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects;

16. To accept donations and legacies in kind or specie from customers or others, in so far as the eventual conditions stipulated by the donors comply with the objects of the corporation;

17. To provide its guests and customers with means of transportation, gratuitously or at the expense of the company, to convey the said guests and customers to its premises;

18. To do all or any acts and things which are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects and the performance of the purposes for which the company is formed;

19. To organize clubs or join other clubs for the promotion of the tourist trade, sport and hostelry business, under the name of "Jasper Villas Corporation", with a total capital stock of two thousand dollars ($2,000.00), divided into two hundred (200) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at St-Donat, County of Montcalm, in the district of Joliette, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2050 Under Secretary of the Province.

"Lachine Remnant Store Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Conseil en Loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, tous deux avocats, et Anne Goldenblatt, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de toutes sortes de coton, lainages, soies, toiles et autres étoffes tissées, coupons, vêtements prêts à porter, hardes, merceries, chemises, collets, poignets, articles de fantaisie, bimbeloteries, fournitures, marchandises sèches en général et des habits et vêtements de toutes sortes et descriptions;

(*b*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, débentures et autres effets négociables ou transférables;

(*c*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

(*d*) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*e*) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, acquérir, acheter, louer ou

"Lachine Remnant Store Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1938, incorporating: Benjamin Robinson, King's Counsel, Theodore Herzl Shapiro, both advocates, and Anne Goldenblatt, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To import, export, manufacture, buy, sell and deal in all kinds of cotton, woollen, linen, silk and other textile fabrics, remnants, ready-to-wear garments, wearing apparels, furnishings, shirts, collars, cuffs, fancy goods, smallware, trimmings, general dry goods and all kinds and descriptions of garments and clothing;

(*b*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

(*c*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular to advertise in the press by circulars, by purchase and exhibition of works of art and interest, by publication of books and periodicals;

(*d*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*e*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others to acquire, purchase, lease or otherwise obtain

autrement obtenir les propriétés réelles et personnelles, et la clientèle, les franchises, droits, privilèges, contrats et biens de chacune et de toute sorte, utiles en rapport avec les opérations de la compagnie, moyennant les termes qui seront jugés convenables, de tout individu, firme ou corporation, soit comme une entreprise en exploitation ou autrement, et les payer en deniers comptant, partiellement en deniers et en actions entièrement ou partiellement libérées, par l'émission d'obligations ou autres valeurs de la compagnie, tel qu'il sera convenu, et les vendre ou autrement en disposer ou en négocier la totalité ou une partie quelconque;

(*f*) Exercer toute autre industrie, manufacturière, de vente ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée et même temps que les opérations de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, ou qui est alliée à l'industrie de la compagnie;

(*g*) Utiliser les fonds de la compagnie à l'achat d'actions de toute autre corporation, ou si autorisée de cette manière, racheter toutes telles actions ou acquérir par l'émission des actions de cette compagnie, entièrement ou partiellement libérées, à tels taux ou prix et moyennant les termes qui pourront être conclus, et vendre, détenir, revendre ou autrement négocier les actions acquises de cette manière;

(*h*) Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature et sorte réelle et personnelle, pour les dettes et engagements ou obligations de la compagnie, encourus ou qui seront encourus en rapport avec les fins et objets de la compagnie et les libérer ou en disposer de la manière jugée le plus convenable;

(*i*) Conclure des conventions moyennant les termes qui seront jugés convenables au sujet du partage des profits, les risques communs, les concessions réciproques ou autres conventions de nature semblable, avec les autres personnes, firmes ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie;

(*j*) Aider, assister et promouvoir la constitution en corporation des autres compagnies pour toutes fins de nature à profiter à cette compagnie;

(*k*) Prêter des deniers et garantir l'exécution des contrats, par les clients de cette compagnie et autres, susceptibles de profiter à cette compagnie;

(*l*) Vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de cette compagnie, pour des deniers comptant, des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(*m*) Payer à même les fonds de la compagnie, les frais et dépenses encourus pour l'organisation et la constitution en corporation de cette compagnie;

(*n*) Faire toutes et autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des choses précitées, sous le nom de "Lachine Remnant Store Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera, à Lachine, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2051 Sous-secrétaire de la Province.

property real and personal, and the goodwill, franchise, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind, useful in connection with the business of the company, for such terms as may be deemed advisable of any individual, firm or corporation, whether as a going concern or not, and to pay for same in cash, part cash in stock fully or partially paid-up, by issuing bonds or other security of the company, as may be agreed upon, and to sell or otherwise dispose of or to deal with the whole or any portion of the same;

(*f*) To carry on any other business, whether manufacturing, selling or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company or calculated, directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights, or which may seem germane to the business of the company;

(*g*) To use the company's funds in the purchase of shares of any other corporation, or if so advised, to buy over any such stocks or acquire by the issue of stock of this company fully or partially paid-up at such rates or prices, or upon such terms as may be agreed upon and to sell, hold, resell or otherwise deal with the stock so acquired;

(*h*) To take, acquire and hold any security of any nature and kind real and personal, for debts and liabilities, or obligations of the company, incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company, and to discharge or dispose of the same as may be thought best;

(*i*) To enter into agreements upon such terms as may be deemed advisable for sharing of profits, joint adventure, reciprocal concessions, or other arrangements of a like nature, with other persons, firms or companies, carrying on any similar business to that of this company;

(*j*) To aid, assist and promote the incorporation of other companies for any purpose calculated to benefit this company;

(*k*) To lend money to and guarantee the performance by customers of this company and others, of contracts calculated to be beneficial to this company;

(*l*) To sell or otherwise dispose of the undertaking of this company, of the whole or any part for cash, stock, debentures or securities of any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company;

(*m*) To pay out of the funds of the company, expenses and costs incurred in the incorporation and organization of this company;

(*n*) To do all and other things as are incidental or conducive to the attainment of the above things, under the name of "Lachine Remnant Store Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Lachine, in the district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2052-o Under Secretary of the Province.

"La Société d'Hygiène Dentaire de la province de Québec".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Conrad Archambault, de la cité d'Outremont, Rolland LaSalle, Albert Surprenant, Denis Forest, Armand Fortier, Adolphe l'Archevêque, et G. Guelph Armitage, tous six de Montréal, Auguste Massicotte, de Trois-Rivières, Gustave Ratté, de Québec, tous chirurgiens-dentistes, dans les buts suivants:

1. Généralement répandre des connaissances d'hygiène dentaire et buccale dans la province de Québec;

2. Encourager et aider toute campagne en faveur de l'hygiène dentaire et buccale;

3. Encourager et aider toute institution officielle ou privée, intéressée à l'expansion de l'hygiène dentaire et buccale dans la province de Québec;

4. Coopérer à la compilation des statistiques provinciales sur l'hygiène dentaire et buccale;

5. Etudier tous les problèmes en rapport avec l'hygiène dentaire et buccale;

6. Organiser des comités spéciaux pour l'examen des divers problèmes liés à l'hygiène dentaire et buccale;

7. Compiler, préparer et publier les statistiques et les renseignements ayant trait aux modes de traitement et de prévention de la carie dentaire, en vue de créer une opinion publique éclairée en faveur de mesures plus radicales dans le but de promouvoir l'hygiène dentaire et buccale;

8. Travailler en liaison avec les autorités administratives et les représentants des corps publics, aux fins susdites;

9. Engager le personnel nécessaire pour atteindre les fins ci-haut mentionnées, louer, acheter ou autrement se procurer un local, l'équipement et autres accessoires pour le service d'organisation, et en disposer;

10. Recevoir des dons, souscriptions, contributions publiques ou privées, pour les fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de "La Société d'Hygiène Dentaire de la province de Québec."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars ($100,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2053-o Sous-secrétaire de la Province.

"La Société d'Hygiène Dentaire de la province de Québec".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Conrad Archambault, of the city of Outremont, Rolland LaSalle, Albert Surprenant, Denis Forest, Armand Fortier, Adolphe l'Archevêque, and G. Guelph Armitage, all six of Montreal, Auguste Massicotte, of Trois-Rivières, Gustave Ratté, of Quebec, all dental surgeons, for the following purposes:

1. Generally to spread the knowledge of dental and buccal hygiene throughout the Province of Quebec;

2. To encourage and assist any campaign in favour of dental and buccal hygiene;

3. To encourage and assist any official or private institution, interested in the spreading of dental and buccal hygiene throughout the province of Quebec;

4. To co-operate in the compiling of Provincial statistics on dental and buccal hygiene;

5. To study all problems concerning dental and buccal hygiene;

6. To organize special committees to examine the various problems dealing with dental and buccal hygiene;

7. To compile, prepare and publish statistics and information dealing with the methods of treatment and prevention of dental decay with a view to creating a well informed public opinion in favour of more radical measures towards dental and buccal hygiene;

8. To work in conjunction with the administrative authorities and the representatives of public bodies, for the aforesaid purposes;

9. To hire the necessary staff to attain the foregoing purposes, to lease, purchase or otherwise procure premises, equipment and other accessories for the use of the organization, and to dispose of the same;

10. To receive donations, subscriptions, public or private contributions for the foregoing purposes, under the name of "La Société d'Hygiène Dentaire de la province de Québec."

The amount to which the value of the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars ($100,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2054 Under Secretary of the Province.

"L'Association du Service Spécialisé Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Conrad Boyer, comptable et Roland Bélanger, commis, de la cité de Montréal, Marie Jacques Turcotte, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, de St-Lambert, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Faire l'opération générale d'une agence d'affaires et d'annoncer dans toutes ses spécialités;

"L'Association du Service Spécialisé Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1938, incorporating: Conrad Boyer, accountant and Roland Bélanger, clerk, of the city of Montreal, Marie-Jacques Turcotte, stenographer, spinster of age and in the use of her rights, of St. Lambert, all of the district of Montreal, for the following purposes:

a) To carry on the operations of a general business and advertising agency in all its branches;

b) Entreprendre, acheter et louer des espaces d'annonces, faire de l'annonce en groupe de services de réparation de radios, machines à laver, de fourrures, machines à coudre, articles de sports, vacuums, clavigraphes, machines à additionner, d'auvents, d'enseignes; services de cordonniers; peintres, tapissiers, barbiers, menuisiers, charpentiers, électriciens, garagistes, taxis, "valet service", imprimeurs, transports, bois et charbon, fleuristes, pompes funèbres, buanderies, bière et liqueurs, "window cleaning", destructeurs de vermine, ébénistes (cabinet makers), décorateurs d'intérieurs, poseurs de vitres, serruriers, plâtriers, accordeurs de piano, briquetiers, maçons;

c) Acquérir comme industrie active tous et chacun des biens, y compris la clientèle de toutes compagnies, personnes ou personne engagées dans une entreprise que la présente compagnie est autorisée à entreprendre, ou toutes industries identiques, et les payer en totalité ou en partie en obligations, débentures ou actions acquittées et non-cotisables de la compagnie, et les vendre, arrenter, ou autrement en disposer en tout ou en partie;

d) Exercer toutes industries reliées aux fins et objets ci-dessus ou que la compagnie jugera pouvoir être avantageusement exercées en rapport avec l'industrie ou les objets de la compagnie;

e) Acheter, prendre à son nom, acquérir, détenir, utiliser, vendre, arrenter, céder et transférer toutes propriétés personnelles, meubles, machineries, marques de commerce, brevets, licences et immunités ou droits en découlant qui sont nécessaires pour la bonne exécution des fins pour lesquelles la compagnie est constituée;

f) Entreprendre toutes les autres spécialités d'affaires se rattachant à la bonne exécution des objets pour lesquels la compagnie est constituée et nécessaires à l'exercice profitable de l'industrie de la compagnie;

g) Acquérir, posséder et aliéner toutes actions dans d'autres compagnies, sociétés ou autres exploitations similaires ou autres, se fusionner avec elles, leur vendre ou échanger des actions du capital de la présente compagnie;

h) Emettre et assigner des actions ou obligations de la compagnie en paiement total ou partiel de tous biens, mobiliers ou immobiliers ou des deux à la fois, ou d'aucun droit acquis par la compagnie, ou en rémunération de services rendus à la compagnie, soit comme promoteur de la compagnie ou autrement, tel qu'il sera jugé nécessaire ou convenable par les directeurs, avec l'approbation des actionnaires, se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

i) Faire des avances en deniers aux clients ou autres personnes, sociétés ou compagnies ayant des affaires avec la compagnie, ou garantir l'exécution de leurs contrats, et prendre et détenir toute garantie jugée convenable;

j) Placer les deniers de la compagnie en la valeur et de la manière qui seront déterminées par résolution de la compagnie;

k) Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, vendre ou autrement aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, hypothéquer ou engager de quelque manière que ce soit les dits meubles ou immeubles;

l) Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

b) To undertake, purchase and lease advertising space, to carry on group advertising for the services of repairing radios, washing machines, furs, sewing machines, sporting goods, vacuums, typewriters, adding machines, awnings, signs; services of shoemakers, painters, paperhangers, barbers, joiners, carpenters, electricians, garagists, taxis, valet service, printers, transportation, coal and wood, florists, funeral undertakers, laundries, beer and liquors, window cleaning, vermin exterminators, cabinet makers, interior decorators, glazers, locksmiths, plasterers, piano tuners, bricklayers, masons;

c) To acquire as a going concern all and any assets, including the goodwill of any companies, persons or person engaged in any undertaking which the present company is authorized to carry on, or any similar industries, and to pay for the same in whole or in part with bonds, debentures or paid up non-assessable shares of the company, and to sell, rent, or otherwise dispose of the same in whole or in part;

d) To carry on any industries allied to the purposes and objects aforesaid or which the company may deem capable of being advantageously carried on in connection with the industry or objects of the company;

e) To purchase, take in its name, acquire, hold, use, sell, rent, assign and transfer any personal properties, movables, machinery, trademarks, patents, licenses and immunities or rights derived therefrom, which are necessary for the profitable exercise of the purposes for which the company is incorporated;

f) To undertake any other lines of business incidental to the proper carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to the due carrying on of the industry of the company;

g) To acquire, own and dispose of any shares in other companies, partnerships or other similar or other undertakings, to amalgamate with them, sell them or exchange with them shares of the capital stock of the present company;

h) To issue and allot shares or bonds of the company in whole or part payment for any properties, movable or immovable or both, or any rights acquired by the company, or in remuneration for services rendered to the company, either as promoter of the company or otherwise, as may be deemed necessary or suitable by the directors with the approval of the shareholders, to consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

i) To make advances of money to customers or others, partnerships or companies having dealings with the company, or to guarantee the performance of their contracts, and to take and hold any guarantee deemed suitable;

j) To invest the monies of the company in securities and in the manner to be determined by resolution of the company;

k) To acquire, receive, own, lease, exchange, sell or otherwise dispose of any movable and immovable properties necessary or useful for the purposes of the company, to hypothecate or pledge in any manner whatsoever the said movables or immovables;

l) To subscribe for, accept, endorse, negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

m) Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs, faire et exécuter tous les autres actes qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin les objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

n) Les susdits pouvoirs seront exercés ensemble ou séparément et seront distincts les uns des autres, sous le nom de "L'Association du Service Spécialisé Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2055–o

m) To do all things, exercise all powers, carry on and execute all other acts which may be deemed useful or advantageous for the proper administration of the objects for which the company is incorporated;

n) The aforesaid powers will be exercised together or separately and shall be distinct the one from the other, under the name of "L'Association du Service Spécialisé Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2056

"Les Bouchers-Epiciers Associés Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Joseph Ener, de St-Simon de Drummond, Wilfrid Lavertu, Noël Gauthier, Cyrille Plasse, tous trois de Ville St-Joseph, Isidore Boisselle, Alfred Roy, Adélard Girard, tous trois de la cité de Drummondville, tous bouchers-épiciers, et Lindor Houle, épicier, de la cité de Drummondville, dans les buts suivants:

Faire les opérations de courtier en marchandises, épiceries, viandes, provisions, produits alimentaires de toutes sortes, grain, provisions et tout ce qui peut faire l'objet du commerce d'épicerie et de boucherie en général et sous toutes ses formes et faire l'exportation et l'importation des dits produits;

Faire le commerce d'épiceries, viandes, de grain, provisions et de produits alimentaires en gros dans toutes ses branches;

Agir comme intermédiaire, agent commercial, entre les producteurs ou les manufacturiers et les actionnaires de la compagnie faisant le commerce d'épicerie et de viande en général, pour leur procurer au meilleur prix possible les marchandises d'épiceries, les viandes, les provisions, produits alimentaires et toutes autres marchandises dont ils auront besoin pour les fins de leur commerce;

Acheter ou autrement se procurer directement des producteurs ou manufacturiers des marchandises d'épiceries, des viandes, des provisions, du grain, des produits alimentaires ou toutes autres marchandises sans exception se rapportant au commerce d'épicerie et de viandes en général, et les revendre à ses actionnaires au prix déterminé par le bureau de direction, de façon à procurer à ses actionnaires ces marchandises aux conditions les plus avantageuses possibles;

Protéger ses membres dans tous les domaines et particulièrement dans le commerce exercé par chacun d'eux;

Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Faire et exercer des contrats d'annonce, de transport, d'échange et de location pour le bénéfice des actionnaires;

Former des groupes d'épiciers-bouchers et commerçants gardant leur identité propre et leur parfaite indépendance sous leur nom social respectif, dans le cours ordinaire des affaires;

Admettre comme membres toutes personnes

"Les Bouchers-Epiciers Associés Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April 1938, incorporating: Joseph Ener, of St-Simon de Drummond, Wilfrid Lavertu, Noël Gauthier, Cyrille Plante, all three of the town of St-Joseph, Isidore Boisselle, Alfred Roy, Adélard Girard, all three of the city of Drummondville, all butcher-grocers, and Lindor Houle, grocer, of the city of Drummondville, for the following purposes:

To carry on a brokerage business in merchandise, groceries, meats, provisions, foodstuffs of all kinds, grain provisions and all that which may form the object of the grocery and butchery business in general and under any form, and to import and export the said products;

To carry on a wholesale grocery, meat, grain, provision, foodstuff business in all its branches;

To act as intermediary, commercial agent between the producers or manufacturers and the shareholders of the company carrying on the grocery and butchery business generally, to procure for them at the best possible price merchandise, groceries, meats, provisions, foodstuffs and any other goods which they may need for the purposes of their business;

To purchase or otherwise procure directly from the producers or manufacturers, merchandise, groceries, meats, provisions, grain and foodstuffs or any other goods without exception connected with the grocery and butchery business generally, and to re-sell same to its shareholders at the price to be determined by the board of directors, so as to obtain for its shareholders such goods under the most favorable possible conditions;

To protect its members in all domains and particularly in the business carried on by each of them;

To open and operate branches, factories, warehouses, stores, shops, private agencies and all kinds of business places where the business of the company may be carried on;

To make and carry on contracts in advertising, shipping, exchange and lease for the benefit of the shareholders;

To form groups of grocers, butchers and traders keeping their own identity and complete independance under their respective firm name, in the ordinary course of business;

To admit as members any persons or commer-

ou sociétés commerciales aux conditions et charges que la dite compagnie jugera à propos et émettre à cet effet des certificats de membres;

Agir comme agents de manufacturiers et comme marchands à commission généralement et faire les opérations générales d'entreposeurs;

Acquérir, exploiter et disposer, à quelque titre que ce soit et de quelque manière que ce soit, de tout brevet d'invention, marques de commerce ayant rapport aux susdits objets;

Construire ou faire construire toutes bâtisses, entrepôts et constructions quelconques, ou agir comme entrepreneur pour toutes espèces de constructions et bâtiments;

Acquérir de quelque manière que ce soit, posséder et détenir, exploiter et utiliser toutes espèces de franchises et privilèges;

Acquérir à quelque titre que ce soit toute autre ou toutes autres industries, manufactures ou tous autres commerces identiques à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, y compris l'achanlandage, tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus et payer avec des actions acquittées, des débentures, des actions-obligations, "debenture stock", des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toutes telles acquisitions;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition et le contrôle de leurs industries, manufactures ou commerce respectifs, et contrôler, soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement, toute autre ou toutes autres compagnies;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera utiles ou nécessaires d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs et, ce en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire des emprunts aux termes et conditions, en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débentures (débenture stock) qu'elle est autorisé à émettre par la loi ou par sa charte, les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède ou possèdera dans la province et, d'une manière générale, exercer, sous les conditions y mentionnées, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 10 à 14 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q., 1925, chapitre 227;

Faire tout autre genre de commerce, en gros ou en détail, et exercer toute autre entreprise qui pourront être jugés utiles ou avantageux pour la compagnie;

Acquérir, posséder, détenir, louer, sous-louer, hypothéquer, vendre ou aliéner de quelque façon que ce soit des meubles, des terrains, édifice, biens-fonds, immeubles ou droits immobiliers quelconques;

Placer ses fonds disponibles dans les actions de toute autre compagnie, suivant ce qui sera avantageux par les directeurs;

Et en général, avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, et faire toutes les choses connexes ou appropriées à la réalisation des fins susdites, sous le nom de "Les Bouchers-Epiciers Associés Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

cial firms upon the conditions and charges which the said company may deem expedient and to issue membership certificates for such purpose;

To act as manufacturers' agents and commission merchants generally and to carry on the operations of general warehouse-men;

To acquire exploit and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents of invention and trade marks in connection with the objects aforesaid;

To build or cause to be built any buildings, warehouses and structures whatever or to act as contractor for any kind of structures and buildings;

To acquire in any manner whatever, own and hold, exploit and utilize any kind of franchises and privileges;

To acquire, under any title whatever, any kind or kinds of industry, factories or other business identical to that which the present company is authorized to carry on, including the good-will thereof, and any movable and immovable assets, on such terms and for such price and conditions as may be agreed upon, and to pay therefor with paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company;

To enter into any agreement with one or more companies, persons, associations or firms, concerning the exploitation, acquisition and control of their respective industries, factories or business, and to control, either by the acquisition of shares, interests or otherwise, any such company or companies;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to guarantee the payment of the bonds, debentures and debenture-stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, movable and immovable, present or future, which the company now owns, and may own in the Province and generally to exercise, under the conditions therein stipulated, all the powers mentioned in articles 10 to 14 of the Special Corporate Powers Act, R.S.Q., 1925, chapter 227;

To carry on any other kind of business, wholesale or retail, and engage in any other undertaking which may be deemed useful or advantageous to the company;

To acquire, possess, hold, lease, sub-let, hypothecate, sell or alienate in any manner whatsoever movables, lands, buildings, real estate, immovables or immovable rights whatsoever;

To invest its available funds in the shares of any other company, in the manner deemed most advantageous by the directors;

And in general to have and to employ any other rights and powers which may be necessary for the purposes of its business, and to do anything incidental or conducive to the attainment of the aforesaid purposes, under the name of "Les Bouchers-Epiciers Associés Limitée," with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2057-o Sous-secrétaire de la Province.

"Maurice Berthiaume Ltd.—Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Samuel Chait, de la cité de Montréal, et John-J. Wasserman, de la cité de Westmount, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce ou autrement faire valoir toutes sortes de bois non-préparés et finis, bois de charpente et de pulpe et tous leurs produits et sous-produits;

2. Convertir toutes sortes de bois non-préparés, bois de construction et de charpente, sciés, équarris et coupés en produits partiellement ou totalement finis de toute sorte, et manufacturer toutes sortes d'articles dans lesquels le bois ou un produit du bois est la principale partie constituante;

3. Exercer le commerce de marchands de bois en gros et en détail, mettre en opération des scieries, moulins à bardeau et de pulpe, et acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes sortes de bois de construction et de charpente, sciés, équarris et coupés, les poteaux de télégraphe, de téléphone et de clôture, et tous autres produits de la forêt;

4. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et autrement faire le commerce de toute manière d'articles, effets, machineries, y compris en particulier tous les accessoires utilisés par les constructeurs, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, aucune ou toute machinerie, outils, matériel roulant, quincaillerie, outillages et accessoires de génie, de chemin de fer, de manufactures, de construction et mécaniques généralement;

5. Acquérir, détenir et posséder des terrains, édifices, logements, droits immobiliers et mobiliers, y compris des pouvoirs hydrauliques et privilèges, droits riverains, droits de passage, d'entrée et de sortie, requis ou incidents à la totalité ou à l'un quelconque des droits ou pouvoirs, énoncés dans les présentes, et les développer, les utiliser et en disposer, et créer et établir sur tous terrains acquis, les usines, édifices, manufactures, ponts, viaducs ou autres bâtiments que la compagnie peut utilement employer pour ses fins et opérations;

6. Faire le commerce de toutes sortes de combustibles, huiles et autres produits combustibles, et les manufacturer, les produire et les vendre;

7. Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux et de manufacturiers pour la construction, la réparation, la modification de travaux et entreprises publics et privés de toute sorte et description;

8. Conclure, exécuter, parfaire et sous-louer des contrats pour exécuter les travaux et fournir les matériaux s'y rapportant;

9. Acheter ou autrement acquérir et détenir, louer, améliorer et vendre, ou autrement négocier des propriétés immobilières et les droits ou intérêts en icelles;

The head office of the company will be in Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April 1938.

JEAN BRUCHESI,
2058 Under Secretary of the Province.

"Maurice Berthiaume Ltd.—Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1938, incorporating: Samuel Chait, of the city of Montreal, and John J. Wasserman, of the city of Westmount, both advocates, and Freda Pomerance, *fille majeure*, stenographer, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, import, export, buy, sell and deal in or otherwise turn to account all kinds of rough and finished lumber, timber and pulp wood and all products and by-products of same;

2. To convert all kinds of rough lumber, sawed lumber, squared and hewed lumber and timber into every kind of partly finished and finished products, and to manufacture all kinds of articles of which the main constituent is wood or a wood product;

3. To carry on the business of wholesale and retail lumber merchants, to operate saw-mills, shingle-mills and pulp-mills, and to buy, sell and otherwise deal in all kinds of sawed lumber, squared and hewed lumber and timber, telegraph and telephone poles, fence posts, and all other forest products;

4. To manufacture, import, export, buy, sell and otherwise deal in all manner of goods, wares, machinery, and supplies used by builders, but without limiting the generality of the foregoing, any and all machinery, implements, rolling stock, hardware, engineering, railroad, industrial, construction and mechanical equipment and supplies generally;

5. To acquire, own and hold lands, buildings, tenements, immoveables and moveable rights, including water powers and privileges, riparian rights, rights of way, passage, ingress and egress, required for or incidental to any or all of the rights or powers herein expressed, and to develop, use and dispose of same, and to create and establish on any land acquires such factories, buildings, plants, bridges, viaducts or other structures which the company may usefully employ for its purposes and business;

6. To deal in all kinds of fuel, fuel oil and other fuel products, and to manufacture, produce and sell same;

7. To carry on the business of general contractors and manufacturers for the construction, repair and alteration of public and private works and undertakings of every description and kind;

8. To enter into, carry out, perform and sublet contracts for doing work and supplying material in connection therewith;

9. To buy, or otherwise acquire and hold, lease, improve and sell, or otherwise deal in immoveable property and rights or interests therein;

10. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée, et exercer et exécuter toutes sortes d'opérations commerciale, industrielle ou autres qui sembleront susceptibles d'être convenablement exercées ou se rapportant à ces objets, ou de nature à les rendre profitables;

11. Emprunter des deniers en telles somme ou sommes, à tel taux d'intérêt et moyennant les termes et conditions qui seront jugés convenables, engager la compagnie au remboursement des sommes empruntées de cette manière, et des intérêts sur icelles, et s'il est jugé nécessaire, hypothéquer ou nantir la totalité ou une partie quelconque des immeubles et/ou propriétés immobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des sommes empruntées de cette manière et les intérêts;

12. Emprunter et prélever des deniers par l'émission ou la vente de toutes obligations, hypothèques, débentures ou actions-débentures de la compagnie;

13. Acheter, louer ou autrement acquérir des immeubles; vendre, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement négocier les dits immeubles, développer, améliorer et disposer des dites propriétés en emplacements, rues, ruelles, "squares" ou autrement, et vendre et disposer de leurs produits, construire, ériger, réparer, aménager et modifier les édifices, les détenir, les louer, les vendre ou autrement en disposer;

14. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

15. Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, biens, franchises, options et autres droits et privilèges;

16. Exercer toute autre industrie qui pourrait être conduite d'une manière profitable à la compagnie, sous le nom de "Maurice Berthiaume Ltd.—Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2059 Sous-secrétaire de la Province.

10. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined, and to carry on and execute all kinds of commerical, trading or other operations which may seem to be capable of being conveniently carried on, or in connection with these objects, or calculated to render them profitable;

11. To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper, to bind the company to the repayment of the sums so borrowed, and interest thereon, and if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's immoveable and/or immoveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, and interest;

12. To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the company;

13. To purchase, lease or otherwise acquire real estate; to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise, and to sell and dispose of the products thereof, to construct, build, repair, alter and equip buildings, to hold, lease, sell or otherwise dispose of same;

14. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

15. To issue fully or partly paid up shares of the company in payment or in part payment of any property, assets, franchises, options or other rights and privileges;

16. To carry on any other business which may be conducted with advantage to the company, under the name of "Maurice Berthiaume Ltd.—Ltée.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2060-o Under Secretary of the Province.

"Northwestern Holding Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril, 1938, constituant en corporation Miloch Chorich, commis, Mike Rabatich, marchand, et Joseph-H. Demers, agent d'assurance, tous de Noranda, Québec, dans les buts suivants:

2. Faire et exercer, en aucune manière, le commerce de constructeurs et entrepreneurs en général, pour la construction, l'exécution, la réparation, la démolition, la modification ou l'amélioration d'édifices et travaux de toute nature et description; acheter ou acquérir par location, échange ou autrement, du terrain, des bâtisses, et des propriétés immobilières d'aucune tenure ou description, et aucun droit ou intérêt afférant, et aucun droits s'y rapportant, et les faire valoir, comme on le croira bon, et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant,

"Northwestern Holding Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1938, incorporating: Miloch Chorich, clerk, Mike Rabatich, merchant and Joseph H. Demers, insurance agent, all of Noranda, Quebec, for the following purposes:

1. To carry on and engage in, in any way or manner, the business of general builders and contractors, for the construction, execution, repair, demolition, alteration or improvement of buildings and works of every kind and description; to purchase or acquire by lease, exchange or otherwise land, buildings and immoveable property of any tenure or description and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn the same to account as may seem expedient and in particular by laying out and preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improv-

décorant, rénovant, meublant et entretenant des logements, maisons, cottages, chalets, conciergeries, maisons de rapport, bureaux, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, travaux et commodités de toute espèce, comprenant des résidences privées et des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, entrepôts, théâtres, banque, restaurants, fins industrielles ou autres fins commerciales; aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie et collecter les loyers et revenus et fournir aux locataires, occupants et autres les rafraîchissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, salles à manger, salles de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services et accessoires, selon leur profession ou occupation; et faire les opérations générales d'agents d'immeubles et de courtiers dans toutes leurs spécialités;

ing, decorating, remodelling, furnishing and maintaining flats, houses, cottages, bungalows, tenements, apartments, offices, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including private residences and buildings specially designated to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, warehouses, theatres, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes and by consolidating or connecting or subdividing properties and by leasing, operating and disposing of same, and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the Company or not and to collect rents and incomes and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, dining rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, services and supplies according to their profession or business and to carry on a general real estate development and brokerage business in all its branches;

2. Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et vendre, aliéner, développer, administrer et négocier des droits riverains, permis, limites à bois, machineries, outillages, accessoires, marchandises et toutes sortes de biens et exercer un commerce d'immeuble en général et d'agence générale, de la nature de ceux sus-énumérés;

2. To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to sell, alienate, develop, administer and deal in water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property and to carry on a general real estate and general agency business, of such nature as hereabove described;

3. Manufacturer, acheter, vendre et négocier et faire le commerce de brique, chaux, ciment, verre, peinture, pierre, sable, quincaillerie, outils, accessoires, matériaux et nécessités de construction, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois et charbon et marchandises, effets et articles de toutes sortes se rapportant au commerce de la compagnie;

3. To manufacture, buy, sell and deal in and with bricks, lime, cement, glass, paints, stone, sand, hardware, tools, supplies, materials and building requisites, timber, lumber, pulp, wood and coal and merchandise, goods and wares of all kinds connected with the business of the Company;

4. Construire ou acquérir par bail, achat ou autrement et exploiter des travaux pour la production, la vente et la disposition de vapeur, énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre pouvoir ou énergie et produire, créer, développer, acquérir par bail, achat ou autrement et contrôler et généralement négocier et utiliser, vendre, louer ou autrement disposer de telle vapeur, énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre énergie ou pouvoir pour tous usages et fins auxquels elles sont adaptées, pourvu, toujours, que les droits, privilèges et pouvoirs conférés par les présentes à la compagnie en acquérant, utilisant et disposant de l'électricité, lorsque ces pouvoirs seront exercés en dehors des propriétés de la compagnie, soient sujets à toutes les lois et tous les règlements des autorités provinciales et municipales à cet effet, et pourvu, en outre, que la vente de l'éclairage, le chauffage et de l'énergie soit limitée au district judiciaire de *Pontiac;*

4. To construct or acquire by lease, purchase or otherwise and operate works for the production, sale and disposal of steam, electric, pneumatic, hydraulic and other power or force and to produce, create, develop, acquire by lease, purchase or otherwise and to control and generally deal in and use, sell, lease or otherwise dispose of such steam, electricity, pneumatic, hydraulic and other power for any uses and purposes to which the same are adapted, provided always that the rights, privileges and powers hereby conferred upon the Company in acquiring, using and disposing of electricity, when exercised outside the property of the Company, shall be subject to all laws and regulations of the provincial and municipal authorities in that behalf and provided further that the sale of light, heat and power be limited to the judicial district of *Pontiac;*

5. Exercer le commerce de courtiers en placement, capitalistes, financiers, courtiers et agents, et faire et exercer toutes sortes d'opérations financières, commerciales, industrielles et autres opérations et exercer le commerce de courtiers en obligations et en placements et placer, souscrire, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et posséder, vendre, échanger, voter ou autrement négocier toutes obligations, débentures, titres, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et

5. To carry on business as investors, capitalists, financiers, brokers and agents and to execute and carry on all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on the business of bond and investment dealers and to invest in, subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire and to hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in any bonds, debentures, stocks, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Province, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or

dans des bons, débentures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée, ou dans toute entreprise dans laquelle la compagnie peut s'engager elle-même, ou dans laquelle d'autres peuvent s'engager, et placer négocier et prêter de l'argent avec intérêt, avec ou sans garantie, et changer, modifier ou réaliser tels placements et placer de nouveau de la manière susdite tous les deniers que la compagnie peut posséder en aucun temps;

6. Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et en particulier toute machinerie, usine, fonds de commerce;

8. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions partiellement ou entièrement libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

9. Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

10. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et/ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

11. Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indi-

corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the Company may enter itself or which may be entered into by others, and to invest and deal in, and lend money at interest with or without security, and to change, alter, or realize upon such investments and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the Company;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly, to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

7. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any movable or immovable property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

8. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company and to issue partly or fully paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

9. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

10. To enter into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take or otherwise acquire, shares and/or securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

11. To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securi- of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to

rectement à la présente compagnie et les gager, charger, les vendre ou autrement en disposer;

12. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

13. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

14. Prélever et aider à prélever de l'argent aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

15. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qu'il sera de temps à autre déterminée;

16. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, débentures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

17. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

18. Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété, ou des entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

19. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

20. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les somme et prix jugés convenables;

21. Hypothéquer, gager ou nantir toute propriété mobilière ou immobilière, appartenant à la compagnie, pour garantir tous bons, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie;

22. Exercer tout autre commerce ou toute autre activité que la compagnie jugera pouvoir exercer convenablement avec son industrie, ou

benefit the Company and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

12. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

13. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the Company or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

14. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the Company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

15. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

16. To distribute in specie or otherwise as dividends legally declared out of the net profits of the Company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

17. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

18. To lease, sell or otherwise dispose of the business property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

19. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the Company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

20. To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

21. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, belonging to the Company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the Company;

22. To carry on any other business or activity which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with

susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens et droits et produits de la compagnie;

23. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Northwestern Holding Corporation."

Le montant du capital total de la compagnie sera de $49,950.00, divisé en 999 actions de $50.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie débutera ou commencera ses opérations sera de $5,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Noranda, district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2061 Sous-secrétaire de la Province.

its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property, rights or products;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Northwestern Holding Corporation".

The amount of the capital stock of the company is to be $49,950.00, divided into 999 shares of $50.00 each share, and the amount with which the company is to start or commence its operations will be $5,000.00.

The head office of the company will be at Noranda, in the district of Pontiac.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2062-o Under Secretary of the Province.

"Standard Cigar Store and Book Club Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Bernard Morris Alexandor, et Moses Samuel Yelin, avocats, et Berthe Maysenhoelder, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et le commerce de marchands en gros et en détail, importateurs, exportateurs et distributeurs de tabac, cigares et cigarettes, nécessaires pour fumeurs, pipes, magazines, livres, journaux, bonbons, confiseries, liqueurs douces, papeterie et accessoires de bureaux, cameras, appareils photographiques, nouveautés, souvenirs, articles de toilette et de salon de barbiers, petits accessoires électriques, petits articles en cuir, quincaillerie, articles d'optique, bijouterie, montres et horloges, et toutes sortes d'articles, marchandises et produits semblables;

2. Exploiter une bilbiothèque de prêts de livres;

3. Exercer toute autre industrie qui semblera susceptible d'être convenablement exercée en même temps que ce qui précède ou de nature à accroitre directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toutes personnes ou compagnies, exerçant toute industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre,

"Standard Cigar Store and Book Club Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1938, incorporating: Bernard Morris Alexandor, and Moses Samuel Yelin, advocates, and Berthe Maysenhoelder, secretary, *fille majeure et usant de ses droits*, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers in, importers, exporters and distributors of tobacco, cigars and cigarettes, smokers' sundries and pipes, magazines, books, newspapers, candy, confectionery, soft drinks, stationery and office supplies, cameras, photographic supplies, novelties, souvenirs, toilet articles and shaving supplies, small electrical appliances, small leather goods, hardware, optical goods, jewelry, watches and clocks, and all kinds of similar articles, merchandise and products;

2. To operate a Lending and Circulating Library;

3. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or company, carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

5. To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company, carrying on or engaged in, or about to carry on, or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to make or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or resell, with

les détenir ou les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

6. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie, ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirables d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, céder, échanger, aliéner ou autrement négocier les dits immeubles ou une partie quelconque d'iceux;

10. Acheter, ériger, construire et exploiter des édifices, entrepôts, machineries et usines pour les fins de la dite industrie, et agir comme agent pour les manufacturiers et marchands de l'un quelconque des matériels et articles sus-énumérés, ou ceux de nature semblable;

11. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

12. Prendre, acquérir et détenir toute garantie de quelque nature que ce soit, réelle ou personnelle, pour les dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, encourus ou qui seront encourus en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

13. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

14. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

15. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

16. Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

17. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement, de la manière qui sera résolue, par voie de dividendes, bonis, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie, ou tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie, et particulièrement

or without guarantee, or otherwise deal with the same;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

7. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

9. To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof;

10. To purchase, erect, construct and operate buildings, warehouses, machinery and plants for the purposes of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any one of the materials and goods herein mentioned, or of a similar nature;

11. To lend money to customers and others, having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

12. To take, acquire and hold any guarantee of whatsoever nature real or personal for debts, liabilities or obligations to the Company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this Company;

13. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

14. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and, in particular, for shares, debentures, or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

15. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

16. To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the Company;

17. To distribute among the shareholders of the Company in kind, specie, or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the Company, or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, deben-

toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner;

18. Etablir des agences et succursales;

19. Placer et employer des deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

20. Prendre les moyens jugées nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Emprunter chacune et toutes sommes qui pourraient être requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie;

23. Hypothéquer, grever, gager, nantir ou autrement donner en garantie tous ou chacun des biens de la compagnie de nature, sorte et description quelconque;

24. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

25. Payer à même les fonds de la compagnie, la totalité ou une partie quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation ou à son organisation;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à 20. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Standard Cigar Store and Book Club Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2063 Sous-secrétaire de la Province.

18. To establish agencies and branches;

19. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

20. To adopt such means of making known the product of the Company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press by circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest, by publication of books and periodicals;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

22. To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the Company;

23. To hypothecate, charge, mortgage, pledge, or otherwise give as security any or all of the assets of the Company of whatsoever nature, kind and description;

24. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

25. To pay out of the funds of the Company, all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

The number of shareholders of the Company shall be limited to 20. No appeal shall be made to the public to subscribed for shares, under the name of "Standard Cigar Store and Book Club Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2064–o Under Secretary of the Province.

"Standard Parts Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Joseph-A. DeGrace, gérant, Albert Cousineau, vendeur, et Camille Charest, commis, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machineries, outillages, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction des automobiles ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en iceux, ou dans leur fabrication, leur entretien et leur mise en opération respectivement;

(*b*) Demander, acheter ou autrement acquérir, détenir, aliéner, louer et exploiter tous brevets, permis, concessions, procédés, dispositifs ou privilèges de fabrication, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement

"Standard Parts Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1938, incorporating: Joseph A. DeGrace, manager, Albert Cousineau, salesman and Camille Charest, clerk, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in, all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance, and working thereof respectively;

(*b*) To apply for, purchase or otherwise acquire, hold, alienate, lease and operate any patents, licenses, concessions, manufacturing processes, devices or privileges conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use or any secret or other information as to any invention

au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie;

(*c*) Construire, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer, utiliser et exploiter des manufactures, entrepôts, cales, quais, jetées, usines et autres facilités pour les objets précités;

(*d*) Acquérir, détenir, louer et utiliser, aliéner et céder toutes propriétés réelles ou personnelles qui pourront être jugées utiles en rapport avec toute industrie ou opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer;

(*e*) Faire et émettre des actions entièrement libérées, parts ou obligations de la compagnie, soit souscrites ou non, et répartir et livrer les dites actions, parts ou obligations en paiement de propriétés, réelles ou personnelles, leurs brevets ou autres droits, leurs opérations ou clientèle, leurs usines ou matériels de toute nature acquis par la compagnie;

(*f*) Avec l'approbation des actionnaires, payer pour les services rendus à la compagnie, en vendant ou souscrivant éventuellement à forfait ses actions, obligations ou autres valeurs soit en deniers ou en actions libérées ou partiellement en deniers et partiellement en actions libérées;

(*g*) Acquérir, détenir, négocier et aliéner les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont l'un quelconque des pouvoirs est du ressort de la compagnie, ou se fusionner avec toute telle compagnie;

(*h*) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie;

(*j*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie, pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont du ressort de la compagnie;

(*k*) Les dispositions suivantes sont, sur demande, insérées dans ses présentes lettres patentes, à savoir:

A moins de preuve de fraude aucun contrat ou autre transaction entre la compagnie et toute autre corporation et aucun acte de la compagnie ne seront en aucune manière affectés ou invalidés par le fait qu'aucun des directeurs de la compagnie est pécuniairement ou autrement intéressé ou est officier ou directeur de cette autre corporation. Tout directeur individuellement, ou toute firme dont un des directeurs pourrait être membre, peut être partie ou être pécuniairement ou autrement intéressé dans tout contrat ou transaction de la compagnie, pourvu que le fait qu'il ou que cette firme est intéressée ainsi, est déclaré ou connu d'une majorité du bureau de direction; et aucun directeur de la compagnie qui est aussi directeur ou officier de cette autre corporation ou qui est intéressé de cette manière pourra être compté pour déterminer l'existence d'un quorum à toute assemblée du bureau de direction, ou de tout comité de la compagnie qui autorisera tout tel contrat ou transaction, et pourra voter pour autoriser tout tel contrat ou transaction, avec la

which may seem capable of being used for any of the purposes of the company;

(*c*) To construct, purchase or otherwise acquire, sell, lease, use and operate manufactories, warehouses, docks, wharves, piers, plant and other facilities for the purposes aforesaid;

(*d*) To acquire, hold, lease and use, alienate and convey all property real or personal that may be deemed useful in connection with any business or operation which the Company is authorized to carry on;

(*e*) To make and issue fully paid-up stock, shares or bonds of the company, whether subscribed for or not, and allot and hand over such stock, shares or bonds in payment for property, real or personal, patent or other rights, business or good-will thereof, plant or materials of any kind acquired by the company;

(*f*) With the approval of the shareholders, to pay for the services rendered to the company in selling or underwriting its stock, bonds or other securities either in cash or in paid-up stock or partly in cash and partly in paid-up stock;

(*g*) To acquire, hold, deal with and dispose of shares, bonds or other securities of any other company any of whose powers are within the scope of these of the company, or to amalgamate with any such company;

(*h*) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operations, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company;

(*j*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company any of whose objects are withing the scope of the Company;

(*k*) The following provisions are, by request, embodied in these present Letters Patent, to wit:

In the absence of fraud no contract or other transaction between the Company and any other corporation and no act of the Company shall in any way be affected or invalidated by the fact that any of the directors of the company are pecuniarily or otherwise interested in or are officers or directors of such other corporation. Any director individually, or any firm of which any director may be a member, may be a party to or be pecuniarily or otherwise interested in, any contract or transaction of the Company, provided that the fact that he or such firm is so interested shall be disclosed or shall be known to a majority of the Board of Directors; and any director of the Company who is also a director or officer of such other corporation or who is so interested may be counted in determining the existence of a quorum at any meeting of the Board of Directors, or of any committee of the Company which shall authorize any such contract or transaction, and may vote to authorize any such contract or transaction, with like force

même vigueur et le même effet que s'il n'était pas directeur ou officier de cette autre corporation ou s'il n'était pas intéressé de cette manière;

(*l*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités ou à l'un quelconque des dits objets;

Et il est par les présentes déclaré que les objets mentionnés dans chacun des dits paragraphes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe.

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en six cents (600) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations sera de trois mille dollars ($3,000.00).

Les actions seront émises et réparties de temps à autre pour la considération qui sera fixée de temps à autre par le bureau de direction.

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions de la dite compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, dans notre dite province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2065 Sous-secrétaire de la Province.

and effect as if he were not such director or officer of such other corporation or not so interested;

(*l*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

And it is hereby declared that the objects specified in each of the said paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraphs.

The capital-stock of the company will be divided into six hundred shares (600) without nominal or par value and the amount of the capital with which the Company will carry on business will be three thousand dollars ($3,000.00).

Shares shall be issued and allotted from time to time for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors.

Any appeal to the public to subscribe for shares to the said company shall be forbidden.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal, in our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2066-o Under Secretary of the Province.

"The Charlevoix Saguenay Navigation Company Limited—La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Jean-Arthur Deschesnes, capitaine et ingénieur, de Tadoussac, P.Q., Aline Monier et Laurette Moisan, sténographes, filles majeures, toutes deux de Québec, P.Q., dans les buts suivants:

Acquérir, construire, posséder, louer, naviguer, employer, utiliser, vendre, louer et affréter des navires, remorqueurs, barges et allèges et autres vaisseaux (utilisant la vapeur ou autre force motrice) pour le transport des passagers, effets et marchandises, et exercer les opérations, dans toutes leurs spécialités, de constructeurs de navires, voituriers publics de passagers et marchandises, expéditeurs, gardiens de quais et entreposeurs; et les opérations qui consistent à remorquer, charger et décharger, et renflouer;

Construire, acquérir ou louer des quais, cales, entrepôts ou autres édifices et facilités pour ces objets;

Construire, faire, exploiter, entretenir, acheter, vendre, faire le commerce et le négoce, posséder, louer, nantir et autrement aliéner des navires, vaisseaux et bateaux de toute nature et sorte quelconque, avec ensemble tous matériels, articles, outils, machineries et dispositifs qui entrent dans, ou nécessaires et convenables pour leur construction ou leur aménagement, ainsi que les engins, bouilloires, machineries et appareils de toutes sortes, et les agrès, appareils, gréments de toutes sortes; le transport des effets, marchandises et passagers sur terre ou sur eau; la construction, la réparation et dessiner des maisons, bâtiments, vaisseaux, navires, bateaux, quais, cales, cales-sèches, machineries et tous autres appareils; ériger, construire, réparer, entretenir et exploiter des aqueducs, installations à gaz ou usines électriques, tunnels, ponts, viaducs, canaux, quais,

"The Charlevoix Saguenay Navigation Company Limited—La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1938, incorporating: Jean Arthur Deschesnes, engineer captain, of Tadoussac, P.Q., Aline Monier and Laurette Moisan, stenographers, spinsters, both of Quebec, P.Q., for the following purposes:

To acquire, build, own, hire, navigate, employ, use, sell, lease, and charter ships, tugs, barges and scows, and other vessels (using steam or other motive power) for the conveyance of passengers, goods and merchandise, and to carry on the business, in all its branches, of a shipbuilder, common carrier of passengers and goods, forwarder, wharfinger and warehouseman; and the business of towing, lightering, and wrecking;

To construct, acquire or lease wharves, docks, warehouses or other buildings and facilities for such purpose;

To build, make, operate, maintain, buy, sell, deal in and with, own, lease, pledge and otherwise dispose of ships, vessels and boats of every nature and kind whatsoever, together with all materials, articles, tools, machinery and appliances entering into, or suitable and convenient for the construction or equipment thereof, together with engines, boilers, machinery and appurtenances of all kinds, and tackle, apparel, and furniture of all kinds; the transportation of goods, merchandise and passengers upon land or water; building, repairing and designing houses, structures, vessels, ships, boats, wharves, docks, dry-docks, machinery and all other equipment; to build, construct, repair, maintain and operate water, gas or electrical works, tunnels, bridges, viaducts, canals, wharves, piers and like works of internal improvement or public use or utility;

jetées et travaux semblables d'amélioration interne ou d'usage ou d'utilité public; posséder, exploiter et entretenir des lignes de navires à vapeur, des lignes de vaisseaux ou autres lignes de transport;

to own, operate and maintain steamship lines, vessel lines or other lines for transportation;

Ériger, construire, louer, acheter, travailler et affréter les navires à vapeur et autres vaisseaux de toutes classes, et établir et entretenir des lignes ou services réguliers de navires à vapeur ou autres vaisseau et généralement exercer les opérations de constructeurs et de propriétaires de navires, et conclure des contrats pour le transport de la malle, des passagers et marchandises, et soit avec ses propres vaisseaux ou avec les vaisseaux ou moyens de transport des autres; exercer l'industrie de voituriers de marchandises, propriétaires de navires, entreposeurs, gardiens de quais, propriétaires de barges, chargeurs et déchargeurs et agents d'expédition, et exercer les opérations de fondeurs en fer, ingénieurs mécaniciens et manufacturiers de toutes sortes de munitions, outils, machineries et usines, et exercer l'industrie de fabricants d'outils, fondeurs en cuivre, travailleurs de métaux, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, constructeurs en fer et en acier, fondeurs et menuisiers, constructeurs de ponts, métallurgistes et ingénieurs électriciens;

To build, construct, hire, purchase, work and charter steamships and other vessels of any class, and to establish and maintain lines or regular services of steamships or other vessels and generally to carry on the business of shipbuilders and shipowners, and to enter into contracts for the carriage of mails, passengers and goods, and either by its own vessels or by the vessels or conveyances of others; to carry on the business of merchandise carriers, shipowners, warehousemen, wharfingers, barge owners, lighter-men and forwarding agents, and to carry on the business of iron founders, mechanical engineers and manufacturers of all kinds of munitions, tools, machinery and plant, and to carry on the business of tool makers, brass founders, metal workers, boilermakers, millwrights, iron and steel builders, smelters and woodworkers, bridge builders, metallurgists, and electrical engineers;

Construire, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir et mettre en opération des chantiers de construction de navires, quais, jetée ou jetées, cales, édifices ou travaux susceptibles d'être avantageusement utilisés en même temps que les opérations de la compagnie, comme constructeurs et propriétaires de vaisseaux et comme une compagnie maritime;

To construct, purchase, take on lease or otherwise acquire and work any shipyard, wharf, pier or piers, docks, buildings or works capable of being advantageously used in connection with the business of the company, as shipbuilders, shipowners, as a shipping company;

Acheter les biens de toute compagnie, individu ou société exerçant présentement l'industrie de constructeurs de navires ou d'ingénieurs, ou les actions de toute telle compagnie;

To purchase the assets of any company, individual or partnership at present carrying on business as shipbuilders or engineers, or the shares of any such company;

Acheter et vendre les marchandises pour affréter les navires et vaisseaux de la compagnie;

To buy and sell merchandise for freighting ships and vessels of the Company;

Construire, aménager et réparer et prêter des deniers sur des navires ou vaisseaux de toute description, et sur les effets et marchandises transportés ou qui seront transportés dans tous navires ou vaisseaux;

To build, fit out and repair and lend money upon ships and vessels of every description, and on goods and merchandise carried or to be carried in any ships or vessels;

Construire et réparer des engins à vapeur, électriques, à l'huile, à la gazoline et autres engins, bouilloires et machineries;

To construct and repair steam, electrical, oil, gasoline and other engines, boilers and machinery;

Construire et entretenir pour l'utilité de la compagnie ou pour donner à bail, des plans inclinés et autres cales et autres convenances pour la construction, la réparation ou la mise en bassin de navires et autres vaisseaux et aider ou contribuer à la construction des convenances précitées;

To construct and maintain for the use of the Company or for letting out on hire, graving and other docks and other conveniences for the building, repairing or docking of ships and other vessels and to aid in or contribute to the construction of any such works;

Acheter ou autrement acquérir des navires et vaisseaux, complets ou incomplets, en bon état ou endommagés dans le but de les améliorer, les revendre, les donner à bail ou autrement les rendre profitables;

To buy or otherwise acquire ships and vessels, complete or not complete, sound or out of repair for the purpose of improving, re-selling, letting out to hire or otherwise making profit out of the same;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, affréter, posséder, maintenir, exploiter et gérer:

To construct, purchase, lease or otherwise acquire, charter, own, maintain, operate and manage:

(1) Des bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, traversiers de chars, dragues, allèges, barges, bateaux et vaisseaux de toute description;

(1) Steamships, vessels, tugs, car ferries, dredges, barges, boats and water craft of every description;

(2) Des structures, érections, édifices, hôtels, boutiques, magasins, travaux, accessoires, moulins, machineries, matériel et outillage de toute nature et espèce quelconque, sur terre ou sur eau, que la compagnie croira nécessaires ou requis pour ou en rapport avec la construction, fabrication, entretien, opération, navigation, administration, renouvellement ou réparation de vaisseaux, travaux, entreprises, accessoires ou outilla-

(2) Structures, erections, buildings, hotels, shops, stores, works, appliances, mills, machinery, plant and equipment of every nature and kind whatsoever on land or on water deemed by the Company to be necessary or required for or in connection with the construction, manufacture, maintenance, operation, navigation, management, renewal or repair of the Company's vessels, works, undertakings, appliances or equipment

ges de la compagnie ou pour ou en rapport avec l'accommodation, le soin ou le transport de passagers ou le chargement, déchargement, manutention, transport, la mise en entrepôt et en élévateur, l'entreposage à froid, l'emmagasinage, le traitement ou le soin du fret, malles, colis ou autre trafic de quelque description que ce soit;

(3) Terrains, lots riverains, docks, quais, bassins, cales de radoub, travaux d'aménagement de havre et de port, et facilités de têtes de ligne et autres, droits et privilèges de toute description;

Bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, gérer ou contrôler, à tous points ou endroits le long d'une ligne de chemin de fer ou embranchement de chemin de fer, ou à aucun port ou arrêt de toutes lignes de vaisseaux, tel édifice tel qu'il sera jugé convenable pour fins d'hôtel et restaurants; et exercer toutes opérations s'y rapportant, et procurer toutes facilités qui peuvent aider au confort et accommodation du public voyageur; et louer tout tel édifice pour telles fins;

Exercer aucun commerce incident à l'usage entier et complet et à la jouissance des travaux et facilités autorisés dans les présentes, ou que la compagnie croira devoir être convenablement exercés en rapport avec iceux, ou susceptibles d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Faire des conventions de transport et autres arrangements avec toute compagnie de chemin de fer, de bateaux à vapeur, de navigation ou autre compagnie, ou avec tout gouvernement ou organisation municipale dont les lignes de chemin de fer ou de vaisseaux ou aucune partie de son entreprise communiquent ou sont contiguës à celui de la compagnie, ou peuvent être convenablement exercées avec iceux, et conclure des conventions avec toutes telles autres compagnie ou compagnies, gouvernement ou organisation pour le transport ou la location à ou de la compagnie d'aucune partie de telle entreprise ou travaux, ou pour la fusion à tels termes et conditions qui pourront être convenus;

Faire le transport de passagers, malles, fret, effets, articles, marchandises, bois, minerai, charbon, grain et autres articles de toute nature que ce soit sur terre et sur eau, et exercer le commerce de remorquage, de renflouage et de sauvetage dans toutes ou aucune de ses spécialités dans ou sur l'une quelconque des eaux navigables dans ou contiguës au Dominion du Canada, à ou d'aucun port du Canada ou à ou de tout port étranger;

Dessiner, préparer, construire, acheter, prendre en échange, louer, affréter ou autrement acquérir, posséder et détenir, améliorer, développer, réparer, aménager, entretenir, exploiter, administrer, vendre, échanger, donner à bail, affréter ou autrement négocier et aliéner:

(1) Navires à vapeur, bateaux à vapeur, vaisseaux, navires, barges, remorqueurs, allèges, lignes de navires à vapeur, lignes de vaisseaux, lignes de transport, outillage de remorquage, de sauvetage et de renflouage, quais, jetées, cales, cales sèches, cales flottantes, bassins de radoub, chantiers maritimes, plans inclinés, bassins, chemins de fer maritimes, appareils à manipuler le charbon, lignes de télégraphe et de téléphone sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie et des dispositifs et stations de télégraphie sans fil pour les fins de la compagnie, et tous édifices, accessoires et outillages incidents ou toute part ou tout intérêt en l'un quelconque d'iceux;

(2) Navires à vapeur, bateaux à vapeur et têtes de ligne de chemin de fer, facilités de transport, d'entreposage, d'emmagasinage et d'entre-

or for or in connection with the accommodation, care or conveyance of passenger traffic or the loading, unloading, handling, forwarding, warehousing, elevation, refrigeration, storage, treatment or care of freight, mails, express or other traffic of whatsoever description;

(3) Lands, water lots, docks, wharves, basins, slips, harbour and port works and terminal and other facilities, easements and privileges of every description;

To build, purchase, lease or otherwise acquire, manage or control, at such points or places along any line of railway or branch line or railway, or at any port or places of call of any steamship lines, such buildings as it deems advisable for hotels and restaurants; and to carry on any business in connection therewith, and afford such facilities as may tend to the comfort and convenience of the travelling public; and may let any such building for such purposes;

To carry on any business incidental to the full and complete use and enjoyment of the works and facilities herein authorized, or which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection therewith or calculated directly or indirectly, to enhance the value of and render profitable any of the Company's properties or rights;

To make traffic or other arrangements with any railway, steamboat, navigation or other company, or any government or municipal organization whose lines of railway or vessels or any part of its undertaking communicates with or is contiguous to that of the Company, or may be conveniently operated therewith, and to enter into agreement with such other company or companies, government or organization for the conveying or leasing to or from it of any part of such undertakings or works, or for amalgamation upon such terms and conditions as may be agreed upon;

To carry on the business of the transportation of passengers, mails, freight, goods, wares, merchandise, timber, ore, coal, grain and other articles of any nature whatsoever upon land and water, and to carry on the business of towing, wrecking and salvage in all and any of its branches in and over any of the navigable water within or bordering upon the Dominion of Canada, to and from any port therein, and to and from any foreign port;

To design, lay, construct, purchase, take in exchange, lease, charter or otherwise acquire, have and hold, improve, develop, repair, alter, maintain, operate, manage, sell, exchange, let out to hire, charter or otherwise deal with and dispose of;

(1) Steamships, steamboats, vessels, ships, barges, tugs, scows, steamship lines, vessel lines, transportation lines, towing, salvage and wrecking outfits, wharves, piers, docks, dry docks, floating docks, dock yards, ship-building yards, slips, basins, marine railways, coaling apparatus, telegraph and telephone lines on land owned or controlled by the Company and wireless telegraph outfits and stations for the purpose of the Company, and all incidental structures, appliances and equipment or any shares or interest in any of same;

(2) Steamship, steamboat and railway terminals, transportation, warehouse, storage and cold storage facilities, yards, stock yards, oil

posage à froid, cours, parcs pour les animaux, réservoirs pour l'huile, lignes de tuyaux, hangars à fret, stations pour les passagers et le fret, magasins, édifices de toutes descriptions, tramways et voies sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, chars, moteurs, engins et outillage pour le transport, le soin, l'emmagasinage ou la manutention de toutes marchandises ou du trafic;

(3) Les facilités et l'accommodation pour les passagers, les hôtels, parcs, dispositifs et accessoires de divertissements;

(4) Les élévateurs pour emmagasiner le grain, blé ou autres produits, et les usines et outillages de nettoyage, moulins et machineries pour la fabrication de la farine, des céréales ou tous produits ou sous-produits du grain ou des autres produits agricoles;

(5) Les ateliers et usines pour la fabrication des machineries ou outillages de chemin de fer, et tous accessoires de navires, bateaux à vapeur et des vaisseaux en général et leurs outillages;

(6) Les usines d'énergie, les édifices, accessoires et outillages pour le développement, la génération la transmission ou l'utilisation de l'eau, la vapeur, l'électricité ou autre énergie et les bâtiments et usines de toute forme d'éclairage et de chauffage; pourvu, cependant, que toute vente, distribution ou transmission de chauffage, lumière, d'énergie électrique ou autre pouvoir ou force au delà des terrains de la compagnie soit sujet aux réglementations locales et municipales à cet effet, et seront exercées dans les districts judiciaires de Québec, Saguenay et Chicoutimi;

(7) Et acquérir par bail, achat ou autrement, et détenir et posséder, et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner tous ou chacun des édifices, terrains, lots de grèves, droits, pouvoirs riverains, mines, mineraux et droits de mine, immunités, servitudes, et tous autres droits et biens quelconques qui peuvent être utiles à la compagnie en rapport avec l'un quelconque des objets précités;

Agir comme agents à commission, agents de vaisseaux, agents de transport, gardiens de quais, entreposeurs, expéditeurs et voituriers par terre et par eau;

Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autrement, et construire, ériger, exploiter, détenir, entretenir et administrer tous édifices, usines, manufactures, magasins, ateliers, dépôts, fonderies, ateliers de machines, remises pour engins et autres bâtiments et constructions nécessaires ou convenables pour l'exercice de ses opérations et toutes autres propriétés, réelles ou personnelles, nécessaires ou utiles pour l'exercice de l'un quelconque des objets de la compagnie, et les louer, les vendre ou autrement en disposer;

Généralement acheter, prendre à bail, en échange, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, vendre, céder et faire le commerce de toutes propriétés réelles ou personnelles, ou tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables en rapport avec l'un quelconque de ces objets, et susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec l'un quelconque des biens ou droits de la compagnie, dans le temps;

Emprunter des deniers, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débentures et titres de créance de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, nantissement ou autrement, sans limite tant qu'au montant, et les garantir par hypothèque, nantissement ou autrement;

Acheter, vendre, échanger et faire le commerce de comptes recevables, connaissements, récépissés d'entrepôt, reçus de location, hypothèques sur

tanks, pipe lines, freight sheds, freight and passenger stations, stores, buildings of every description, tramways, and tracks on lands owned or controlled by the Company, cars, motors, engines and equipment for the movement, care, storage or handling of any merchandise or traffic;

(3) Passenger facilities and accommodation, hotels, parks, amusement resorts and appliances;

(4) Elevators for elevating grain, wheat or other produce, and cleaning plant and equipment, mills and machinery for the manufacture of flour, cereals or any product or by-product of grain or of other agricultural products;

(5) Shops and works for the manufacture of machinery or railway equipment, and all supplies for steamships, steamboats and vessels generally, and their equipment;

(6) Power houses, structures, plant and equipment for the development, generation, transmission or utilization of water, steam, electric or other power and structures and plant for any form of lighting and heating; provided, however, that any sale, distribution or transmission of heat, light, electric or other power or force beyond the lands of the Company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf, and shall be exercised in the judicial districts of *Quebec, Saguenay* and *Chicoutimi;*

(7) And to acquire by lease, purchase or otherwise, and hold and own, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of all or any buildings, lands, water lots, water rights, water powers, mines, minerals and mining rights, easements, servitudes, and any other rights and properties, whatsoever that may be useful to the Company in connection with any of the foregoing objects;

To act as commission agents, vessels agents, cartage agents, wharfingers, warehousemen, forwarders and carriers by land and water;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise, and to construct, erect, operate, hold, maintain, and manage all buildings, works, factories, stores, shops, depots, foundries, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary or convenient for the carrying on of its business and all other property, real or personal necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the Company, and to lease, sell or otherwise dispose of the same;

Generally to purchase, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire and to hold, own, sell, convey and deal in any real or personal property, or any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient with reference to any of these objects, and capable of being profitably dealt with in connection with any of the Company's property or rights for the time being;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

To buy, sell, exchange and deal in accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, hire receipts, chattel mortgages, lien notes and

effets mobiliers, billets privilégiés et autres valeurs en rapport avec iceux ou de l'un quelconque d'iceux; prendre l'une quelconque des dites garanties ou effets commerciaux en paiement pour la vente de toute propriété personnelle et vendre l'une quelconque des dites garanties sur propriété personnelle reçues dans le cours de ses opérations;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou donner à bail, importer ou exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins de l'une quelconque de ses opérations ou communément fournis ou négociés par les personnes exploitant aucunes telles opérations ou qui sembleront susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec iceux;

Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Construire, entretenir et aménager tous édifices ou usines nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie;

Construire, embellir, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, hangars et autres travaux et convenances qui sembleront directement ou indirectement de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, leur amélioration, leur entretien, leur mise en opération, leur administration, leur exécution ou leur contrôle;

Lorsque requis pour les fins de la compagnie ou qu'il semblera directement ou indirectement de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie, acquérir, acheter, prendre à bail, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, entretenir, exploiter, administrer, exécuter et contrôler, mais seulement sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie ou sur ceux sur lesquels la compagnie pourrait avoir un permis ou droit à cet effet, ces routes, chemins, ponts, lignes de rail, voies de remisage, d'évitement, voie ferrée, matériel roulant, cables, fils, moteurs, locomotives, usines électriques et tous tels autres bâtiments, usines, convenances et accessoires qui peuvent être requis pour les fins de l'entretien de communication par télégraphe ou téléphone, ou d'effectuer le transport des marchandises ou des passagers, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur acquisition, leur achat, leur location, leur construction, leur amélioration, possession, usage, entretien, exploitation, administration, exécution ou leur contrôle;

Agir comme agent maritimes, pour le transport du fret ou des passagers;

Emettre des actions libérées ou les donner en paiement de services rendus ou qui seront rendus;

Et sans restreindre la généralité des pouvoirs précités, exécuter tous actes ou actions qui seront jugés utiles et nécessaires à l'exécution des objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Charlevoix Saguenay Navigation Company Limited"—"La Compagnie de Navigation Charlevoix-Saguenay Limitée."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille (2,000) actions sans valeur nominale ou au pair et en quatre cents (400) actions privilégiées de cinquante dollars ($50.00).

Les actions privilégiées exerceront et seront su-

other securities in respect of the same or any of them; to take any of the said securities or commercial paper in payment for the sale of any personal property and to sell any of the said securities on personal property received in the course of its business;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said business or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the Company;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests and to contribute to subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

Where such course is required for the purpose of the Company or may seem calculated, directly or indirectly, to advance the Company's interests, to acquire, purchase, take on lease, hire, construct, improve, own, use, maintain, operate, manage, carry out and control, but only upon lands owned or controlled by the Company or over which the Company may have a right or license to that effect, such roads, ways, bridges, lines of rail, spurs, sidings, tracks, rolling stock, cables, wires, motors, locomotives, electrical plant and all such other structures, works, conveniences and appliances as may be required for the purpose of maintaining communication by telegraph or telephone, or of effecting the transport of goods or passengers, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the acquisition, purchase, leasing, hiring, construction, improvement, ownership, use, maintenance, operation, management carrying out or control thereof;

To act as agents for boats, for transportation of freight or passengers;

To issue paid up shares and give the same in payment for services rendered or to be rendered;

And without restricting the generality of the aforesaid powers, to execute any deeds or actions which may be deemed useful and necessary for the accomplishment of the purposes for which this company is to be incorporated, under the name of "The Charlevoix Saguenay Navigation Company Limited"—"La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée".

The capital stock of the Company is divided into two thousand (2000) shares having no nominal or par value and into four hundred (400) preferred shares of fifty dollars ($50.00).

The preferred shares shall carry and be subject

jettes aux préférences, priorités, droits, privilèges et restrictions, à savoir:

Les actions privilégiées exerceront le droit à un dividende fixe privilégié non cumulatif au taux de cinq (5) pour cent par année payable de la manière déterminée par les directeurs.

Les dites actions privilégiées auront rang concernant les dividendes et le remboursement du capital en priorité sur toutes les autres actions de la compagnie, mais ne confèreront aucun droit de participer davantage dans les profits ou biens.

Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront aucun droit de voter à aucune assemblée des actionnaires de la compagnie, et les dites actions privilégiées ne donneront pas les qualifications nécessaires à toute personne pour être directeur de la compagnie.

La compagnie aura le droit de temps à autre de racheter l'une quelconque des dites actions privilégiées à tout prix n'excédant pas 105% au prix du marché des porteurs désirant en disposer et en plus, elle aura le droit et le pouvoir, en aucun temps à toute date de dividende, de racheter la totalité ou une partie quelconque des actions privilégiées de la compagnie en cours sans le consentement des porteurs d'icelles moyennant paiement de la somme de $52.50 et les dividendes accumulés sur icelles. Le rachat sera effectué conformément aux dispositions et réglementations que les directeurs détermineront de temps à autre y compris la détermination de la méthode de tirage au sort si une partie seulement des actions privilégiées de la compagnie doivent être rachetées.

Les actions sans valeur au pair seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $12,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2067 Sous-secrétaire de la Province.

to the preferences, priorities, rights, privileges and restrictions that is to say:

The preferred shares shall carry the right to fixed non cumulative preferential dividend at the rate of five (5) per cent per annum payable as may be determined by directors.

The said preference shares shall rank both as regards, dividend and return of capital in priority to all other shares of the Company, but shall not confer any further right to participate in profits or assets.

The holders of said preference shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the Company nor shall such preference shares qualify any person to be a director of the Company;

The company shall have the right from time to time, to redeem any of the said preference shares at any price not exceeding 105% at the market price from holders willing to dispose of the same and in addition, shall have the right and power, at any time of any dividend date, to redeem the whole or any part of the outstanding preference shares of the company without the consent of the holders thereof upon payment of the sum of $52.50 and accumulated dividends thereon. Redemption shall be made subject to such provisions and regulations as the directors from time to time determine including the determination of the method of drawing by lot where a portion only of the preference shares of the company is to be redeemed.

The shares having no par value shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors;

The amount with which the company will commence its operations will be $12,000.00.

The head office of the company will be at Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2068–o Under Secretary of the Province.

"Topaz Dress Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Irving Silver, vendeur, Ben Soltan, tailleur de robes, Delle Florence Soltan, exploitante, Abraham Silver, tailleur, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, commerçants, détaillants et marchands de vêtements et confections pour dames et enfants de toute sorte et description et faire le commerce de marchandises sèches, articles imperméables, soies, satins, garnitures, étoffes tissées de toutes sortes, marchandises en drap et en coton généralement, et exercer les opérations de tailleurs, confectionneurs et drapiers;

2. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la comggnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Représenter les manufacturiers, distributeurs, commerçants, importateurs, exportateurs, grossistes, ou détaillants de tous vêtements,

"Topaz Dress Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1938, incorporating: Irving Silver, salesman, Ben Soltan, dress cutter, Miss Florence Soltan, operator, Abraham Silver, tailor, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, retailers and dealers in ladies and children's clothing and wearing apparel of every kind and description and to deal in dry goods, waterproof goods, silks, satins, trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers;

2. To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers or retailers of all marketable wearing apparel,

lainages, soies et coton vendables sur une base de commission ou autrement;

4. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

5. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie avec des actions libérées de la présente compagnie;

6. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires pour les fins de ses opérations et particulièrement tout fonds de commerce, machinerie et matériel;

7. Payer toutes propriétés, mobilières ou immobilières, droits, privilèges, commerces, franchises que la compagnie peut acquérir avec des actions entièrement libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

8. Conclure des conventions ou arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération avec toute personne, compagnie ou association formée ou qui sera formé, exerçant ou sur le point d'exercer aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou toute industrie ou transaction nécessaire ou incidente à l'exécution des objets de cette compagnie;

9. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit d'utiliser tout secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis;

10. Se fusionner, partager les profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant toute industrie semblable ou similaire à l'industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, moyennant les termes que cette compagnie pourra déterminer;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nautre à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir et détenir et vendre et aliéner les actions, obligations et autres valeurs des autres compagnies ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre et aliéner les droits, hypothèques, privilèges ou nantissements dans ou des autres compagnies ou individus;

13. Placer et employer des deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

14. Vendre, échanger, louer, nantir, gager, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer de tous ou de chacun des biens mobiliers ou immobiliers, de la compagnie et des droits en aucun temps possédés par la compagnie ou dont elle a la jouissance moyennant la considération et les termes et conditions que la compagnie croira convenables;

woollens, silks, and cottons on commission basis or otherwise;

4. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

5. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay for the same wholly or partly with paid-up shares of the present company;

6. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary for the purpose of its business and in particular any stock-in-trade, machinery and plant;

7. To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may acquire, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

8. To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association formed or to be formed carrying on or about to carry on any business which the company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this company;

9. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any right to use all secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

10. To amalgamate, share profits, or unite with any person or company carrying on any business the same or similar to that which this company is authorized to carry on, upon such terms as this company may decide;

11. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire and hold and to sell and dispose of shares, bonds and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights, hypothecs privileges or pledges in and from other companies or individuals;

13. To invest and deal with the money of the company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

14. To sell, exchange, lease, pledge, mortgage, hypothecate, alienate or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, of the company, and the rights at any time owned or enjoyed by the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company sees fit;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Donner des garanties, garantir et se porter garants du paiement des billets promissoires, lettres de change et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

17. Hypothéquer, nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

18. Faire toutes les autres choses qui sembleront directement ou indirectement incidentes, susceptibles de conduire, convenables ou appropriées à l'exécution des fins ou la réalisation des objets de la compagnie ou l'un quelconque d'iceux ou connexes au développement ou au bénéfice de la compagnie, sous le nom de "Topaz Dress Incorporated," avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2069 Sous-secrétaire de la Province.

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

16. To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of the promissory notes, bills of exchange and other obligations of any other corporation, firm or individual;

17. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

18. To do all such things as may seem directly or indirectly to be incidental to or conducive to or convenient or proper for the accomplishment of the purposes or the attainment of the objects of the company or any of them or expedient for the development or benefit of the company, under the name of "Topaz Dress Incorporated," with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2070-o Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Adam & Audelin Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour d'avril 1938, changeant le nom de la compagnie "Audelin Ltée", en celui de "Adam & Audelin Ltée."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2071-o Sous-secrétaire de la Province.

"Biscuits Victoria Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47, 41 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour d'avril 1938, à la compagnie "Biscuits Victoria Limitée," ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

Que le capital de la compagnie "Biscuits Victoria Limitée," soit porté à la somme de cent-vingt-quatre mille dollars ($124,000.00) par l'addition de sept mille cinq cents actions privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars chacune portant intérêt à 5% l'an, sujette à la restriction, que les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas le droit de vote, sauf dans le cas où ladite compagnie serait en défaut de payer le dit intérêt durant une période de deux années consécutives après la première année d'opération.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2073-o Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

Adam & Audelin Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April 1938, changing the name of the company "Audelin Ltée," to that of "Adam & Audelin Ltée."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April 1938.

JEAN BRUCHESI,
2072 Under Secretary of the Province.

"Biscuits Victoria Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47, 41 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1938, to the company "Biscuits Victoria Limitée," ratifying a by-law, increasing its capital as follows, to wit:

That the capital stock of the company "Biscuits Victoria Limitée," be increased to the sum of one hundred and twenty four thousand dollars ($124,000.00) by the addition of seven thousand five hundred preferred shares of a par value of ten dollars each bearing interest at 5% per annum, subject to the restriction, that the bearers of preferred shares shall not have the right to vote, save in the case where the said company defaults in the payment of the said interest during a period of two consecutive years after the first year of operation.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April 1938.

JEAN BRUCHESI,
2074 Under Secretary of the Province.

"Mill-Golt Garment Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour d'avril 1938, à la compagnie "Mill-Golt Garment Inc.", ratifiant le règlement No 24, augmentant son capital, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de $20,000.00 à $40,000.00 par la création de deux cent (200) nouvelles actions d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2075 Sous-secrétaire de la Province.

"Mill-Golt Garment Inc".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1938, to the company "Mill-Golt Garment Inc.", ratifying by-law No. 24 increasing its capital, as follows, to wit:

That the capital stock of the company be increased from $20,000.00 to $40,000.00 by the creation of two hundred (200) new shares of the par value of $100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2076-o Under Secretary of the Province.

Minutes de notaires

Québec, le douze avril 1938.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par M. Emile Boiteau, notaire, demeurant à Sainte-Foye et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Georges-P. Châteauvert, en son vivant de Québec, même district.

JEAN BRUCHESI,

1851—15-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par M. Joseph-Ephrem Déziel, notaire, demeurant et pratiquant à Grand'Mère, district judiciaire de Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Hildège Desroches, en son vivant notaire pratiquant autrefois à Grand'Mère, district judiciaire de Trois-Rivières, et lors de son décès à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 14 avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

1871-15-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, April 12th., 1938.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Emile Boiteau, notary, residing in Sainte Foye and practising in Quebec, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Georges P. Châteauvert, in his lifetime of Quebec, same district.

JEAN BRUCHESI,

1852—15-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Joseph Ephrem Déziel, notary, residing and practising in Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Joseph-Hildège Desroches, in his lifetime notary heretofore practising in Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, and at the time of his death, in Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, April 14, 1938.

JEAN BRUCHESI,

1872-15-5 Under Secretary of the Province.

Vente d'effets non réclamés

AVIS AUX INTERESSES

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le vingt-huit février, A.D. 1937, et jusqu'ici non-réclamés ou autrement dans les bureaux de la "Canadian National Express" à divers endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et Ile du Prince-Edouard, seront vendus par enchère publique au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la Compagnie, Walter-M. Kearns, 1240, rue de l'Université, Montréal, Québec, à DIX heures du matin, MARDI, le TROISIEME jour de MAI, A.D. 1938, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

Daté à Montréal, Québec, ce vingt et unième jour de mars 1938.

"CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
MONTREAL, QUE."
Le gérant-général,

1513—12-6 G.-E. BELLEROSE.

Sale of unclaimed baggage

TO WHOM IT MAY CONCERN

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-eight of February A. D. 1937, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the Company's Auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University St., Montreal, Que., at ten o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the THIRD day of MAY A. D. 1938, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Que., this twenty-first day of March, 1938.

"CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
MONTREAL. QUE."
G. E. BELLEROSE,

1514—12-6-o General Manager.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A-168329. Dame Esther Shore, épouse commune en biens de David Kaufman de la cité de Montréal, district de Montréal, dessinateur, a institué une action en séparation de biens contre son mari, ledit David Kaufman.

Daté à Montréal, ce 19 jour d'avril, 1938.

Le procureur de la demanderesse,
2083-o MICHAEL RUBINSTEIN.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-168329. Dame Esther Shore, wife common as to property of David Kaufman of the City and District of Montreal, designer, has instituted an action in separation as to property against her husband, the said David Kaufman.

Dated at Montreal, this 19th day of April, 1938.

MICHAEL RUBINSTEIN,
2084-o Attorney for Plaintiff.

Bureau-chef

ST. LAWRENCE MINING CORPORATION LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné que le bureau-chef de la compagnie "St. Lawrence Mining Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle) est situé à 132, rue St-Jacques Ouest, Montréal, Province de Québec.

ST. LAWRENCE MINING CORPORATION LIMITED,
(Libre de responsabilité personnelle),
Le secrétaire,
2087 F. BENNETT.

Chief Office

ST. LAWRENCE MINING CORPORATION LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that the head office of St. Lawrence Mining Corporation, Limited (No Personal Liability) is situated at 132 St. James street, west, Montreal, Province of Quebec.

ST. LAWRENCE MINING CORPORATION LIMITED,
(No Personal Liability),
F. BENNETT,
2088-o Secretary.

Soumission

Province de Québec

CITÉ DE SOREL

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le seizième jour de mai 1938, pour l'achat d'une émission d'obligations de la cité de Sorel, au montant de $30,000.00 portant intérêt au taux de 4%, remboursables par série, jusqu'au premier mars 1938, pour la totalité du montant de $30,000.00, sur autorisation de l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, du Commerce et de l'Industrie. Ces obligations sont émises en vertu du règlement No 450 nouvelle série et seront datées du 1er mars 1938.

L'intérêt est payable semi-annuellement, les premier mars et septembre de chaque année, représenté par des coupons attachés à chacune des obligations.

Ces obligations seront faites payables au cours légal, au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal ou à sa succursale à Sorel, au choix du porteur; les coupons d'intérêt seront payables au porteur, aux mêmes endroits que le capital.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts courus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

La cité de Sorel ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Sorel, ce vingt et unième jour d'avril 1938.

Le greffier de la cité,
2089-o JEAN-L. POIRIER.

Tender

Province of Quebec

CITY OF SOREL

Public notice is hereby given that tenders will be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, on the sixteenth day of May, 1938, for the purchase of an issue of bonds of the city of Sorel, for an amount of $30,000.00, bearing interest at the rate of 4%, redeemable serially, until the first of March, 1938, for the whole amount of $30,000.00, upon authorization of the honourable the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce. The said bonds shall be issued in virtue of by-law No. 450, new series and shall be dated March 1st, 1938.

The interest shall be payable semi-annually, on the first of March and of September of each year, represented by coupons attached to each of the said bonds.

The said bonds shall be made payable in legal currency, to bearer, or to the holder on record, as the case may be, at the head office of the Banque Canadienne Nationale, at Montreal, or at its branch office, at Sorel, at the option of bearer; the interest coupons shall be payable to bearer, at the same places as the capital.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

The city of Sorel does not obligate itself to accept the lowest or any of the tenders received.

Sorel, this twenty first day of April, 1938.

JEAN L. POIRIER,
2090 City Clerk.

Ventes pour taxes municipales

LA CORPORATION DE LA CITÉ DE JOLIETTE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Camille Bonin, secrétaire-trésorier de la Cité de Joliette, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues en l'Hôtel-de-Ville de la dite cité, le MARDI, DIX-SEPTIEME jour du mois de MAI, mil-neuf-cent-trente-huit, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sales for municipal taxes

THE CORPORATION OF THE CITY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given by the undersigned, Camille Bonin, Secretary-Treasurer of the City of Joliette, that the properties hereinafter designated will be sold in the City Hall of the said city, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and thirty-eight, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal, school and other taxes, with interest, as well as the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

	Taxes municipales — Municipal Taxes	Taxes scolaires — School Taxes	Total dû — Total due
1*a*.—Comme appartenant à Marion, William, veuve, un terrain portant le numéro deux-cent-quarante, (240) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Marion William, widow, a lot of land bearing number two hundred and forty (240) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre for the Town of Joliette	$ 17.00	$ 4.90	$ 21.90
1*b*.—Un terrain portant le numéro deux-cent-quarante-et-un (241) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number two hundred and forty one (241) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre for the Town of Joliette	17.00	4.90	21.90
2*a*—Comme appartenant à Majeau, Alfred, veuve, un terrain portant le numéro soixante-et-un (61) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Majeau, Alfred, widow, a lot of land bearing number sixty-one (61) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre for the Town of Joliette	6.30	7.87	14.17
2*b*—Un terrain portant le numéro soixante-et-deux (62) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number sixty-two (62) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre for the Town of Joliette	6.30	7.87	14.17
3*a*—Comme appartenant à Massicotte, Narcisse, un terrain portant le numéro soixante-et-trois (63) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Massicotte, Narcisse, a lot of land bearing number sixty-three (63) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre for the Town of Joliette	6.30	7.87	14.17
3*b*—Un terrain portant le numéro soixante-et-quatre (64) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number sixty-four (64) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre for the Town of Joliette	6.30	7.87	14.17
4*a*—Comme appartenant à Bruneau, Henri, un terrain portant le numéro quarante-cinq (45) de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-onze (91) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Bruneau, Henri, a lot of land bearing number forty-five (45) of the subdivision of lot number ninety-one (91) of the cadastre for the Town of Joliette	2.10	6.55	8.65
4*b*—Un terrain portant le numéro quarante-six (46) de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-onze (91) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number forty-six (46) of the subdivision of lot number ninety-one (91) of the cadastre for the Town of Joliette	2.10	6.55	8.65
5—Comme appartenant à Carle, Charles A., Dame, un terrain portant le numéro quatre-vingts (80) de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-onze (91) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Carle, Charles A., Dame, a lot of land bearing number eighty (80) of the subdivision of lot number ninety-one (91) of the cadastre for the Town of Joliette	4.20	5.25	9.45
6*a*—Comme appartenant à Lavallée, J. Alexandre, un terrain portant le numéro quinze (15) de la subdivision du lot numéro quatre-cent-vingt-six (426)du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Lavallée, J. Alexandre, a lot of land bearing number fifteen (15) of the subdivision of lot number four hundred and twenty-six (426) of the cadastre for the Town of Joliette	6.30	7.92	14.22
6*b*—Un terrain portant le numéro quatorze (14) de la subdivision du lot numéro quatre-cent-vingt-six (426) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number fourteen (14) of the subdivision of lot number four hundred and twenty-six (426) of the cadastre for the Town of Joliette	6.30	7.93	14.23

	Taxes municipales — Municipal Taxes	Taxes scolaires — School Taxes	Total dû — Total due
6c—Un terrain portant le numéro treize (13) de la subdivision du lot numéro quatre cent vingt-six, (426) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number thirteen (13) of the subdivision of lot number four hundred and twenty-six (426) of the cadastre for the Town of Joliette	6.30	7.93	14.23
7a—Comme appartenant à Guilbeault, J.-P.-O., veuve, un terrain portant le numéro quatre (4) de la subdivision du lot numéro cinq cent trois (503) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Guilbeault, J. P. O., widow, a lot of land bearing number four (4) of the subdivision of lot number five hundred and three (503) of the cadastre for the Town of Joliette	1.05	4.64	5.69
7b—Un terrain portant le numéro trois (3) de la subdivision du lot numéro cinq cent trois, (503) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number three (3) of the subdivision of lot number five hundred and three (503) of the cadastre for the Town of Joliette	1.05	4.64	5.69
7c—Un terrain portant le numéro deux (2) de la subdivision du lot numéro cinq cent trois (503)du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number two (2) of the subdivision of lot number five hundred and three (503) of the cadastre for the Town of Joliette	1.05	4.64	5.69
8a—Comme appartenant à Martel, Henri, un terrain portant le numéro trente-cinq (35) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante-et-un (541) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Martel, Henri, a lot of land bearing number thirty-five (35) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre for the Town of Joliette	3.45	2.64	6.09
8b—Un terrain portant le numéro trente-sept (37) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante-et-un (541) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number thirty-seven (37) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre for the Town of Joliette	3.45	2.64	6.09
9a—Comme appartenant à Lippé et Gariépy Limitée, un terrain portant le numéro cent quatre vingt-onze (191) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Lippé and Gariépy Limitée, a lot of land bearing number one hundred and ninety-one (191) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre for the Town of Joliette	.....	5.22	5.22
9b—Un terrain portant le numéro cent quatre vingt-douze (192) de la subdivision du lot numéro deux, (2) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number one hundred and ninety-two (192) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre for the Town of Joliette	.....	5.22	5.22
10a—Comme appartenant à Perrault, J.-C. et Lavigne, Alphonse, veuve, un terrain portant le numéro deux cent vingt-six (226) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Perrault, J. C. and Lavigne, Alphonse, Widow, a lot of land bearing number two hundred and twenty-six (226) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre for the Town of Joliette	.....	7.87	7.87
10b—Un terrain portant le numéro deux cent vingt-sept (227) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number two hundred and twenty-seven (227) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre for the Town of Joliette	.....	7.87	7.87
10c—Un terrain portant le numéro deux cent vingt-huit, (228) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number two hundred and twenty-eight (228) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre for the Town of Joliette	.....	7.87	7.87
10d—Un terrain portant le numéro deux cent vingt-neuf, (229) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette.—A lot of land bearing number two hundred and twenty-nine (229) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre for the Town of Joliette	.....	7.87	7.87
11—Comme appartenant à Chamberland, Alfred, un terrain portant le numéro quatre-vingt-un, (81) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante-et-un (541) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Chamberland, Alfred, a lot of land bearing number eighty-one (81) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre for the Town of Joliette	1.30	1.65	2.95
12—Comme appartenant à Perreault, Arthur, un terrain portant le numéro quatre vingt-dix (90) de la subdivision du lot numéro cinq cent quarante-et-un (541) du cadastre de la ville de Joliette.—As belonging to Perreault, Arthur, a lot of land bearing number ninety (90) of the subdivision of lot number five hundred and forty-one (541) of the cadastre for the Town of Joliette	1.30	2.20	3.50

L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Joliette, ce vingt avril, mil neuf cent trente-huit.

Le secrétaire-trésorier,
CAMILLE BONIN.

1989-16-2-o

The adjudicator must pay the price of his adjudication immediately.

Given at Joliette, this twentieth of April, one thousand nine hundred and thirty-eight.

CAMILLE BONIN,
Secretary-Treasurer.

1990-16-2

PROVINCE DE QUÉBEC.—COMTÉ DE LÉVIS.

VILLE DE LAUZON

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Levis Bourassa, secrétaire de la susdite ville, que les propriétés ci-dessous désignées, seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel de Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P.Q., SAMEDI, le VINGT ET UNIEME jour de MAI 1938, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du Trésorier de la Ville de Lauzon, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Lauzon, P.Q.

PROVINCE OF QUEBEC.—COUNTY OF LEVIS.

TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given by the undersigned Levis Bourassa, Secretary of the aforesaid town, that the properties hereinunder designated shall be sold by public auction in the Council room, Town Hall, in the town of Lauzon, County of Levis, P.Q., on SATURDAY, the TWENTY FIRST day of MAY 1938, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time, for the non-payment of municipal and school taxes and interest hereinunder mentioned and the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the treasurer of the town of Lauzon, in the Town Hall, in the town of Lauzon, P.Q.

Propriétaires — Proprietors	Cadastres—Cadastral		Taxes dues — Taxes due
	No	Subdivisions	
Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Bienville—The following lots according to the official cadastre for the Incorporated Village of Bienville.			
1. Picard, Michel Succ.-Est	74		$ 129.94
2. Samson, Alcide	152a, b, c.		47.33
Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Lauzon.—All the following lots according to the official cadastre for the incorporated village of Lauzon.			
3. Langlois, Adjutor	980		649.00
4. Langlois, Arthur	974		430.06
5. Barrette, Yvonne	897	3	2.92
6. Théberge, Alfred Dame	778		33.30
7. Théberge, Alfred Dame	777		461.74
8. Cie de Construction Générale	723	43	2.37
9. Cie de Construction Générale	733	2	1.77
10. Cie de Construction Générale	724	1	1.35
11. Cie de Construction Générale	725	1	1.35
12. Cie de Construction Générale	725	4	1.35
13. Cie de Construction Générale	726	4	1.35
14. Cie de Construction Générale	727	4	1.35
15. Cie de Construction Générale	739	1	1.77
16. Cie de Construction Générale	740	2	1.77
Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon.—All the following lots according to the official cadastre for the east part of the incorporated village of Lauzon.			
17. Mary Simard	206	68-69	0.54
18. Paradis, John et al	206	63	0.15
19. Levis Dry Dock Ry	204	26	3.24
20. Levis Dry Dock Ry	204	28	4.32
21. Levis Dry Dock Ry	204	147	2.70
22. Levis Dry Dock Ry	204	232a	2.70
23. Levis Dry Dock Ry	204	558a	1.35
24. Levis Dry Dock Ry	144	90a, b, c, d	0.12
25. Levis Dry Dock Ry	144	91a	0.06
26. Levis Dry Dock Ry	144	136a	4.59
27. Michaud, Arsène	206	27	0.90
28. Parking T. Bishop	206	56	0.90
29. Michaud, Arsène	206	130	0.90
30. Goodday, William A.	206	132	0.90
31. Lebel, Pascal	206	134	0.90
32. Dansereau, Edouard	206	10	0.90
33. Pelletier, François	205	63	0.45
34. Pelland, Alfred	205	66	0.90
35. Fradette, Joseph	204	17	0.90
36. Beaulieu, P. A.	204	33	0.90
37. Poire, Thomas et-and Joseph	204	41	0.90
38. Baker, Harold Albert	204	92	0.90
39. Nadeau, Joseph	204	122	0.90
40. Lanouette Ovila	204	188	2.52
41. Audet, Amédée	146	9-1	0.90
42. Roger, J. E.	206	73	197.60
43. Veilleux, Joseph	205	11	6.83
44. Bissonnette, Michel Dame	196		363.35
45. Bernard, Ernest	102		306.00

Propriétaires — Proprietors	Cadastres—Cadastral		Taxes dues — Taxes due
	No	Subdivisions	
Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village de St-Joseph de Lévis.—All the following lots according to the official cadastre for the village of St. Joseph de Lévis.			
46. Savard, Pierre & al	79	1	1.80
47. Schiller, Charles Mme-Mrs.	80	6	0.90
48. Lesage, Arthur	82	19-20	0.90
49. Lesage, Arthur	80	7-8	1.80
50. Lesage, Arthur	76	6	0.45
51. Lesage, Arthur	76	14-15	0.90
52. Lesage, Arthur	76	17	0.45
53. Lesage, Arthur	80	5	0.90
54. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	82	1-2	1.80
55. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	82	4	0.90
56. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	82	23-24	0.90
57. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	76	18-19	0.90
58. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	76	27	0.90
59. Bastie, J. & al	82	26	0.90
60. Richard, Paul N.	82	139-140-41-	2.70
61. Tony, Gascio	82	59	0.90
62. Gros-Louis, Charles	82	186	0.45
63. Gros-Louis, Charles	76	387	0.45
64. La Cie de Prêts Mutuels	82	231-2-3-4-5-6-7-8-9-229-230	4.95
65. Belland, Eric	82	276	0.45
66. Larochelle, Aurélia Mlle-Miss Succ.-Est	113	5	10.23

Les item numéros 2-17-24-48-49-51-54-56-57-60-64 pour être vendus en bloc par ordre de la cour.

Donné en la Ville de Lauzon, ce 21ième jour d'avril 1938.

Le secrétaire,
LEVIS BOURASSA.

2091—17-2

Items numbers 2-17-24-48-49-51-54-56-57-60-64 to be sold "en bloc" by order of the Court.

Given in the Town of Lauzon, this 21st day of April, 1938.

LEVIS BOURASSA,
Secretary.

2092—17-2

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 19 avril 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 avril 1938.

—

Concernant les règlements pour réserver et soustraire au jalonnage de claims un certain terrain.

—

L'honorable ministre des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 19 avril (1938) expose:—

Qu'en vertu de l'article 181, de la Loi des Mines, tel que modifié par les lois 15 Geo. V, chapitre 37, section 15; 16 Geo. V, chapitre 27, section 21, et 21 Geo. V, chapitre 45, section 4, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour réserver et soustraire certains terrains au jalonnage de claims miniers;

Que monsieur Louis Hurtubise, secrétaire de Gilman Exploration Company, expose que cette société a poursuivi des recherches minières dans la région de la province de Québec située au nord-est du lac Mistassini, et pour lesquelles elle a déboursé trente mille dollars ($30,000), et qu'elle désire porter son attention tout particulièrement sur une étendue d'environ 18,000 milles carrés, à la source du lac Manouan;

Que, afin de poursuivre ses recherches librement dans cette région inconnue, cette compagnie demande au gouvernement de soustraire cette étendue au jalonnage de claims miniers pendant une période de deux ans;

Que les intéressés s'engagent à débourser une somme minimum de dix mille dollars ($10,000), la première année et de quinze mille dollars ($15,000) la seconde année, en travaux géologi-

Orders-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated April 19th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on April 20th, 1938.

—

Respecting the regulations to reserve and restrain the staking out of a certain tract of land.

—

The Honourable the minister of Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 19th of April (1938) sets forth:

That by pursuant to article 181 of the Quebec Mining Act, as amended by Acts 15 George V, chapter 37, section 15; 16 George V, chapter 27, section 21 and 21 George V, chapter 45, section 4, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reserve and restrain the staking out of certain tracts of land;

That Mr. Louis Hurtubise, Secretary of the Gilman Exploration Company, sets forth, that this firm has carried on mining explorations in the region of the Province of Quebec situate Northeast of Lake Mistassini, and for which it has disbursed thirty thousand dollars ($30,000.00) and that it desires to pay most particular attention upon an area of about 18,000 square miles at the head of Lake Manouan;

That, in order to carry on its explorations freely in this unknown region, this company requests the Government to withdraw the said area from the staking into mining claims during a period of two years;

That the interested parties agree to disburse a minimum amount of ten thousand dollars ($10.000.), the first year, and of fifteen thousand dollars ($15,000.) the second year, in geological,

ques, géophysiques et autres, et à remettre au ministre des Mines et des Pêcheries, avant le premier mai de chaque année, une copie certifiée des rapports complets, avec cartes, tels que préparés par leurs ingénieurs et géologues;

Que monsieur Hurtubise représente que l'étendue en question n'a jamais fait l'objet de piquetage et qu'elle est délaissée des prospecteurs et à peu près inconnue du point de vue géologie et richesse minérale;

Que cette demande ne comporte rien de contraire à l'intérêt public; qu'il y a avantage de soustraire cette région au piquetage, afin de permettre la libre prospection et donner tout le temps voulu pour choisir les terrains les plus prometteurs en pays inexploré, et les jalonner subséquemment, conformément à la Loi des Mines.

En conséquence, considère qu'il n'y a aucun inconvénient à accorder la soustraction au piquetage dans cette partie de la province, et recommande que l'étendue comprise entre les longitudes 68° et 71° et les latitudes 51° et 53°, telles qu'indiquées sur la carte du Nouveau Québec émise par le Service des Mines en 1929, soit soustraite au piquetage pour une période de deux ans se terminant le premier mai 1940.

Cette soustraction est faite à la condition que Gilman Exploration Company entreprenne des travaux géologiques et géophysiques dans l'étendue ci-haut mentionnée, et qu'elle débourse à cette fin une somme minimum de dix mille dollars ($10,000) la première année, et de quinze mille dollars ($15,000) la seconde année, sous peine de révocation de la présente soustraction au piquetage, et qu'ils remettent, avant le premier mai 1939 et avant le premier mai 1940 une copie certifiée de tous les rapports et carte géologiques, géophysiques et autres, contenant les renseignements obtenus par leurs ingénieurs ou géologues ainsi qu'un état certifié du détail des déboursés faits par eux sur le terrain.

A l'expiration de cette soustraction au piquetage, il est entendu que les intéressés devront se conformer aux dispositions de la Loi des Mines s'ils désirent continuer leurs recherches.

Certifié,
A. MORISSET,
2079–o Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 19 avril 1938, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 20 avril 1938.

Concernant les règlements pour réserver et soustraire au jalonnage de claims un certain terrain.

L'honorable ministre des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 19 avril (1938), expose:—

Qu'en vertu de l'article 181 de la Loi des Mines, tel que modifié par les lois 15 Geo. V, chapitre 37, section 15; 16 Geo. V, chapitre 27, section 21, et 21 Geo. V, chapitre 45, section 4, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour réserver et soustraire certains terrains au jalonnage de claims miniers;

Que des personnes de la province de Québec et leurs associés d'Angleterre désirent poursuivre des recherches minières dans la partie nord de la province de Québec, à savoir:—une étendue d'environ 240 milles carrés dans la région de la rivière Broadback, territoire d'Abitibi;

geophysical and other works, and to remit to the Minister of Mines and Fisheries, before the first of May of each year, a certified copy of the complete reports, with maps, as prepared by their engineers and geologists;

That Mr. Hurtubise represents that the said tract of land has never been staked, that it is not frequented by prospectors and almost unknown from the viewpoint of geology and mineral wealth;

That this application contains nothing contrary to public interest; that it is advantageous to withdraw the said region from the staking of claims, so as to allow free prospecting, and to give ample time for the choosing of the most promising lands in this unexplored country and to subsequently stake the same, in accordance with the Mining Act.

Therefore, he considers that there is no objection to grant the withdrawal from staking in that said part of the Province, and recommends that the area comprised between longitudes 68° and 71° and latitude 51° and 53° as indicated on the map of New Quebec, issued by the Mining Service in 1929, be withdrawn from staking for a period of two years, ending on the first of May, 1940.

This withdrawal is made on the condition that the Gilman Exploration Company shall undertake geological and geophysical exploration works in the hereinabove mentioned area, and that, for such purpose, it will disburse a minimum amount of ten thousand dollars ($10,000.) the first year and fifteen thousand dollars ($15,000.) the second year, under penalty of cancellation of the present withdrawal from staking, and that it shall remit, before the first of May, 1939 and before the first of May, 1940, a certified copy of all the geological, geophysical and other reports and maps, containing the information secured by their engineers or geologists and also a certified detailed statement of the disbursements made by them upon the said land.

At the expiration of this withdrawal from staking, it is understood that the interested parties shall comply with the provisions of the Mining Act if they desire to continue their explorations.

Certified,
A. MORISSET,
2080 Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated April 19th, 1938, Approved by the Lieutenant-Governor on April 20th, 1938.

Concerning the regulations to reserve and restrain the staking out of a certain tract of land.

The Honourable Minister of Mines and Fisheries, in a memorandum dated April 19th, 1938, sets forth:—

That pursuant to Article 181 of the Mining Act, as amended by the Acts 15, Geo. V, chapter 37, section 15; 16 Geo. V, chapter 27, section 21, and 21 Geo. V, chapter 45, section 4, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reserve and restrain the staking out of certain tracts of land;

That certain inhabitants of the Province of Quebec, and their associates in England desire to carry on mining explorations in the Northern part of the Province of Quebec, namely:—a tract of land of about 240 square miles in the region of the Broadback river, territory of Abitibi;

Que les intéressés s'engagent à débourser par année une somme de vingt mille dollars ($20,000) en recherches géologiques, géophysiques et autres, et à fournir au Service des Mines les rapports complets, avec cartes, tels que préparés par leurs ingénieurs et géologues;

Que ces personnes exposent que cette région est située à 200 milles au nord du chemin de fer le plus rapproché, et qu'elle est délaissée par les prospecteurs;

Que cette demande ne comporte rien de contraire à l'intérêt public; qu'il y a avantage de soustraire cette région au piquetage, afin de permettre la libre prospection et donner tout le temps voulu pour choisir les terrains les plus prometteurs en pays inexploré, et les jalonner subséquemment, conformément à la Loi des Mines;

En conséquence recommande qu'une étendue de terrains dans la région de la rivière Broadback, territoire d'Abitibi, et plus particulièrement décrite comme suit, soit soustraite au jalonnage de claims miniers jusqu'au premier mai 1940;

Une étendue de forme rectangulaire, dont le coin sud-ouest est situé au point de rencontre de la ligne des hautes eaux sur la rive sud de la rivière Broadback avec le troisième méridien tel que tracé par Joncas-Malouin, en 1929, de là en suivant une ligne de direction franc ouest sur une distance de vingt (20) milles, puis de ce point en suivant une ligne de direction franc nord sur une distance de douze (12) milles, puis de ce point en suivant une ligne de direction franc est sur une distance de vingt mille (20), puis de ce dernier point dans une direction franc sud jusqu'au point de départ sur la rive sud de la rivière Broadback.

Cette soustraction est faite à la condition que le Colonel John Price et ses associés entreprennent des travaux géologiques et géophysiques dans l'étendue ci-haut mentionnée, et qu'ils déboursent à cette fin, chaque année, à compter du premier mai 1938, une somme de pas moins de vingt mille dollars ($20,000), sous peine de révocation de la présente soustraction au piquetage, et qu'ils remettent avant le premier mai 1939, et avant le premier mai 1940, une copie certifiée de tous les rapports et cartes géologiques, géophysiques ou autres, contenant les renseignements obtenus par leurs ingénieurs ou géologues, ainsi qu'un état certifié du détail des déboursés faits par eux sur le terrain.

A l'expiration de cette soustraction au piquetage, il est entendu que le Colonel Price et ses associés devront se conformer aux dispositions de la Loi des Mines s'ils désirent continuer leurs recherches.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2081–o

That the interested parties pledge themselves to spend the sum of twenty thousand dollars ($20,000) annually in geological, geophysical and other researches, and to submit to the Service of Mines complete reports, with maps, as prepared by their engineers and geologists;

That the said persons point out that the said region is situated 200 miles North of the nearest railway line, and that it is not frequented by prospectors;

That this application contains nothing contrary to public interest; that it would be advantageous to withdraw this region from the staking of claims, so as to permit free prospecting and give ample time required to choose the most promising lands in this unexplored country, and to stake them subsequently, in conformity with the Mining Act;

Therefore he recommends that a tract of land in the region of the Broadback river, territory of Abitibi, and more particularly described as follows, be withdrawn from the staking of mining claims up to and including the first of May, 1940;

A tract of land of rectangular figure, whereof the Southwest corner is situate at the junction of the highwater line on the South shore of the Broadback river with the third meridian as traced by Joncas-Malouin, in 1929, thence following a line in a true Westerly direction for a distance of twenty (20) miles, then from this point following a line in a true Northerly direction for a distance of twelve (12) miles, then from this point following a line in a true Easterly direction for a distance of twenty miles (20), then from this latter point in a true Southerly direction to the point of departure on the South shore of the Broadback river.

This withdrawal is made on condition that Colonel John Price and his associates undertake the geological and geophysical prospecting works in the territory hereinabove mentioned, and that they spend for such purpose, each year, on and from the first of May, 1938, a sum of not less than twenty thousand dollars ($20,000) under penalty of cancellation of the present withdrawal from staking, and that they remit before the first of May, 1939, and before the first of May, 1940, a certified copy of all geological, geophysical and other reports and maps, containing the information obtained by their engineer or geologists, as well as a certified statement in detail of all expenditures made by them on the said land.

On the expiration of this withdrawal from staking claims, it is understood that Colonel Price and his associates must comply with the provisions of the Mining Act if they desire to continue their explorations.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2082

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 19 avril 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 avril 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 19th April, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on the 20th April, 1938.

465

465

Concernant les prix littéraires et scientifiques du Gouvernement de la Province de Québec.

Concerning the Literary and Scientific Prizes of the Government of the Province of Quebec.

L'honorable secrétaire de la province et minis-

The Honourable Provincial Secretary and

tre de la Santé, dans un mémoire en date du 19 avril (1938), recommande:

Que les règlements suivants soient adoptés en vue de l'organisation des concours littéraires ou scientifiques établis par le chapitre 138 des Statuts Refondus de Québec, 1925, savoir:

1. Trois concours sont institués concurremment pour chaque année en vue des prix suivants: un prix de littérature, un prix de sciences et un prix de sciences morales et politiques.

2. La somme prévue pour chacun des trois prix est de quatorze cents dollars ($1400.) répartie comme suit: huit cents dollars ($800.), premier prix; quatre cents dollars ($400.), deuxième prix; deux cents dollars ($200.), troisième prix. Si deux concurrents méritent le premier prix, ils reçoivent chacun six cents dollars ($600.), et alors il n'y a pas de second prix. Le jury demeure libre de ne pas accorder de prix, s'il n'y a pas d'ouvrage présenté ou si les ouvrages présentés n'offrent aucun intérêt.

3. Tout sujet canadien, de naissance ou par naturalisation, pourvu qu'il réside dans la province de Québec depuis trois ans à compter de la date où le concours se ferme, peut prendre part à chacun des trois concours, sauf les restrictions énumérées ci-après. Sont également admis à concourrir les étudiants de la province de Québec en séjour d'études en dehors de la Province de Québec, et les Canadiens qui ont quitté la Province de Québec pour occuper ailleurs un emploi public au service du Gouvernement de la Province de Québec ou du Gouvernement du Canada.

Toutefois, l'auteur qui, dans un concours institué par le Gouvernement de la Province de Québec, a obtenu, seul ou *ex aequo*, un premier prix, est éliminé des concours de la section où il a obtenu le prix, pendant les onze années suivantes.

De même, ceux qui ont obtenu un premier prix dans les concours soumis aux anciens règlements des prix littéraires et scientifiques, ne peuvent, pour une période de onze ans, à compter de la date où ils ont été lauréats, être admis à concourir dans les mêmes sections.

L'œuvre commune de deux ou plusieurs auteurs est admise à l'une ou à l'autre des sections, au même titre que l'œuvre d'un seul auteur.

4. Les demandes d'admission aux concours doivent être faites au Secrétariat de la Province. Les candidats doivent, dans cette demande:

(1) Déclarer qu'ils sont sujets britanniques;
(2) Indiquer le lieu de leur résidence actuelle, et, s'ils n'ont plus leur résidence dans la province de Québec, affirmer qu'ils ont quitté cette résidence pour aller remplir ailleurs un emploi public pour le compte du Gouvernement de la Province de Québec ou du Gouvernement du Canada, et qu'ils remplissent encore cet emploi.
(3) Indiquer, si l'ouvrage présenté est imprimé, la date précise de sa publication en volume.

Toute demande d'admission doit être signée par le ou les candidats sauf le cas de procuration, alors que la dite procuration doit être déposée avec la demande.

5. Toute demande d'admission aux concours doit être accompagnée d'une copie certifiée de l'acte de naissance du candidat ou de son certificat de naturalisation, ainsi que d'une bibliographie complète de l'œuvre écrite de ce candidat.

6. Tous les travaux imprimés depuis la date

Minister of Health, in a memorandum dated April 19, 1938, recommends:

That the following regulations be adopted relating to the organization of literary and scientific competitions established by Chapter 138 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, namely:

1. Three competitions are instituted concurrently for each year for the following prizes: one prize in literature, one prize in science and one prize in moral and political science.

2. The amount provided for each of the three prize is fourteen hundred dollars ($1,400.) divided as follows: First prize: eight hundred dollars ($800.); Second prize: four hundred dollars ($400. Third prize: two hundred dollars ($200.). If two competitors merit the first prize, each will receive six hundred dollars ($600.), and consequently there will be no second prize. No prize will be awarded, at the discretion of the jury, if no work is presented or if the works presented are worthless.

3. Every Canadian subject, whether by birth or naturalization, provided he has resided in the Province of Quebec since three years on the date of the closing of the competition, may participate in each of the three competitions, save the restrictions hereinafter stated. Students of the Province of Quebec studying outside the Province of Quebec, and Canadians who have left the Province of Quebec to fulfill, elsewhere, some public office in the service of the Government of the Province of Quebec or of the Government of Canada, are also eligible.

However, any author who, in a competition instituted by the Government of the Province of Quebec, has won, alone or *ex aequo*, a first prize, is eliminated from competitions of the section wherein he won the prize, for the eleven following years.

Likewise, the winner of a first prize in the competitions held under the old regulations for literary and scientific prizes, cannot, for a period of eleven years, from the date of their laureation, be admitted to compete in the same sections.

The common work of two or more authors is admitted to one or the other of the sections, on the same basis as the work of one single author.

4. Application for admission to the competitions must be made to the Provincial Secretary. In their applications the candidates must:

(1) Declare that they are British subjects.
(2) State their actual place of residence, and if no longer residing in the Province of Quebec, they must declare that they have left the Province to fulfill elsewhere some public office in the service of the Government of the Province of Quebec or the Government of Canada, and that they are still in the same employ.
(3) State, if the work submitted has already been printed, the exact date of its publication in book form.

Every application must be signed by the candidate or candidates save in the case of proxy, when the said proxy must be filed with the application.

5. Every application for admission to the competitions must be accompanied by a certified copy of the Birth certificate of the candidate or his certificate of naturalization, as well as by a complete bibliography of the work written by the said candidate.

6. All works printed since the date of the

de clôture du dernier concours de la même section, avant comme après l'adoption des présents règlements, peuvent être présentés, pourvu qu'ils n'aient pas été présentés auparavant.

Les manuels scolaires ne sont pas admis.

Aucune limite n'est fixée pour l'étendue des ouvrages qui traitent, en langue française ou en langue anglaise, des sciences physiques ou mathématiques, des sciences naturelles et des sciences appliquées. Les autres ouvrages (ouvrages littéraires et ouvrages de sciences morales et politiques) doivent comprendre au moins vingt-cinq mille mots s'ils sont écrits en prose, ou huit cents vers, s'ils sont écrits en vers, sauf le cas d'une œuvre dramatique, laquelle doit comporter au moins trois actes ou trois pièces de théâtre d'un acte.

7. Les travaux soumis aux concours doivent être déposés en six exemplaires entre les mains du secrétaire, entre le premier mars et le premier mai. En 1938, l'inscription peut cependant se faire du premier mars au quinze juin.

Les ouvrages présentés doivent être imprimés ou être lisiblement écrits à la machine.

Un auteur peut présenter l'ensemble des travaux qu'il a publiés durant la période faisant l'objet du concours. Dans ce cas, le jury doit juger l'ensemble de l'œuvre et non pas chaque ouvrage séparément. Un auteur peut, la même année, concourir dans plus d'une section.

8. Les jurys des divers concours sont nommés chaque année par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou après le premier mai. Après le premier mai, l'*Association Canadienne-française pour l'avancement des Sciences* (L'ACFAS) a le privilège de recommander au Secrétaire de la Province un membre du jury du prix de sciences, pour ouvrages en langue française, la Société des Ecrivains, un membre du jury du prix de littérature, pour ouvrages en langue française. De la même façon, *La Canadian Authors Association* (section de Montréal) a le privilège de recommander au Secrétaire de la Province un membre du jury du prix de littérature, pour ouvrages en langue anglaise.

Chaque jury comprend cinq membres appartenant aux disciplines qui relèvent de la section concernée.

9. Le représentant du Secrétariat de la Province agit comme secrétaire des concours et comme secrétaire du jury. Outre les attributions que peut lui assigner le Secrétaire de la Province, il renseigne sur les conditions du concours ceux qui veulent y participer; il surveille l'enregistrement des ouvrages présentés, s'enquiert de leur admissibilité et les examine de façon sommaire; il convoque le jury, lui fait part de ses recherches et de ses observations, le renseigne sur les conditions du concours et sur la manière dont les concurrents ont rempli telles conditions; enfin il enregistre les décisions du jury et rédige le rapport de celui-ci.

Le secrétaire des concours reçoit une rémunération de deux cents dollars ($200.) par an, payable à même le fonds mis à la disposition du Secrétaire de la province par le chapitre 138 des Statuts Refondus de Québec (1925).

10. Les ouvrages qui, d'année en année, font l'objet du prix de littérature, sont les suivants: par cycles:

(1) Les ouvrages d'imagination en prose, en

closing of the last competitions of the same section, prior to as well as after the adoption of the present regulations, may be presented, provided they have not already been previously presented.

School books will not be accepted.

No limit is fixed for the length of works, whether in the French language or the English language, treating on physics or mathematics, natural sciences and applied sciences. Other works (literary works and moral and political scientific works) must comprise at least twenty-five thousand words if written in prose, or eight hundred verses if written in poetry, save in the case of a dramatic work, which should contain at least three acts or three one-act plays.

7. Six copies of the works submitted must be sent to the Secretary, between the first of March and the first of May. In 1938, however, entries shall be accepted from the first of March to the fifteenth of June.

The works presented must be printed or legibly typed.

Any author may present all his works published by him during the period forming the object of the competitions. In which case the jury must judge the works as a whole and not each work separately. Any author may, in the same year, compete in more than one section.

8. The juries for the various competitions are appointed each year by the Lieutenant-Governor in Council, on or after the first of May. After the first of May, "*L'Association Canadienne-française pour l'avancement des Sciences* (*L'ACFAS*)" has the privilege of recommending to the Provincial Secretary one member of the jury for the science prize, for works in the French language, "La Société des Ecrivains", one member of the jury for the literature prize, for works in the French language. Likewise, the *Canadian Authors Association* (Montreal Section) has the privilege of recommending to the Provincial Secretary, one member of the jury for the prize in literature, for works in the English language.

Each jury comprises five members belonging to the discipline particular to the section concerned.

9. The representative of the Provincial Secretary's Department acts as Secretary for the competitions and as Secretary of the jury. Besides the attributions assigned to him by the Provincial Secretary, he gives informations on the conditions of the competition to those desiring to compete; he supervises the registration of the works presented, inquires as to their admissibility and examines them briefly; he convenes the jury, informs them of his researches and observations, instructs them as to the conditions of the competitions and the manner in which the competitors have fulfilled such conditions; finally he registers the decisions of the jury and writes out their report.

The Secretary of the competitions receives a remuneration of two hundred dollars ($200.) per annum, payable out of the funds placed at the disposal of the Provincial Secretary by Chapter 138 of the Revised Statutes of Quebec (1925).

10. The works which, from year to year, form the object of the prize in litterature, are the following: by cycles:

(1) Works of fiction in prose, in the French

langue française, tels que romans, contes, nouvelles, croquis, biographie romancées.

(2) Les ouvrages d'imagination en vers, (en langue française) tels que poèmes, poésies, pièces de théâtre en vers ou recueil de pièces de théâtre en vers.

(3) Tous les ouvrages, en langue anglaise, qui appartiennent aux différentes disciplines de la section de littérature.

(4) Les ouvrages de critique littéraire, d'histoire littéraire ou de critique d'art, les ouvrages qui traitent de la correction du langage, les mémoires ou les relations de voyage, en langue française.

11. Les ouvrages qui, d'année en année, font l'objet du prix de sciences sont les suivants, par cycle:

(1) Ceux qui traitent, en langue française, des sciences physiques et mathématiques, telles que mathématiques, physique, chimie, astronomie, etc.

(2) Tous les ouvrages, en langue anglaise, qui appartiennent aux différentes disciplines énumérées dans la section des sciences.

(3) Ceux qui traitent, en langue française, des sciences naturelles, telles que zoologie, botanique, géologie;

(4) Les ouvrages de sciences appliquées, en langue française.

Seuls les ouvrages qui apportent une contribution à l'avancement des sciences peuvent être primés. Les ouvrages relatifs à l'histoire des sciences sont admis dans les sections précédentes.

12. Les ouvrages qui, d'année en année, font l'objet du prix de sciences morales et politiques sont les suivants, par cycle:

(1) Tous les ouvrages, en langue anglaise, qui appartiennent aux différentes disciplines de la section des sciences morales et politiques;

(2) Les livres d'histoire ou de géographie, en langue française;

(3) Les ouvrages de philosophie, de théologie et de sciences religieuses, en langue française;

(4) Les ouvrages de sciences morales et politiques, de droit, et les ouvrages analogues, en langue française, qui n'entrent pas dans les sections précédentes.

13. Aucun travail présenté dans une section ne peut être déclaré hors concours par le jury, sous prétexte qu'il appartient davantage à une autre section. Cependant, il doit être jugé selon les conditions prévues pour chaque section. Le secrétaire du concours, après entente avec l'auteur et avant le premier mai de chaque année, peut changer un ouvrage de section.

14. Dans l'enregistrement des décisions du jury, il est tenu compte de l'avis qu'un membre absent a exprimé sous sa signature et communiqué au secrétaire du concours.

Les décisions du jury sont définitives et sans appel.

15. Avant le premier octobre qui suit sa nomination, le jury soumet son rapport au Secrétaire de la Province. Celui-ci proclame ensuite les lauréats, dans les six mois qui suivent la date de clôture du concours, et il leur transmet les prix qui leur ont été assignés.

16. Les demandes de renseignements, relatives aux règlements des concours, doivent être adressées au Secrétaire de la Province.

Certifié,

A. MORISSET,

2095-o Greffier Conseil Exécutif.

language, such as romances, tales, news, sketches, romantic biographies.

(2) Works of fiction in verse, (in the French language) such as poems, verses, theatrical plays in verse or collections of theatrical plays in verse.

(3) All works in the English language, which belong to the various disciplines of the section of literature.

(4) Works of literary criticism, history or literature or of art criticism, works treating on the correction of the language, memoirs or travels, in the French language.

11. The works which, from year to year, from the object of the prize in science are the following, by cycles:

(1) Those in the French language, treating on mathematical or physical sciences, such as mathematics, physics, chemistry, astronomy, etc.

(2) All works, in the English language, which belong to the various disciplines enumerated in section of sciences.

(3) Those, in the French language, treating on natural science, such as zoology, botany, geology;

(4) Works of applied science, in the French language.

Only works contributing to the advancement of science may be awarded a prize. Works concerning the history of sciences are accepted in the preceding sections.

12. The works which, from year to year, form the object of the prize for moral and political science, are the following, by cycles:

(1) All works, in the English language, which belong to the various disciplines of the section of moral and political science;

(2) Books on history or geography, in French language;

(3) Works on philosophy, theology and religious science, in the French language;

(4) Works on moral and political science, law and analogous works, in the French language, not comprised in the preceding sections.

13. No work presented in one section shall be declared *hors-concours* by the jury, under pretext of belonging more particularly to another section. However, it must be judged according to the conditions provided for each section. The Secretary of the Competitions, after agreement with the author and before the first of May of each year, may change a work from one section to another.

14. In the registration of the decisions of the jury the advice of an absent member expressed under his signature and communicated to the Secretary of the competition is taken into account.

The decisions of the jury are final and without appeal.

15. Before the first of October following their appointment, the jury shall submit their report to the Provincial Secretary, who will then proclaim the laureates, within the six months following the date of the closing of the competition, and will transmit the prizes to the winners.

16. Requests for information respecting the conditions of the competitions must be addressed to the Provincial Secretary.

Certified,

A. MORISSET,

2096 Clerk of the Executive Council.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que l'Eglise Baptiste St-Paul, 2619, rue Charlemagne, Montréal, présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec pour lui demander sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Eglises, Chapitre 201, des Statuts Refondus de la Province de Québec 1925 et ses Amendements.

Montréal, le quatrième jour d'avril 1938.

Le procureur de la demanderesse,
HOWARD S. ROSS.

10, rue Saint-Jacques ouest,
Montréal. 1889—15-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the St. Paul's Baptist Church, 2619 Charlemagne Street, Montreal, will present a Petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 201 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, and Amendments.

Montreal, April Fourth, 1938.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for Petitioner.

10, Saint James Street West,
Montreal. 1890—15-4-o

La compagnie "Siscoe Extension Gold Limited"—(Libre de responsabilité personnelle), a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la Province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, débentures et autres valeurs.

Le bureau-chef dans la Province est à Val D'Or, Québec.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. C. S. Johnson, de Val D'Or, Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2077 Sous-secrétaire de la Province.

The "Siscoe Extension Gold Limited"—(No Personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Val D'Or, Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. C. S. Johnson, of Val D'Or, Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2078-o Under Secretary of the Province.

NORTHERN CHIBOUGAMAU MINES LIMITED (LIBRE DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE).

Réglement No 23.

Attendu que la compagnie a convenu de vendre, céder et transférer tous ses claims miniers; et

Attendu qu'il a été pourvu à toutes les dettes et obligations de la Compagnie;

EN CONSÉQUENCE QU'IL SOIT DÉCRÉTÉ:

Qu'immédiatement après la réalisation de la dite vente, la compagnie cesse d'exercer ses opérations excepté pour fins de ventilation de ses affaires:

Que les biens de la compagnie, après telle vente, consistant en argent et en actions de la compagnie Norbeau Mines (Quebec) Limited (Libre de responsabilité personnelle) d'une valeur au pair de $1.00 chacune, entièrement acquittées et non sujettes à appel, soient distribués entre les actionnaires de cette compagnie moyennant une action de la Norbeau Mines (Quebec) Limited (Libre de responsabilité personnelle), pour chaque trois actions de cette compagnie détenues par les dits actionnaires respectivement, sujet aux dispositions que dans le cas où le nombre des actions de la Northern Chibougamau Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle) ne serait pas divisible par trois l'actionnaire aura droit à recevoir sur distribution des biens de la Northern Chibougamau Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle) une action de la Norbeau Mines (Quebec) Limited (Libre de responsabilité personnelle) pour la plus grande quantité d'actions entières de la Northern Chibougamau Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle) divisibles par trois et au comptant au taux

NORTHERN CHIBOUGAMAU MINES LIMITED (NO PERSONAL LIABILITY).

By-Law No. 23.

Whereas the Company has agreed to sell, assign and transfer all its mining claims; and

Whereas all of the debts and obligations of the Company have been provided for;

NOW THEREFORE BE IT ENACTED:

That Forthwith upon the completion of the said sale the Company cease to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

That the assets of the Company, after such sale, consisting of cash and shares of Norbeau Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability) of the par value of $1.00 each, fully paid and non-assessable, be distributed to the shareholders of this Company on the basis of one share of Norbeau Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability) for each three shares of this Company held by the said shareholders respectively, subject to the provision that in the case of holdings of Northern Chibougamau Mines, Limited (No Personal Liability) not divisible by three the shareholder will be entitled to receive on a distribution of the assets of Northern Chibougamau Mines, Limited (No Personal Liability) one share of Norbeau Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability) for the highest number of full shares of Northern Chibougamau Mines, Limited (No Personal Liability) held divisible by three and cash at the rate of 20c per full share of Northern Chibougamau Mines, Limited (No Personal Liability) over and above the said number, and that such distribution be made

de 20c par action entière de la Northern Chibougamau 'Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle) au delà de la dite quantité, et que telle distribution soit faite après le délai légal requis après la publication du sommaire du présent Règlement dans la *Gazette Officielle de Québec;* et que de plus, après que la dite distribution aura été faite, tel que susdit, la Compagnie abandonne sa Charte et que le Président ou un Vice-Président, et le Secrétaire-trésorier, ou un directeur de la compagnie soient et ils sont par les présentes autorisés, pour et au nom de la compagnie, à donner ou faire donner avis de la dite intention de la compagnie d'abandonner sa charte et à s'adresser à l'Honorable Secrétaire de la Province pour lui demander d'accepter l'abandon de la Charte de la Compagnie et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute, et qu'ils soient et ils sont par les présentes autorisés à signer, sceller et exécuter tels autres livres, papiers et documents qui pourraient être nécessaires ou requis à ces fins.

Je, le soussigné, Secrétaire-Trésorier de la Northern Chibougamau Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle), certifie par les présentes que le document susdit est une vraie copie du règlement No 23 de la dite Compagnie, dûment décrété par les directeurs de la dite Compagnie, à une assemblée tenue le 6ème jour d'avril 1938, et dûment ratifié, sanctionné et confirmé à une assemblée Générale Spéciale des actionnaires de la dite compagnie dûment convoquée et tenue en la cité de Montréal, le 22ième jour d'avril 1938, à laquelle assemblée plus des deux-tiers des actionnaires ayant droit d'assister et de voter, étaient présents en personne ou représentés par des procureurs et ont voté en faveur du dit Règlement.

Montréal, le 22 avril 1938.

Le secrétaire-trésorier,
2085 HENRY-C. HOFFMAN.

after the legal delay required after publication of the summary of the present By-Law in the *Quebec Official Gazette*; and further that after such distribution as aforesaid the Company do surrender its charter and the President or a Vice-President, and the Secretary-Treasurer, or a Director of the Company be and they are hereby authorized, for and on behalf of the Company, to give or cause to be given notice of such intention to surrender the Charter of the Company and to make application to the Honourable the Provincial Secretary of the Province of Quebec requesting acceptance of the surrender of the Charter of the Company and a date upon and from which the Company shall be dissolved, and be and they are hereby authorized to sign seal and execute such other books, papers and documents as may be necessary or requisite in the premises.

I, the undersigned, Secretary-Treasurer of Northern Chibougamau Mines, Limited (No Personal Liability), hereby certify that the foregoing is a true copy of By-Law No. 23 of the said Company, duly enacted by the Directors of the said Company at a Meeting thereof held on the 6th day of April, 1938, and duly ratified, sanctioned and confirmed at a Special General Meeting of the shareholders of the said Company duly called and held at the City of Montreal, on the 22nd April 1938, at which Meeting more than two-thirds of the shareholders entitled to attend and vote thereat were present in person or represented by proxy and voted in favour of the said By-Law.

Montreal, April 22nd, 1938.

HENRY C. HOFFMAN,
2086-o Secretary-Treasurer.

Québec, le 27 avril 1938.

Revision de la liste électorale de la cité de Montréal.

Avis est par les présentes donné:

Que conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi électorale de Québec et par l'arrêté ministériel No 228, du 10 février 1938, il a plu au Lieutenant-Gouverneur de nommer Mtres Léopold Choquette et Hector Perrier, tous deux avocats, de Montréal, membres de la Commission de revision de Montréal.

Que conformément aux mêmes dispositions de la Loi électorale de Québec et par l'arrêté ministériel No 410, du 20 avril 1938, il a plu au Lieutenant-Gouverneur de nommer Mtre Cecil-H. Macnaughton, avocat, pratiquant au numéro 60 de la rue Saint-Jacques-ouest, dans la cité de Montréal, pour agir comme troisième membre de la dite commission.

JEAN BRUCHESI,
2115-o Sous-secrétaire de la Province.

Quebec, April 27, 1938.

Revision of the electoral list of the city of Montreal.

Notice is hereby given:

That pursuant to the provisions of article 74 of the Quebec Election Act and by order in council No. 228, of the 10th of February, 1938, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to appoint Mtres. Léopold Choquette and Hector Perrier, both advocates, of Montreal, members of the Board of Revisors of Montreal.

That in conformity with the same provisions of the Quebec Election Act and by order in council No. 410, of the 20th of April, 1938, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to appoint Mtre Cecil H. Macnaughton, advocate, practising at number 60 Saint James street west, in the city of Montreal, to act as the third member of the said Board.

JEAN BRUCHESI,
2116 Under Secretary of the Province.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUEBEC

REGLE DE PRATIQUE No 3

Adoptée par la Commission municipale de Québec en date du 26 avril 1938 et approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil en date du 27 avril 1938.

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

RULE OF PRACTICE No. 3

Adopted by the Quebec Municipal Commission under date the 26th of April, 1938, and approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 27th of April, 1938.

Considérant que le paragraphe "*b*" de l'article 44 de la loi de la Commission municipale de Québec, tel qu'édicté par la loi 2, Geo. VI, chapitre 63, section 2, décrète que le mode à suivre, lorsque des créanciers d'une municipalité en défaut désirent s'opposer à l'approbation d'un plan de réorganisation financière soumis par une telle municipalité, doit être établi par une règle de pratique de la Commission numicipale de Québec;

Considérant qu'il y a lieu d'établir une telle règle de pratique;

Considérant qu'il y a lieu également d'abroger la règle de pratique No 2 se rapportant au même article 44 de la loi de la Commission municipale de Québec;

En conséquence, il est décrété comme suit:

1. Conformément aux dispositions du paragraphe "*b*" de l'article 44 de la loi de la Commission municipale de Québec, (2 Geo. VI, chapitre 63, section 2) tout plan de réorganisation financière soumis par une municipalité en défaut et intéressant ses créanciers en général ou toute catégorie quelconque de ses créanciers, peut être ratifié et confirmé par la Commission municipale de Québec, pour faire loi entre les parties et les lier à moins que des créanciers intéressés dans ledit plan et détenant des créances représentant au moins 33⅓% de la dette totale affectée par ce plan ne soient objectés en la manière prévue ci-après:

2. Les créanciers de la municipalité, intéressés dans le plan de réorganisation financière soumis par telle municipalité, doivent être invités à assister à une assemblée en vue de déclarer s'ils désirent s'opposer au plan de réorganisation financière soumis.

L'assemblée est tenue à l'endroit, à la date et à l'heure que détermine la Commission municipale de Québec.

La date de cette assemblée ne doit pas être plus rapprochée que trente jours et plus éloignée que soixante jours de la date de la publication de l'avis de convocation de l'assemblée dans la *Gazette officielle de Québec;*

Whereas paragraph "*b*" of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, as enacted by the Act 2, Geo. VI, chapter 63, section 2, enacts that the mode of procedure, when creditors of a municipality in default desire to oppose the approval of a plan of financial reorganization submitted by any such municipality, must be established by a Rule of Practice of the Quebec Municipal Commission;

Whereas it is expedient to establish such rule of practice;

Whereas it is also expedient to repeal the rule of practice No. 2 dealing with the same Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act;

Therefore, it is enacted as follows:

1. In conformity with the provisions of paragraph "*b*" of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, (2 Geo. VI. chapter 63, section 2) any plan of financial reorganization submitted by a municipality in default and interesting its creditors as a whole or any category of its creditors, may be ratified and confirmed by the Quebec Municipal Commission, to be legally binding on the parties unless the creditors interested in the said plan and holding claims representing at least 33 and ⅓% of the total debt affected by such plan object in the manner hereinafter provided.

2. Creditors of the municipality, interested in the plan of financial reorganization submitted by such municipality, shall be invited to assist at a meeting so that they may declare whether they desire to oppose the plan of financial reorganization submitted.

The meeting will be held at such place, on such date and at such hour as will be determined by the Quebec Municipal Commission.

The date of the said meeting shall not be closer that thirty days nor later than sixty days from the date of the publication of the notice of convocation of the meeting in the *Quebec Official Gazette.*

AVIS PREALABLES

3. La Commission municipale de Québec doit publier une fois dans la *Gazette officielle de Québec* un avis de convocation de l'assemblée, lequel avis doit être conforme à la formule No 1 de la présente règle de pratique. La Commission municipale de Québec doit également transmettre, dans les huit jours de la date de la publication de l'avis de convocation dans la *Galzette officielle de Québec* une copie dudit avis, avec en plus, une copie du plan de réorganisation financière à être soumis, à tous les créanciers intéressés dans ledit plan et dont les noms apparaissent dans les livres de la municipalité. Cet avis et la copie du plan doivent être transmis par courrier recommandé.

4. Cet avis doit mentionner le nom de la municipalité intéressée, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et il est donné au nom de la municipalité. Il doit de plus informer les intéressés que la Commission municipale de Québec leur adressera, sur demande, une copie du plan de réorganisation financière que la municipalité soumettra à ses créanciers lors de l'assemblée. Cette copie doit être transmise par courrier recommandé.

5. Dans les cas des cités ou des villes un avis semblable à celui publié dans la *Gazette officielle de Québec* doit être publié une fois dans un journal

PRELIMINARY NOTICE

3. The Quebec Municipal Commission shall publish once, in the *Quebec Official Gazette,* a notice of convocation of the meeting, such notice to be according to form No. 1 of the present Rule of Practice. The Quebec Municipal Commission must also transmit, within eight days from the date of the publication of the notice of convocation in the *Quebec Official Gazette,* a copy of the said notice, with moreover, a copy of the plan of financial reorganization to be submitted to all creditors interested in the said plan and, whose names appear in the books of the municipality. Such notice and the copy of the plan must be transmitted by registered mail.

4. The said notice shall mention the name of the municipality interested, the place, date and hour of the meeting, and it is given in the name of the municipality. It shall also advise the interested parties that the Quebec Commission will mail them, on request, a copy of the plan of financial reorganization which the municipality shall submit to its creditors at the meeting. This copy shall be sent by registered mail.

5. In the case of Cities and Towns a notice similar to that published in the *Quebec Official Gazette* shall be published once in a French

français et une fois dans un journal anglais des cités de Québec et de Montréal ainsi qu'une fois dans un journal français, une fois dans un journal anglais publiés dans la municipalité, et à défaut, dans le district, ou le district le plus rapproché si un tel journal n'est pas publié dans le district.

6. De plus, dans le cas des cités et des villes, une copie du même avis et du plan de réorganisation est aussi transmise aux Bourses de Montréal et de Toronto, à l'Association des Banquiers canadiens et à l'Associations des Courtiers en placements(Investment Dealers Ass'n). Si la population d'une cité est de 50,000 âmes ou plus, une copie de l'avis et du plan doit être adressée également aux Bourses de New York et de Londres.

7. Toutefois, lorsque le nom de chacun des créanciers de la municipalité intéressée dans le plan de réorganisation financière soumis apparait dans les livres de la municipalité, les publications ci-dessus mentionnées ne sont pas requises, sauf celles dans la *Gazette officielle de Québec*.

8. La Commission municipale de Québec doit transmettre, par courrier recommandé, à toute personne qui en fait la demande, un exemplaire de la formule No 2, décrite ci-après.

9. Toutefois, la Commission municipale de Québec, peut décréter que les avis additionnels qu'elle juge à propos soient donnés.

newspaper and once in an English newspaper of both the City of Quebec and the City of Montreal as well as once in a French newspaper and once in an English newspaper published in the municipality, and if no paper is published in such municipality, in the district, or the nearest district if such a newspaper is not published in the district.

6. Moreover, in the case of the Cities and Towns, a copy of the same notice and of the plan of reorganization is also transmitted to the Montreal Stock Exchange and the Toronto Stock Exchange, to the Canadian Bankers' Association and the Investment Dealers Ass'n. If the population of a city is 50,000 or more, a copy of the notice and of the plan must be also forwarded to the New York Stock Exchange and to the London Stock Exchange.

7. However, when the name of each of the creditors of the municipality interested in the plan of financial reorganization submitted appears in the books of the municipality, the aforesaid publications are not required, save those in the *Quebec Official Gazette*.

8. The Quebec Municipal Commission must forward, by registered mail, to anyone requesting the same, a copy of Form No. 2, hereinafter described.

9. However, the Quebec Municipal Commission, may enact that such additional notices as it may deem expedient be given.

ASSEMBLEE

10. La personne que la Commission municipale de Québec a désignée agit comme secrétaire de l'Assemblée. Le sécrétaire doit procéder à l'enregistrement des personnes autorisées à voter lors de telle assemblée.

Le secrétaire inscrit dans un registre le nom de chaque personne qui se présente pour voter ainsi que le montant et la description de sa créance.

11. Pour avoir droit de faire inscrire son nom dans le registre et de voter, la personne qui se présente comme créancière de la corporation doit produire au secrétaire:

(*a*) Le titre de sa créance; ou

(*b*) un certificat d'une banque, d'une compagnie de fiducie ou d'un notaire, attestant que la créance, pour le montant y indiqué, lui a été remise par la personne présentant tel certificat et attestant également que ladite créance est en sa possession et qu'elle y demeurera jusqu'au lendemain de la date de telle assemblée; ou

(*c*) un certificat de dépôt, tel que décrit au paragraphe *b*, avec en plus une procuration signée par le propriétaire de la créance en faveur de la personne présentant telle procuration.

Le certificat de dépôt et la procuration mentionnée aux paragraphes *b* et *c* ci-dessus doivent être conformes à la formule 2 de la présente règle de pratique; cependant toute autre formule équivalente peut être également employée.

12. L'assemblée est présidée par la personne choisie par la majorité, en valeur, des créanciers présents ou représentés à ladite assemblée et dûment enregistrés par le secrétaire.

13. Après la nomination du président, le secrétaire doit produire, et s'il en est requis par une personne présente, il doit donner lecture à l'assemblée de toutes les pièces et documents attestant que ladite assemblée a été régulièrement convoquée.

14. Le président de l'assemblée doit lire ou faire lire par le secrétaire le plan de réorganisation financière soumis et informer les personnes pré-

MEETING

10. The person appointed by the Quebec Municipal Commission shall act as secretary of the meeting. The secretary must proceed with the registration of those authorized to vote at such meeting.

The secretary enters in a register the name of each person presenting himself to vote as well as the amount and the description of his claim.

11. In order to have his name entered in the register and to vote, the person who presents himself as a creditor of the corporation must show the secretary:

(*a*) The title of his claim; or

(*b*) a certificate from a bank, a trust company or a notary, evidencing that the claim, for the amount indicated, was remitted to him or them by the person presenting such certificate and also evidencing that the said claim is in his or their possession and that it will remain there until the day following the date of such meeting; or

(*c*) a certificate of deposit, as described in paragraph *b*, with moreover a power of attorney signed by the owner of the claim in favour of the person presenting such power of attorney.

The certificate of deposit and the power of attorney mentioned in paragraphs *b* and *c* hereinabove must be according to Form 2 of the present Rule of Practice; however any other equivalent form may also be used.

12. The Meeting is presided by the person chosen by the majority, in value, of the creditors present or represented at the said meeting and duly recorded by the secretary.

13. After the nomination of the president, the secretary must produce, and if requested by anyone present, he must read to the meeting all acts and documents attesting that the said meeting has been regularly convened.

14. The president of the meeting shall read or have the secretary read the plan of financial reorganization submitted and inform those

sentes à l'assemblée du montant total de la dette affectée par tel plan, tel qu'établi par un certificat dûment attesté par le secrétaire de la Commission municipale de Québec, et qui doit être produit à l'assemblée.

15. Le président informe les personnes dûment enregistrées qui si elles désirent s'opposer au projet, seuls ces votes doivent être entrés au registre tenu par le secrétaire de l'assemblée.

16. Le résultat du vote doit être constaté par un certificat signé par le secrétaire, lequel doit en donner lecture à l'assemblée.

17. L'assemblée peut être ajournée à une autre heure mais le même jour seulement. Seules les personnes dûment enregistrées dans le registre tenu à cet effet par le secrétaire avant l'ajournement ont le droit de voter lors de la reprise de l'assemblée.

18. Le secrétaire doit transmettre à la Commission municipale de Québec un procès-verbal de l'assemblée, le certificat du résultat du vote, le registre et autres documents ayant servi aux fins de l'assemblée.

present at the meeting of the total amount of the debt affected by such plan, as established by a certificate duly sworn by the secretary of the Quebec Municipal Commission, and which shall be produced at the meeting.

15. The president informs those duly registered that should they wish to oppose the project, they mu t give their vote against such project; only such votes must be entered in the register kept by the secretary of the meeting.

16. The result of the voting must be verified by a certificate signed by he secretary, who shall read it at the meeting.

17. The meeting may be adjourned to another hour but on the same day only. Only those duly registered in the register kept for such purpose by the secretary before adjournment are entitled to vote when the meeting re-opens.

18. The secretary shall transmit to the Quebec Municipal Commission the minutes of the meeting, a certificate of the votes cast, the register and other documents used during the meeting.

AVIS SUBSEQUENTS

19. Le plan de réorganisation financière soumis à l'assemblée est considéré comme ayant reçu l'approbation des créanciers intéressés à moins que des créanciers intéressés dans ledit plan et détenant des créances représentant au moins 33⅓% de la dette totale affectée par ce plan n'aient dûment voté à l'encontre dudit plan en la manière prévue ci-dessus.

20. Lorsque le plan de réorganisation financière a été ratifié et confirmé par la Commission municipale de Québec, celle-ci doit donner, au nom de la municipalité intéressée un avis à cet effet en y indiquant la procédure à être suivie par les parties intéressées pour donner suite au plan qui a été adopté.

21. Cet avis doit être publié de la même façon et transmis aux mêmes personnes, par courrier recommandé, que les avis donnés pour convoquer l'assemblée.

22. Lorsque le plan de réorganisation financière soumis est devenu inopérant par suite d'un vote négatif du montant requis, ou par suite du fait que tel plan n'a pas été ratifié et confirmé par la Commission municipale de Québec, celle-ci doit, dans les quinze jours de la date de l'assemblée, ou dans les quinze jours de la date de la résolution qu'elle a adoptée à l'effet de refuser sa ratification et sa confirmation à tel plan, selon le cas, donner un avis à cet effet. Cet avis doit être publié de la même manière et transmis aux mêmes personnes, par courrier recommandé, que les avis donnés pour convoquer l'assemblée.

SUBSEQUENT NOTICE

19. The plan of financial reorganization submitted to the meeting is considered as having received the approval of the creditors interested unless the creditors interested in the said plan and holding claims representing at least 33 and ⅓% of the total debt affected by such plan have not duly voted against the said plan in the manner provided above.

20. When the plan of financial reorganization has been ratified and confirmed by the Quebec Municipal Commission, the said Commission shall give, in the name of the municipality interested, a notice to that effect indicating therein the procedure to be followed by the parties interested to carry out the plan adopted.

21. The said notice shall be published in the same manner and transmitted to the same persons, by registered mail, as the notices given for the convocation of the meeting.

22. When the plan of financial reorganization submitted has become inoperative as the result of a negative vote of the amount required, or due to the fact that such plan has not been ratified and confirmed by the Quebec Municipal Commission, the said Commission shall, within fifteen days from the date of the meeting, or within fifteen days from the date of the resolution adopted by it to the effect of refusing its ratification and its confirmation to such plan, as the case may be, shall give a notice to such effect. This notice shall be published in the same manner and transmitted to the same persons, by registered mail, as the notices given to convene the meeting.

DEFINITION

23. Le mot "municipalité" employé dans la présente règle de pratique désigne toute municipalité en défaut au sens de la loi de la Commission municipale de Québec.

24. Dans le cas des corporations scolaires ou des corporations de syndics de paroisse ou de mission, les formalités indiquées par la présente règle de pratique pour les cités et les villes devront être suivies, si telles corporations scolaires ou de syndics de paroisse ou de mission sont situées en tout ou en partie dans une cité ou dans une ville.

DEFINITION

23. The word "municipality" used in the present rule of practice designates any municipality in default within the meaning of the Quebec Municipal Commission Act.

24. In the case of School Corporations or Corporations of trustees of parishes or missions, the formalities indicated in the present rule of practice for the Cities and Towns must be followed, if such school corporations or trustees of a parish or mission are situated in whole or in part in a city or in a town. If the territory of the

Si le territoire des dites corporations scolaires, ou de syndics de paroisse ou de mission n'est pas ainsi situé en tout ou en partie dans une cité ou dans une ville, les formalités indiquées pour les autres municipalités seront suivies.

said school corporations, or trustees of parishes or missions are not thus situated in whole or in part in a city or in a town, the formalities indicated for the other municipalities are followed.

ABROGATION DE LA REGLE No 2

25. La règle de pratique No 2, adoptée par la Commission municipale en date du 9 juin 1936, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 10 juin 1936 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 13 juin 1936 est abrogée.

REPEAL OF RULE No. 2

25. The rule of practice No. 2, adopted by the Municipal Commission under date the 9th of June, 1936, approved by the Lieutenant-Governor in Council under date the 10th of June, 1936, and published in the *Quebec Official Gazette* of the 13th of June, 1936, is repealed.

ENTREE EN VIGUEUR

26. Les présentes dispositions seront connues comme étant la règle de pratique No 3.

27. Ladite règle de pratique No 3 entrera en vigueur après son approbation par le Lieutenant-gouverneur en conseil et à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

COMING INTO FORCE

26. The present provisions will be known as Rule of Practice No. 3.

27. The said Rule of Practice No. 3 shall come into force after its approval by the Lieutenant-Governor in Council and on and from its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Formule 1

PROVINCE DE QUEBEC
(*Nom officiel de la corporation*)

(Désigner la catégorie des créanciers auxquels l'avis s'adresse).

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation de ..... soumettra, conformément aux
(*Nom officiel*)

dispositions du paragraph *B* de l'article 44 de la loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers (désigner la catégorie de créanciers intéressés), un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu (indiquer l'endroit, la date et l'heure).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat de dépôt mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au Secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Daté à ..... le .....

(Signé) .....
(*Nom de la corporation*)

Par: .....
Secrétaire-trésorier ou greffier.

Form 1.

PROVINCE OF QUEBEC
(*Official name of the corporation*)

(Describe the category of creditors to whom this notice is addressed)

Notice is hereby given, that under Rule of Practice Number 3 of the Quebec Municipal Commission, that the corporation of ..... shall submit, in conformity with
(*Official Name*)

the provisions of paragraph B of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its creditors (describe the category of creditors interested), a plan of financial reorganization, at a meeting to be held (state the place, date and hour of meeting).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at ..... this .....

(Signed) .....
(*Name of the corporation*)

Per: .....
Secretary-Treasurer or Clerk.

Formule 2

A La Corporation de.....

Comté de.....

ASSEMBLEE DES CREANCIERS

—

CERTIFICAT DE DEPOT

NOUS CERTIFIONS par les présentes que

.....

de.....

a, ce jour, déposé chez les soussignés des titres de créances de la corporation.....

.....

comté de....., au montant de.....

(.....) et que lesdits titres de créances seront détenus par les soussignés jusqu'au lendemain de l'assemblée des créanciers du.....

Titre des créances — Dénominations

.....

.....

Date.....19.....

Nom de la Banque ou Cie de fiducie ou notaire.

.....

Adresse de la Banque ou Cie de fiducie ou notaire.

.....

Signature de l'officier autorisé.

Form 2.

A The Corporation.....

County of.....

CREDITORS' MEETING

—

CERTIFICATE OF DEPOSIT

WE HEREBY CERTIFY that.....

.....

of.....

has, today, deposited with the undersigned the titles of claims of the corporation.....

.....

county of....., for the sum of.....

($.....) and that the said titles of claims will be held by the undersigned up to and including the day following the meeting of the creditors of the.....

Title of claims

.....

.....

Dated.....19.....

Name of the Bank or Trust Co. or Notary.

.....

Address of the Bank or Trust Co., or Notary.

.....

Signature of the authorized Officer.

B La Corporation.....

Comté de.....

ASSEMBLEE DES CREANCIERS

—

PROCURATION

Le soussigné, étant créancier pour un montant de

.....

($.....) tel que décrit au certificat de dépôt ci-dessus, nomme et constitue.....

.....,

mon procureur et l'autorise à assister à l'assemblée des créanciers qui sera tenue à.....

.....

le.....

Ledit procureur est autorisé à voter et agir en mon nom et pour moi dans toutes les matières qui surviendront à l'assemblée et à tout ajournement de celle-ci, tout comme je ferais moi-même si j'étais personnellement présent. Ledit procureur est également autorisé à se faire remplacer et je m'engage à ratifier tous les actes faits par lui.

.....19....

Témoin.....

Adresse du témoin.....

.....

.....

Signature du détenteur d'obligations.

B The Corporation.....

County of.....

CREDITORS' MEETING

—

POWER OF ATTORNEY

The undersigned, being a creditor for an amount

of.....

($.....) as described in the certificate of deposit hereinabove, appoints and constitutes.....

.....,

my proxy and authorizes him to assist at the Creditors' meeting to be held at.....

.....

on the.....

The said proxy is authorized to vote and to act in my name and for me in all matters considered at the meeting or at any adjournment thereof, as I would myself were I personally present. The said proxy is also authorized to have himself replaced by another and I bind myself to ratify all acts made by him.

.....19....

Witness.....

Address of witness.....

.....

.....

Signature of holder of Bonds.

C La Corporation.....

Comté de.....

ASSEMBLEE DES CREANCIERS

REÇU DE DEPOT DE TITRE DE CREANCES

REÇU pour dépôt de.....

des titres de créance de la corporation.....

comté de.....

au montant total de.....

($.....), pour lesquels le détenteur a reçu un certificat lui permettant d'assister et voter à l'assemblée des créanciers qui sera tenue à

.....

le....., suivant avis. Les titres déposés ne pourront être retournés au porteur de ce reçu avant le jour suivant la date de l'assemblée.

Daté à ..... ce ..... 19....

.....

Nom de la Banque ou Cie de fiducie ou notaire.

.....

Signature de l'officier.

CERTIFIE VRAIE COPIE,

EMILE MORIN,

2117—o Secrétaire.

C The Corporation.....

County of.....

CREDITORS' MEETING

RECEIPTS OF DEPOSIT OF TITLE OF CLAIMS

RECEIPT for the deposit of.....

titles of claims of the corporation.....

County of.....,

to the total amount of.....

($.....), for which the holder has received a certificate permitting him to assist and to vote at the Creditors' Meeting to be held at.....

.....

the.....

according to notice. The securities deposited cannot be returned to the holder of this receipt before the day following the date of the Meeting.

Dated at ..... this ..... 19....

.....

Name of Bank, Trust Co., or Notary.

.....

Signature of Officer.

CERTIFIED TRUE COPY,

EMILE MORIN,

2118 Secretary.

Chartes:—Abandon de

COMFORT HOSIERY LIMITED
(LA COMPAGNIE DE BAS COMFORT LIMITÉE)

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Comfort Hosiery Limited (La Compagnie de Bas Comfort Limitée)", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa Charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté du 23 avril 1938.

Le secrétaire,

2093 P. LAPLANTE.

Charters:—Surrender of

COMFORT HOSIERY LIMITED
(LA COMPAGNIE DE BAS COMFORT LIMITÉE)

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Comfort Hosiery Limited (La Compagnie de Bas Comfort Limitée)", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance for the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated the 23rd day of April, 1938.

P. LAPLANTE,

2094—o Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 511-38

Québec, le 20 avril, 1938.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Eusèbe-de-Cabano, dans le comté de Témiscouata, en celui de "La municipalité scolaire de St-Eusèbe".

2007-16-2-o

No 225-29

Québec, le 15 avril, 1938.

Demande est faite par la majorité des contribuables protestants de la municipalité scolaire de St-Malachie d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, d'annexer à la municipalité scolaire du village d'Ormstown, dans le même

Department of Public Instruction

No. 511-38

Quebec, April 20th, 1938.

Application is made to change the name of the School Municipality of St-Eusèbe-de-Cabano, in the County of Témiscouata, to that of "The School Municipality of St-Eusèbe".

2008-16-2

No. 225-29

Quebec, April 15th, 1938.

Application is made by a majority of the Protestant ratepayers of the School Municipality of St. Malachie d'Ormstown, in the County of Châteauguay, to annex to the School Municipality of Ormstown Village, in the same County,

comté, toutes les propriétés appartenant à des protestants et qui sont, ou qui seront dans l'avenir, situées dans les limites de la municipalité scolaire actuelle de St-Malachie d'Ormstown.

2009-16-2

No 523-38

Québec, le 22 avril, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de Beaucanton", dans le comté d'Abitibi, le territoire suivant, savoir:

Canton Clermont:

Rangs:	*Lots:*
10	1 à 33 inclusivement;

Canton Rousseau:

Rangs:	*Lots:*
1	1 à 33 inclusivement;
2, 3	1 à 40 inclusivement;
4, 5	1 à 42 inclusivement;
6, 7	6 à 19 inclusivement.

Canton Perron:

Rangs:	*Lots:*
2, 3, 4, 5	50 aux limites du canton.

2123-17-2-o

No 1423-37

Québec, le 22 avril, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Laferté," dans le comté d'Abitibi, le territoire suivant, savoir:

Canton Poularies:

Rangs:	*Lots:*
1, 2	50 aux limited du canton.
3, 4, 5	57 aux limites du canton.

Canton Privat:

Rangs:	*Lots:*
1	1 à 45 inclusivement;
2	1 à 45 inclusivement;
3	1 à 36 inclusivement;
4	1 à 34 inclusivement;
5	1 à 29 inclusivement.

Canton Destor:

Rangs:	*Lots:*
9, 10	50 aux limites du canton.

Canton Aiguebelle:

Rangs:	*Lots:*
9, 10	1 à 45 inclusivement.

2125-17-2-o

all the Protestant property which is, or shall be, within the boundaries of the present School Municipality of St. Malachie d'Ormstown.

2010-16-2-o

No. 523-38

Quebec, April 22nd, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Beaucanton", in the County of Abitibi, the following territory, to wit:

Township of Clermont:

Ranges:	*Lots:*
10	1 to 33 inclusively.

Township of Rousseau:

Ranges:	*Lots:*
1	1 to 33 inclusively;
2, 3	1 to 40 inclusively;
4, 5	1 to 42 inclusively;
6, 7	6 to 19 inclusively.

Township of Perron:

Ranges:	*Lots:*
2, 3, 4, 5	50 to the limits of the township.

2124-17-2

No. 1423-37

Quebec, April 22nd, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Laferté", in the county of Abitibi, the following territory, to wit:

Township of Poularies:

Ranges:	*Lots:*
1, 2	50 to the limits of the township;
3, 4, 5	57 to the limits of the township.

Township of Privat:

Ranges:	*Lots:*
1	1 to 45 inclusively;
2	1 to 45 inclusively;
3	1 to 36 inclusively;
4	1 to 34 inclusively;
5	1 to 29 inclusively.

Township of Destor:

Ranges:	*Lots:*
9, 10	50 to the limits of the township.

Township of Aiguebelle:

Ranges:	*Lots:*
9, 10	1 to 45 inclusively.

2126-17-2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Kamouraska, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de la Beurrerie de St-Philippe de Néri" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Philippe, comté de Kamouraska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication uu beurre ou du

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Kamouraska, under the name of "Société Coopérative Agricole de la Beurrerie de St-Philippe de Néri", and that its principal place of business is in the municipality of St-Philippe, county of Kamouraska.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and pur-

fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 25ème jour d'avril 1938.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

2119-o ALBERT RIOUX.

chase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec this 25th day of April, 1938.

ALBERT RIOUX,

2120 Deputy Minister of Agriculture.

Nominations

No 206-El.

Québec, le 25 avril, 1938.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 avril courant (1938) de nommer monsieur Richard Dussault commisasire d'écoles pour la municipalité scolaire de Bellerive, dans le comté de Labelle. 2121-o

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 20 avril 1938.

M. Joseph Landry, peintre, de Saint-Eustache: juge de paix dans le district judiciaire de Terrebonne.

M. Joseph-Alfred Fontaine, marchand, de Charny: juge de paix dans le district judiciaire de Québec. 2141-o

Appointments

No. 206-El

Quebec, April 25th, 1938.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 20th of April instant (1938) to appoint Mr. Richard Dussault, School Commissioner for the School Municipality of Bellerive, in the County of Labelle. 2122

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, April 20th., 1938.

Mr. Joseph Landry, painter, of Saint Eustache: justice of the peace in the judicial district of Terrebonne.

Mr. Joseph-Alfred Fontaine, merchant, of Charny: justice of the peace in the judicial district of Quebec. 2142

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 87, Cour supérieure, Montréal, divisoin de Faillite No 1.

Dans l'affaire de Eugène Lamontagne, Laprairie, dans la Province de Québec, cédant autorisé:

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un lot de terre ayant front sur la rue Notre-Dame-ouest en la cité de Montréal, formant partie du lot numéro onze cent soixante-dix (1170) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Ste-Anne, d'une largeur d'environ cinquante-huit pieds et sept pouces en front et cinquante sept pieds et six pouces en arrière par une profondeur de quatre-vingt-sept pieds et trois pouces dans la ligne sud-ouest, borné en front par la rue Notre-Dame; en arrière, par le résidu du dit lot No 1170; du côté nord-est, par le lot numéro 1171; et du côté sud-ouest, par le lot numéro 1169 avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 1726 à 1732 de la dite rue Notre-Dame-ouest.

Le tout sans exception ni réserve de la part du vendeur.

Ainsi que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, Division de Faillite, rendu le vingt-sept avril 1938, suivant les dispositions de la loi des faillites, articles 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour du mois de

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal No. 85, Superior Court, Montreal, Bankruptcy Division No. 1.

In the matter of Eugène Lamontagne, Laprairie, in the Province of Quebec, Authorized Assignor:—

Notice is hereby given that the immoveable designated as follows:

A lot of land fronting on Notre-Dame Street West, in the City of Montreal, forming part of lot number eleven hundred and seventy (1170) on the official plan and book of reference for St. Ann's Ward, measuring in width about fifty-eight feet and seven inches, in front, and fifty-seven feet and six inches in rear by a depth of eighty-seven feet and three inches in the south-west line, bounded in front by Notre-Dame Street; in rear by the residue of said lot No. 1170; on the northeast side by lot number 1171; and on the southwest side by lot number 1169—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1726 to 1732 of said Notre Dame Street West.

The whole without any exception or reserve on the part of the vendor.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.

Shall be sold by auction, in virtue of a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, rendered on the 27th of April 1938, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, articles 45 and following, so as to give to the said sale the effect of a Sheriff's Sale, at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Mon-

MAI 1938 à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Conditions de paiement: Argent comptant sur adjudication.

Pour informations et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Montréal le 27 avril 1938.

Le syndic,
J.-ALPHONSE VIAU.

Bureau: J.-A. Viau, syndic,
445, St-François-Xavier, Chambre 46,
Montréal 2137—17-2-o

SOUS LA LOI DES FAILLITES

VENTE A L'ENCAN

Canada, Province de Québec, District de Québec, Dans l'affaire de La Succession J. Thomas LeVallée, Hotel "New Neptune Inn", 115, côte de la Montagne, Québec, faillie.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le 31 MAI 1938, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée, sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, (nouvelle adresse) 111, côte de la Montagne, Québec, l'immeuble ci-après décrit:

Item A. Une propriété située au numéro civique 115, côte de la Montagne, Québec, étant un hôtel de 50 chambres, connu autrefois sous le nom de "Neptune Inn" et maintenant "Hotel National" construit sur le lot de terre ou emplacement situé en la basse ville de Québec, rue Sault-au-Matelot, de forme irrégulière, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Pierre, sous le numéro deux mille deux cent quatre (2204); borné en front vers l'est par la rue Sault-au-Matelot, en arrière vers l'ouest par la cime du Cap, d'un côté vers le nord par les représentant de feu Yves Tessier et de l'autre côté, partie par les représentants de feu Dame Geo. O'Kill Stewart et partie par les représentants de feu Patrick Shea; et sur un autre emplacement situé en la basse ville de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier St-Pierre, cité de Québec, sous le numéro deux mille deux cent cinq (2205), borné au nord par le lot 2204, au sud par la côté de la Montagne, à l'est par la rue Sault-au-Matelot, et à l'ouest par une ruelle ou continuation de la rue Notre-Dame.

Cette propriété est vendue moitié comme syndics à la faillite de la succession J. T. LeVallée et l'autre moitié comme procureurs de Dame Vve J.-T. LeVallée.

Cette propriété sera offerte en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

La vente de cette propriété est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, le 28 avril 1938.

Les syndics,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
et après le 15 avril prochain:
déménagés à 111, côte de la Montagne, Québec.
2139-17-2-o

treal, on the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Conditions of payment: Cash upon adjudication.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, April 27th, 1938.

J. ALPHONSE VIAU,
Trustee.

Office: J. A. Viau, Trustee,
445, St. François-Xavier, Room 46,
Montreal. 2138—17-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the matter of The Estate J. Thomas LeVallée, Hotel "New Neptune Inn", 115, Mountain Hill, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTY FIRST of MAY 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time), there will be sold by public auction, at the offices of the undersigned trustees, (new address) 111 Mountain Hill, Quebec, the immovable hereinafter described:

Item A.—A property situate at civic number 115, Mountain Hill, Quebec, being a hotel of 50 rooms, heretofore known under the name of "Neptune Inn" and now known as "Hotel National" erected on the lot of land or emplacement situate in the lower town of Quebec, Sault-au-Matelot street, of irregular figure, known on the official plan and book of reference for St. Peter's ward, under number two thousand two hundred and four (2204); bounded in front on the east by Sault-au-Matelot street, in rear on the west by the summit of the Cape, on one side to the north by the representatives of the late Yves Tessier and on the other side, partly by the representatives of the late Dame Geo. O'Kill Stewart and partly by the representatives of the late Patrick Shea; and on another emplacement situate in the lower town of Quebec, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for St. Peter's ward, city of Quebec, under number two thousand two hundred and five (2205), bounded on the north by lot 2204, on the south by Mountain Hill, on the east by Sault-au-Matelot street, and on the west by a lane or the continuation of Notre Dame street.

This property is sold for a half, as trustees of the insolvent estate of J. T. LeVallée and the other half as attorneys of Dame widow J. T. LeVallée.

The said property will be offered for sale to the highest and last bidder.

The sale of this property will be made in conformity with articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, the said sale shall have the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, April 28, 1938.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
and after April 15, next:
moved to 111, Mountain Hill, Quebec.
2140-17-2-o

VENTES PAR LES SHÉRIFS

CHICOUTIMI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

District de Chicoutimi, No 6640. ACHILLE TREMBLAY, de Saint-Fulgence, marchand, demandeur; vs ALBERT GOBEIL, du même endroit, défendeur.

Contre le défendeur:

(*a*) Un certain lopin de terre ou emplacement ayant cent dix pieds de largeur, au chemin public, quatre-vingt-dix pieds de largeur au bout de la profondeur ci-après déterminée sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public actuel et la cime du cap, faisant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Harvey sous le numéro un-D (1-D) du premier rang de ce canton et compris dans les bornes suivantes: au nord-est par le chemin public, au nord-ouest par Adélard Dallaire, au sud-ouest par la cime du cap et au sud-est par Joseph Bolduc—avec toutes bâtisses et dépendances.

(*b*) Tous les droits le propriété, de possession, d'occupation ou autres dans et sur le lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Harvey sous le numéro onze du troisième rang du dit canton avec toutes dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence, MERCREDI, le ONZIEME jour du mois de MAI, 1938, à DIX heures de l'avant-midi, (heure normale).

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 6 avril 1938. 1787—14-2-o
[Première publication, 9 avril, 1938]

SHERIFFS' SALES

CHICOUTIMI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Superior Court.

District of Chicoutimi, No. 6640. ACHILLE TREMBLAY, of Saint Fulgence, merchant, plaintiff; vs ALBERT GOBEIL, of the same place, defendant.

Against the defendant:

(*a*) A certain parcel of land or emplacement being one hundred and ten feet in width, at the public road, ninety feet in width at the end of the depth hereinafter determined, by whatever depth there may be between the present public road and the top of the cape, forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the township of Harvey under number one-D (1-D) of the first range of this township and comprised within the following boundaries: on the Northeast by the public road, on the Northwest by Adélard Dallaire, on the Southwest by the top of the cape and on the Southeast by Joseph Bolduc—with all buildings and dependencies.

(*b*) All rights of ownership, possession, occupation or other rights in and on the lot known and designated on the official cadastre of the township of Harvey under number eleven of the third range of the said township with all dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Fulgence, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of the month of MAY, 1938, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, April 6th, 1938. 1788—14-2
[First publication, April 9th., 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, No 7435 LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corps politique et incorporé par une loi du parlement du Canada, et dont le bureau principal pour la province de Québec, est dans la cité de Québec, demanderesse; vs THOMAS BRASSARD, de St-Jean l'Evangéliste, comté de Chicoutimi, défendeur.

Une terre connue et désignée sous le numéro trente (30) dans le deuxième rang, du cadastre officiel du canton Bégin. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Jean l'Evangéliste, canton Bégin, VENDREDI, le TROISIEME jour du mois de JUIN 1938, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,
RENE DELISLE.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, Que., le 26 avril 1938. 2097-17-2-o
[Première publication, 30 avril 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court

District of Chicoutimi, No. 7435 THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a body politic and corporate duly incorporated under an act of the Parliament of Canada, and whereof the head office for the Province of Quebec, is in the city of Quebec, plaintiff; vs THOMAS BRASSARD, of St-Jean l'Evangéliste, county of Chicoutimi, defendant.

A farm known and designated under number thirty (30) in the second range, of the official cadastre of the township of Bégin. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Jean l'Evangéliste, township of Bégin, on FRIDAY, the THIRD day of the month of JUNE 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

RENE DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, Que., April 26, 1938. 2098-17-2
[First publication, April 30th 1938].

FIERI FACIAS

Cour de Magistrat.—District de Joliette

Province de Québec, No 9188 } J. NED. PERREAULT, du village de St-Gabriel de Brandon, dans le district de Joliette, demandeur; contre ADELARD PICARD, de la paroisse de St-Charles de Mandeville, dit district, défendeur.

Une terre sise et située dans la paroisse de St-Charles de Mandeville, composée:

a) D'une partie du lot numéro dix-neuf-A (P. No. 19-A) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Didace, pour le rang A est de Peterborough, de la contenance de deux arpents et demi en largeur, sur environ quatorze arpents de profondeur, bornée en front par la rivière Mastigas, en profondeur par la grande ligne de division du district de Trois-Rivières, au côté sud-est par le reste dudit lot appartenant à Joseph St-Pierre et à l'autre côté au nord-ouest par le No. 19-B appartenant à Joseph St-Jean, fils d'Athanase, avec une maison et autres constructions dessus érigées;

b) Des lots numéros dix-neuf-B et dix-neuf-C (Nos 19-B et 19-C) sur le plan et dans le livre officiels du cadastre de St-Gabriel de Brandon, pour le rang A ouest de Peterborough, de la contenance pour le No 19-B de cinq chaînes et quatre-vingt-une mailles de largeur sur soixante-quatre chaînes et quatorze mailles de profondeur et pour le No 19-C de huit chaînes et soixante-douze mailles de largeur sur la même profondeur, bornés en front par la ligne de division du district de Trois-Rivières, en profondeur par les terres du troisième rang sud-ouest de Peterborough, au côté sud-est par le No 19-A appartenant à Joseph St-Pierre et à l'autre côté au nord-ouest par le No 20-A appartenant à Joseph St-Jean, fils d'Athanase, sans bâtisse;

c) D'une partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Gabriel de Brandon, sous le No 19-A, rang A ouest de Peterborough, bornée d'un côté par le No 19-B, de l'autre côté par le reste dudit lot No 19-A appartenant à Joseph St-Pierre, en profondeur par le No 11, troisième rang sud-ouest de Peterborough, en front par le rang A est de Peterborough.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Charles de Mandeville, le TREIZIEME jour de MAI 1938, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. SYLVESTRE.
Joliette, le 5 avril 1938. 1789-14-2-o
[Première publication, 9 avril 1938].

FIERI FACIAS

Magistrate's Court.—District of Joliette

Province of Quebec, No. 9188 } J. NED. PERREAULT, of the village of St. Gabriel de Brandon, in the district of Joliette, plaintiff; against ADELARD PICARD, of the parish of St-Charles de Mandeville, said district, defendant.

A farm lying and situate in the parish of St. Charles de Mandeville, composed of:

a) A part of lot number nineteen-A (Pt. No. 19-A) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Didace, for range A east of Peterborough, measuring two arpents and one half in width by about fourteen arpents in depth, bounded in front by the Mastigas river, in depth by the main divisional line of the district of Trois-Rivières, on the southeast side by the residue of said lot belonging to Joseph St-Pierre and on the other side on the northwest by No. 19-B belonging to Joseph St-Jean, son of Athanase—with a house and other buildings thereon erected.

b) Lots numbers nineteen-B and nineteen-C (Nos. 19-B and 19-C) on the official cadastral plan and book of reference of St. Gabriel de Brandon, for range A west of Peterborough, No. 19-B measuring five chains and eighty one links in width by sixty four chains and fourteen links in depth and No. 19-C eight chains and seventy two links in width by the same depth, bounded in front by the divisional line of the district of Trois-Rivières, in depth by the lands of the third range southwest of Peterborough, on the southeast side by No. 19-A belonging to Joseph St-Pierre and on the other side to the northwest by No. 20-A belonging to Joseph St-Jean, son of Athanase—without buildings.

c) A part of the lot known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Gabriel de Brandon, under No. 19-A, range A west of Peterborough, bounded on one side by No. 19-B, on the other side by the residue of said lot No. 19-A belonging to Joseph St-Pierre, in depth by No. 11, third range south-west of Peterborough, in front by range A east of Peterborough.

To be sold at the church door of the parish of St-Charles de Mandeville, on the THIRTEENTH day of MAY, 1938, at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. SYLVESTRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, April 5th, 1938. 1790-14-2
[First publication, April 9th, 1938].

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Province de Québec, No 3161. } FRANÇOIS DÉCHÊNE, commerçant, de la ville de Montmagny, demandeur; vs JOSEPH LAPIERRE, ci-devant de Montmagny, maintenant de la cité de Québec, défendeur, à savoir:

Une maison en bois, à deux étages, construite, rue St-Octave, ville de Montmagny, sur un emplacement faisant partie du lot No 147 du

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Province of Quebec, No. 3161. } FRANÇOIS DÉCHÊNE, trader, of the town of Montmagny, plaintiff; vs JOSEPH LAPIERRE, formerly of the town of Montmagny, now of the city of Quebec, defendant, to wit:

A wooden houses, of two stories, built, St. Octave street, town of Montmagny, on an emplacement being part of the No. 147 of the official

cadastre officiel de la ville de Montmagny, et borné au nord par la rue St-Octave, au sud par un terrain appartenant à Réal Lavergne, au sud-ouest par Dame Pierre Boulet et au nord-est par un terrain appartenant à Charles Eugène Létourneau.

Pour être vendu à mon bureau, à Montmagny, le TRENTE ET UNIEME jour de MAI 1938, à DIX heures du matin.

Le shérif

Bureau du shérif, GEO.-E. FOURNIER.
Montmagny, le 12 avril 1938. 2127—17-2-o
[Première publication, le 30 avril 1938]

cadastre of the said town of Montmagny and bounded on the North to St. Octave street, on the South by a piece of land belonging to Réal Lavergne, on the South-Ouest by Mrs. Pierre Boulet and on the Northeast by a piece of land belonging to Charles Eugène Létourneau

To be sold at my office in Montmagny, the THIRTY FIRST day of MAY, 1938, at TEN o'clock forenoon.

GEO E. FOURNIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, April 12th, 1938. 2128—17-2-o
[First publication, April 30th. 1938]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: 166843 — JOHN ADAM *es-qual et al* demandeurs; vs HERMAN NAGLE, défendeur.

Une portion de terre située au village de Laprairie, contenant cent pieds de largeur sur cent pieds de longueur, mesure anglaise, borné en front par la rue St.Charles, en profondeur et d'un côté par Dame J. H. Nagle, et de l'autre côté par la rue Ste.Elizabeth, formant partie des lots numéros 270 et 285 (deux cent soixante-dix et deux cent quatre-vingt-cinq) des plan et livre de renvoi officiels du village de Laprairie, avec les bâtisses dessus construites;

ET

Deux lots de terre situés en la Ville de Laprairie, district de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux cent dix-sept, moins la partie cédée à la ville de Laprairie pour l'élargissement de la rue Notre-Dame et deux cent dix-huit (ptie 217 et 218) des plan et livre de renvoi officiels du village de Laprairie, bornés en front par la rue St.Georges, en arrière par les lots numéros deux cent deux et deux cent trois (202-203) d'un côté par la rue Notre-Dame et de l'autre côté par le lot numéro deux cent dix-neuf (219) des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Tel que le tout se trouve présentement.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le DOUZIEME jour de MAI prochain à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 5 avril 1938. 1739-14-2-o
[Première publication, 9 avril 1938]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 166843 — JOHN ADAM *es-qual et al*, Plaintiffs; vs HERMAN NAGLE, Defendant.

A parcel of land situate in the village of Laprairie, measuring one hundred feet in width by one hundred feet in length, English measure, bounded in front by St. Charles street, in depth and on one side by Dame J. H. Nagle, and on the other side by Ste. Elizabeth street, forming part of lots numbers 270 and 285 (two hundred and seventy and two hundred and eighty five) of the official plan and book of reference of the village of Laprairie, with the buildings thereon erectedf

AND

Two lots of land situate in the Town of Laprairie, district of Montreal, known and designated under numbers two hundred and seventeen, less the part ceded to the Town of Laprairie for the widening of Notre-Dame street and two hundred and eighteen (Pt. 217 and 218) of the official plan and book of reference of the Village of Laprairie, bounded in front by St. Georges street, in rear by lots numbers two hundred and two and two hundred and three (202-203) on one side by Notre-Dame street and on the other side by lot number two hundred and nineteen (219) of the same official plan and book of reference.

As the whole presently subsists.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1938. 1740-14-2
[First publication, April 9th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: 164914 — DAME ELISE THIBODEAU, veuve non remariée de feu J. Delphis L'Archevêque, demanderesse; vs JOSEPH JACQUES L'ARCHEVEQUE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Leclaire, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No Mille Cent Quarante-Cinq de la subdivision officielle du lot numéro Un "A" (1"A"-1145) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 2587, 2589 et 2591 de la dite rue Leclaire.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: 164914 — DAME ELISE THIBODEAU, unremarried widow of the late J. Delphis L'Archevêque, plaintiff; vs JOSEPH JACQUES L'ARCHEVEQUE, defendant.

An emplacement fronting on Leclaire Street, in the city of Montreal, known and designated under number one thousand one hundred and forty-five of the official subdivision of lot number one "A" (1"A"-1145) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga—with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 2587, 2589 and 2591 of said Leclaire street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $650. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, daté le 30 mars 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 5 avril 1938. 1741-14-2-o
[Première publication, 9 avril 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montreal, à savoir: / GEORGINA ALLAN, demanderesse; vs DAME FLORENCE SOUTHWOOD, veuve de feu Tom Southwood, défenderesse.
No 171138 \

Ces certains emplacements ayant front sur l'avenue Ste-Adèle (actuellement connue sous le nom de rue Champagneur) dans Park Avenue Extension, formant partie du lot numéro six cent trente-sept aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de St-Laurent, et plus particulièrement connus au plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel, comme étant les subdivisions numéros quatorze cent quatorze et quatorze cent quinze (637-1414 et 1415) contenant le dit lot numéro quatorze cent quatorze, vingt-cinq pieds en front et en arrière par soixante-dix-neuf pieds et seize centièmes dans la ligne sud et soixante-dix-huit pieds et cinquante-six centièmes dans la ligne nord, et le dit lot quatorze cent quinze, vingt-cinq pieds en largeur, en front et en arrière, par soixante-dix-huit pieds et cinquante-six centièmes dans la ligne sud, et soixante-dix-sept pieds et quatre-vingt-seize centièmes dans la ligne nord, les mesures susdites sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 3870 et 3872, avenue Ste-Adèle (actuellement les numéros 8640 et 8642, rue Champagneur en la cité de Montréal.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 5 avril, 1938. 1743-14-2
[Première publication, 9 avril 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: / TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION, demanderesse; vs MORRIS D. WEINER, défendeur.
B-163967 \

Ce certain emplacement ayant front sur le Chemin de la Côte St-Antoine, dans le quartier de Notre-Dame de Grâces, en la cité de Montréal, mesurant trente-cinq pieds en largeur et étant composé du lot numéro trois au plan de résubdivision du lot numéro cinq cent dix au plan officiel de subdivision du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-510-3), et de la partie du lot numéro trois au plan de résubdivision du lot numéro cinq cent neuf au plan officiel de subdivision du dit lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-509-Ptie 3), tous ces numéros sont d'après les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant la dite partie du lot numéro trois de la résubdivision du dit lot de subdivision numéro cinq cent neuf, trois pieds en largeur sur toute la profondeur du dit lot, et étant bornée en front, au nord-ouest, par le dit Chemin de la Côte

on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $650. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated March 30th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5th, 1938. 1742-14-2
[First publication, April 9th, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: / GEORGINA ALLAN, plaintiff; vs DAME FLORENCE SOUTHWOOD, widow of the late Tom Southwood, défendant.
171138 \

Those certain emplacements fronting on Ste. Adele Avenue (now known as Champagneur street), in the Park Avenue Extension, forming part of lot number six hundred and thirty-seven of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of St. Laurent and more particularly known on the subdivision plan duly made and fyled of the said official lot, as subdivisions numbers fourteen hundred and fourteen and fourteen hundred and fifteen (637-1414 and 1415) containing the said lot number fourteen hundred and fourteen twenty five feet in front and in rear by seventy-nine feet and sixteen hundredths of a foot in the south line and seventy eight feet and fifty six hundredths of a foot in the north line, and the said lot fourteen hundred and fifteen twenty-five feet in width in front and in rear, by seventy-eight feet and fifty six hundredths of a foot in the south line and seventy-seven feet and ninety-six hundredths of a foot in the north line, the above measurements are English measure and more or less.

With the buildings thereon erected bearing the civic numbers 3870 and 3872 Ste. Adele Avenue (now numbers 8640 and 8642 Champagneur street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5th, 1938. 1744-14-2-o
[First publication, April 9th 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: / TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION, plaintiff; vs MORRIS D. WEINER, defendant.
B-163967 \

That certain emplacement fronting on Cote St. Antoine Road, in the Notre-Dame de Graces ward, of the city of Montreal, measuring thirty-five feet in width and being composed of lot number three upon the resubdivision plan of lot number five hundred and ten upon the official subdivision plan of lot number one hundred and eighty-four (184-510-3), and of part of lot number three upon the resubdivision plan of lot number five hundred and nine upon the official subdivision plan of said lot number one hundred and eighty-four (184-509-Pt. 3), all of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring said part of lot number three of the resubdivision of said subdivision lot number five hundred and nine, three feet in width by the whole depth of said lot, and being bounded in front, to the north west, by said Cote St. Antoine Road, in rear, to the south

St-Antoine, en arrière au sud-est, par partie du lot numéro deux sur le plan de résubdivision du dit lot de subdivision numéro cinq cent neuf, d'un côté, au sud-ouest, par le dit lot numéro trois sur le plan de résubdivision du dit lot de subdivision numéro cinq cent dix, et de l'autre côté, au nord-est, par le résidu du dit lot numéro trois sur le plan de résubdivision du dit lot de subdivision numéro cinq cent neuf, avec les édifices érigés sur le dit emplacement, y compris la maison semi-détachée portant le numéro 5254 du dit Chemin de la Côte St-Antoine, dont le mur nord-est est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de vue en faveur des dits édifices et de tous les édifices qui seront, à l'avenir, érigés sur le dit emplacement et sur une lisière de terrain de onze pieds et neuf pouces en largeur immédiatement adjacent au dit terrain au sud-est, et étant composée, la dite lisière de terrain, d'une partie du lot numéro deux au plan de résubdivision du dit lot de subdivision numéro cinq cent neuf et de la partie du lot numéro deux sur le plan de résubdivision du dit lot de subdivision numéro cinq cent dix, la dite lisière de terrain devant rester vacante excepté pour cette partie d'icelle de vingt pieds en longueur, à compter de la ligne limitative sud-ouest du dit lot numéro deux au plan de résubdivision du dit lot numéro cinq cent dix, sur laquelle partie peuvent être érigés des édifices de pas plus de vingt et un pieds en hauteur à partir du sol, tel droit de vue, en autant que la dite partie dernièrement mentionnée de la dite lisière, est concernée, devra être exercé seulement au-dessus des édifices érigés, tel plus haut mentionné, et de plus avec le droit pour les dits édifices érigés et à être érigés sur le dit emplacement présentement vendu, d'avoir des toits n'excédant pas plus de deux pieds sur et au-dessus de la dite lisière de terrain et des édifices qui pourront être érigés sur la partie de la dite lisière telle que susmentionnée, et pour permettre à l'eau qui tombe des dits toits de s'écouler.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 5 avril 1938. 1745-14-2
[Première publication, 9 avril 1938].

east, by part of lot number two upon the resubdivision plan of said subdivision lot number five hundred and nine, on one side, to the south west, by said lot number three upon the resubdivision plan of said subdivision lot number five hundred and ten, and on the other side, to the north east, by the residue of said lot number three upon the resubdivision plan of said subdivision lot number five hundred and nine, with the buildings erected upon the said emplacement, including the semi-detached house bearing number 5254 of said Cote St. Antoine Road, the north east wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of view in favor of such buildings and of all buildings to be in the future erected upon said emplacement and over a strip of land eleven feet and nine inches in width immediately adjoining the same to the south east, and being composed such strip of part of lot number two upon the resubdivision plan of said subdivision lot number five hundred and nine and of part of lot number two upon the resubdivision plan of said subdivision lot number five hundred and ten, such strip of land to remain vacant except for that part thereof of twenty feet in length from the south west boundary of said lot number two upon the resubdivision plan of said lot number five hundred and ten, over which part may be erected buildings of not more than twenty-one feet in height from the ground, such right of view, in so far as such part lastly mentioned of such strip is effected, to be exercised only above the buildings erected as above stated, and with more over the right for said buildings erected and to be erected upon said emplacement presently sold to have roofs projecting for a width of not more than two feet over and above the said strip of land and buildings which may be erected on part of such strip as above stated, and to allow the water from such roofs to flow thereon.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 5th, 1938. 1746-14-2-o
[First publication, April 9th, 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: F-173160 } LORENZO CAMIRAND, demandeur; vs A. DAVIS, défendeur.

Un immeuble situé sur la rue Grothé, à Montréal, connu et désigné comme faisant partie du lot six cent cinquante-cinq (Pt. 655) sur le plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, à Montréal, mesurant 47 pieds et 10 pouces de longueur par 40 pieds de profondeur (47′ 10″ x 40′) mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front, au nord-est, par la rue Grothé, en arrière au sud-ouest par le résidu du dit lot 655, au nord-ouest par le terrain appartenant à la succession S. Kelley ou représentants et au sud-est par le terrain appartenant à Mme Bélisle ou représentant, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 6 avril 1938. 1791—14-2-o
[Première publication, 9 avril 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: F-173160 } LORENZO CAMIRAND, plaintiff; vs A. DAVIS, defendant.

An immoveable situate on Grothé Street, at Montreal, known and designated as forming part of lot six hundred and fifty-five (Pt. 655) on the official plan and book of reference for St-Louis Ward, at Montreal, measuring 47 feet and 10 inches in length by 40 feet in depth (47′ 10″ x 40′) English measure and more or less, and bounded in front, on the northeast by Grothé Street, in rear, on the southwest by the residue of said lot 655, on the northwest by the lot of land belonging to the S. Kelley Estate, or representatives, and on the southeast by the lot of land belonging to Mrs. Bélisle or representatives—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 6th, 1938. 1792—14-2
[First publication, April 9th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER
170118 } FRANCO-CANADIEN, demandeur; vs BRITISH CANADIAN INVESTMENT CORPORATION, défenderesse et SOCIETE D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, curatrice au délaissement.

Comme appartenant à la défenderesse, mais en la possession de la curatrice au délaissement.

"Un immeuble situé sur le côté sud-est de la rue Overdale, en la cité de Montréal, et composé:

1. De la partie nord-est du lot numéro huit (Ptie N.E. de 8) de la subdivision du lot numéro quinze cent soixante-sept (1567) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite Cité, mesurant quarante-deux pieds et six pouces de largeur sur l'avenue Overdale et trente-huit pieds de largeur en arrière par toute la profondeur du dit lot, bornée ladite partie de lot, en front, vers le nord-ouest, par la dite Avenue Overdale, en arrière, par la partie non subdivisée du lot numéro quinze cent soixante-sept (1567), vers le nord-est par les lots nos 1567-9 et 10, et du côté sud-ouest par le résidu du dit lot no 1567-8, lequel résidu mesure cinquante pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot.

2. D'un lopin de terre pris sur la partie sud-ouest du lot numéro dix (No 10) de la subdivision du lot numéro quinze cent soixante-sept (1567) des dits plan et livre de renvoi officiels, et d'un autre lopin de terre contigu formant la partie sud-ouest du lot numéro neuf (Ptie S.O. de No 9) de la subdivision du lot numéro quinze cent soixante-sept (1567) des dits plan et livre de renvoi officiels; ces deux lopins de terre formant ensemble un espace de terrain commençant à l'intersection de la ligne de division entre lesdits lots nos 1567-10 et 8 et avec la dite rue Overdale, auquel endroit il commence sans aucune largeur et se prolonge vers le sud-est jusqu'à la partie non subdivisée du dit lot numéro quinze cent soixante-sept où il mesure quatre pieds et six pouces de largeur; bornée vers le nord-ouest, par la dite Avenue Overdale, en arrière, par la partie non subdivisée du dit lot numéro quinze cent soixante-sept, d'un côté, par le résidu des dits lots Nos 1567-9 et 10, et de l'autre côté, par le morceau de terrain ci-dessus en premier lieu décrit.

Le tout mesure anglaise et plus ou moins, et avec une maison à appartements dessus construite, connue sous le nom de "The Connaught", et portant les numéros civiques 46, 48 et 50 de la dite rue Overdale, et avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives s'y rattachant." (Nouveau numéro 1464, rue Overdale.)

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $2,000. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Décary, daté le 6 avril 1938.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 6 avril 1938. 1793—14-2-o

[Première publication, 9 avril 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
170118 } FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs BRITISH CANADIAN INVESTMENT CORPORATION, defendant; and SOCIETE D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, curator to the abandonment.

As belonging to the defendant, but in the possession of the curator to the abandonment.

An immoveable situate on the southeast side of Overdale street, in the City of Montreal, and composed of:

1. The northeast part of lot number eight (N.E. Pt. of 8) of the subdivision of lot number fifteen hundred and sixty-seven (1567) of the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, of the said City, measuring forty-two feet and six inches in width on Overdale Avenue and thirty-eight feet in width in rear by the whole depth of the said lot, bounded, the said part of lot, in front, towards the northwest by the said Overdale Avenue, in rear, by the unsubdivided part of lot number fifteen hundred and sixty-seven (1567); towards the northeast by lots Nos. 1567-9 and 10, and on the southwest side by the residue of said lot No. 1567-8, the said residue measures fifty feet in width by the whole depth of the said lot.

2. A parcel of land taken on the southwest part of lot number ten (No. 10) of the subdivision of lot number fifteen hundred and sixty-seven (1567) of said official plan and book of reference, and another contiguous parcel of land forming the southwest part of lot number nine (S.W. Pt. of No. 9) of the subdivision of lot number fifteen hundred and sixty-seven (1567) of said official plan and book of reference; these two parcels of land forming together a tract of land commencing at the intersection of the divisional line between the said lots Nos. 1567-10 and 8 and the said Overdale Street, at which point it commences without any width and extends southeasterly to the unsubdivided part of said lot number fifteen hundred and sixty seven where it measures four feet and six inches in width; bounded on the northwest, by the said Overdale Avenue, in rear, by the unsubdivided part of said lot number fifteen hundred and sixty-seven, on one side by the residue of said lots Nos. 1567-9 and 10, and on the other side, by the parcel of land hereinabove firstly described.

The whole English measure and more or less, and with an apartment house thereon erected, known under the name of "The Connaught", and bearing civic Numbers 46, 48 and 50 of said Overdale Street, and with all circumstances and dependencies, active and passive servitudes attached thereto. (New Number 1464 Overdale Street).

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $2,000., will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Decary, dated April 6, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 6, 1938. 1794—14-2

[First publication, April 9, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } GUSTAVE GALARNEAU, demandeur; vs
No 165395 } HERMENEGILDE DENIS DUFORT, défendeur.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } GUSTAVE GALARNEAU,
No 165395 } plaintiff; vs. HERMENEGILDE DENIS DUFORT, defendant.

Un emplacement ayant front sur la rue Chambord, connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt-neuf subdivision officielle du lot originaire numéro six (6-129) aux plan et livre de renvoi officiels du village de St-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus construites et plus particulièrement une maison à deux étages et dépendances portant les Nos 4393 et 4395 de la rue Chambord, en la cité de Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 6 avril 1938. 1795-14-2-o
[Première publication, 9 avril 1938].

An emplacement fronting on Chambord street, known and designated as being lot number one hundred and twenty nine of the official subdivision of original lot number six (6-129) on the official plan and book of reference of the village of St-Jean-Baptiste, county of Hochelaga, measuring twenty four feet in width by seventy feet in depth, English measure, more or less, with all the buildings thereon erected and more particularly a two story house and dependencies bearing Nos. 4393 and 4395 Chambord street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 6, 1938. 1796-14-2
[First publication, April 9th, 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: / 153451 \ DAME ALICE DAVID, *et vir*, demanderesse; vs DAME GEORGIANA PIGEON, veuve de Joseph-Olier Renaud, défenderesse.

"Huit lots de terre ou emplacements ayant front sur la rue Chapleau, en la Cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros trois cent trente-sept, trois cent trente-huit, trois cent trente-neuf, trois cent quarante, trois cent quarante et un, trois cent quarante-deux, trois cent quarante-trois et trois cent quarante-quatre de la redivision du lot numéro sept (7-337, 338, 339, 340, 341, 342, 343 et 344) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation, avec droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle sise en arrière des dits lots aux charges ordinaires d'entretien, et avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 4596 à 4626 de la dite rue Chapleau, en la Cité de Montréal.—Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles."

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUIN prochain à DEUX heures et DEMI de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 26 avril 1938. 2099—17-2-o
[Première publication, 30 avril 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: / 153451 \ DAME ALICE DAVID, *et vir*, plaintiff; vs DAME GEORGIANA PIGEON, widow of Joseph Olier Renaud, defendant.

Eight lots of land or emplacements fronting on Chapleau Street, in the City of Montreal, known and designated under number three hundred and thirty-seven, three hundred and thirty-eight, three hundred and thirty-nine, three hundred and forty, three hundred and forty-one, three hundred and forty-two, three hundred and forty-three and three hundred and forty-four of the redivision of lot number seven (7-337, 338, 339, 340, 341, 342, 343 and 344) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte de la Visitation—with right of way in common with all others having a right thereto in the lane situate in rear of the said lots, subject to ordinary charges of maintenance, and with the buildings thereon erected bearing civic numbers 4596 to 4626 of said Chapleau Street, in the City of Montreal. As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SECOND day of JUNE next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 26, 1938. 2100—17—2
[First publication, April 30, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: / B-169041 \ LUCIEN DENIS, demandeur; vs DAME ANGELINE *alias* ANGELINA BENOIT, épouse séparée de biens de BERNARD-L. BROSSEAU, et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

"Un certain emplacement ayant front sur la rue Tupper en la cité de Montréal, mesurant vingt et un pieds et neuf pouces de largeur sur la rue Tupper et vingt-deux pieds de largeur en arrière, par une profondeur de soixante-dix-neuf pieds et huit pouces, le tout mesure anglaise, plus ou moins, composé de parties des subdivisions J. K. & N. du lot seize cent vingt-huit (No 1628-J. K. & N.) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Antoine, borné comme suit:—au nord-ouest par la rue Tupper, en

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: / B-169041 \ LUCIEN DENIS, plaintiff; vs DAME ANGELINE *alias* ANGELINA BENOIT, wife separate as to property of BERNARD L. BROSSEAU, and the latter to assist and authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

A certain emplacement fronting on Tupper Street in the City of Montreal, measuring twenty-one feet and nine inches in width on Tupper Street and twenty-two feet in width in rear, by a depth of seventy-nine feet and eight inches, the whole English measure, more or less, composed of parts of subdivisions J. K. & N, of lot sixteen hundred and twenty-eight (No. 1628-J. K. & N.) of the official plan and book of reference for St. Antoine Ward, bounded as follows:—on the northwest by Tupper Street, in rear by another

arrière par une autre partie de ladite subdivision N, étant la propriété de la succession de feu Sir Donald Smith ou représentants, d'un côté au nord-est par une ruelle ayant quinze pieds de largeur, mesure française, et de l'autre côté au sud-ouest par les parties sud-ouest des dites subdivisions J. K. & N., appartenant à David Williamson ou représentants, ladite ruelle formant la ligne nord-est dudit lot, étant une ruelle commune parallèle à la rue Fort, située à une distance de cent pieds, mesure française, pour l'usage en commun des propriétés environnantes, avec une maison en pierre et brique solide.— Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives appartenant au dit immeuble, avec maison portant le No 1958 de la rue Tupper."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 26 avril 1938. 2101—17-2-o
[Première publication, 30 avril 1938]

part of the said subdivision N, being the property of the Estate of the late Sir Donald Smith or representatives, on one side towards the northeast by a lane measuring fifteen feet in width, French measurement, and on the other side towards the southwest by the southwest parts of said subdivisions J. K. & N., belonging to David Williamson or representatives, the said lane forming the northeast line of said lot, being a common lane parallel to Fort Street, situate at a distance of one hundred feet, therefrom, French measurement, for the common use of the neighbouring properties—with a solid stone and brick house. As the whole presently subsists with all the active and passive servitudes attached to the said immovable, with the house bearing No. 1958 Tupper Street.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SECOND day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 26, 1938. 2102—17-2
[First publication, April 30, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: 157789 — INDUSTRIAL LOAN & FINANCE CORPORATION, demanderesse; vs BENJAMIN AUBERTIN *et al.*, *es-qual.*, défendeurs.

Un certain emplacement situé en la cité de Westmount, ayant front sur le Chemin de l'Académie, composé comme suit:

1. Des lots numéros un et deux, résubdivision du lot numéro dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-quatre, (234-10-& 1 & 2) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal.

2. Et du lot numéro onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-quatre (234-11) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, contenant, le dit emplacement, cent pieds en front par cent quinze pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec deux maisons de rapport sus-érigées portant les noms de "Ruskin" et "Verdi", et portant les numéros civiques 48 et 50 du dit Chemin de l'Académie, telle que la dite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances s'y rapportant.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $10,170.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Décary, en date du 12 avril 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 26 avril 1938. 2103—17-2
[Première publication, 30 avril 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: 157789 — INDUSTRIAL LOAN & FINANCE CORPORATION, plaintiff; vs BENJAMIN AUBERTIN *et al.*, *es-qual.*, defendants.

"A certain emplacement situate in the City of Westmount, fronting on Academy Road, composed as follows:

1. Lots numbers one and two, resubdivision of lot number ten of the official subdivision of original lot number two hundred and thirty-four (234-10- &1 & 2) on the plan and book of Reference for the Parish of Montreal.

2. And the lot number eleven, official subdivision of original lot number two hundred and thirty-four (234-11) on the plan and book of Reference for the Parish of Montreal, containing said emplacement one hundred feet in front by one hundred and fifteen feet in depth, English Measure more or less, with two apartment houses thereon erected under the names of Ruskin and Verdi and bearing civic numbers 48 and 50 on said Academy Road, as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold, at my office, in the City of Montreal on the SECOND day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $10,170.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated April 12th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 26th, 1938. 2104—17-2-o
[First publication, April 30th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: 170234 — HORACE OUIMET *et al*, demandeurs; vs DAME ADOUILDA BACHANT, épouse séparée de biens de ERNEST LETOURNEAU, et de ce dernier dûment autorisée, défenderesse.

"Un certain emplacement ayant front sur la rue Berri, cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros cent soixante-neuf et cent soixante-dix de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quarante (240-169 et 170) des Plan et Livre de Renvoi officiels de la paroisse

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: 170234 — HORACE OUIMET *et al*, plaintiffs; vs DAME ADOUILDA BACHANT, wife separate as to property of ERNEST LETOURNEAU, and by the latter duly authorized, Defendant.

A certain emplacement fronting on Berri street, City of Montreal, known and designated under number one hundred and sixty-nine and one hundred and seventy of the official subdivision of lot number two hundred and forty (240- 169 & 170) of the official plan and book of reference

du Sault-au-Récollet, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec maison portant le numéro 10345 de la rue Berri, et autres bâtisses y érigées."

Pour être vendu, "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $450.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 18 avril 1938.

Le shérif.

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 26 avril 1938. 2105—17-2-o
[Première publication, 30 avril 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montreal, à savoir: / DAME MELINA BRU-
F-173192 \ NET, veuve de Edmond Brunet, demanderesse; vs DAME LEA BELAIR *et vir*, défenderesse.

Un emplacement composé de:

1. Un lot de terre sis et situé au village de la Pointe Claire, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatre (84) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Pointe-Claire avec maison et autres bâtisses ci-dessus érigées;

2. Une lisière de terre sise et située au même lieu, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-cinq (p. 85) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Pointe-Claire, de la largeur la dite lisière, de treize pieds, mesure française, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, sur la profondeur du dit lot, et bornée comme suit: au nord par le chemin public, au sud par le fleuve St-Laurent, à l'est par le résidu du dit lot numéro quatre-vingt-cinq appartenant à Albert Mitchell, à l'ouest par le susdit lot numéro quatre-vingt-quatre avec bâtisses ci-dessus construites.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUIN prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de $620.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 21 avril 1938.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 27 avril 1938. 2129-17-2-o
[Première publication, 30 avril 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / GASTON GUAY,
160334. \ demandeur ; vs OSCAR CORMIER, *es-qualité* de tuteur à ses enfants mineures, Denise et Pauline Cormier, défendeur.

Un immeuble situé en la cité de Montréal, portant les numéros de subdivision 42 et 43 du lot originaire No 8 des plan et livre de renvoi officiels du Village St. Jean-Baptiste, et portant les numéros civiques 4119-21-23-25 de la rue Mentana.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 27 avril 1938. 2131—17-2-o
[Première publication, le 30 avril 1938]

---

of the parish of Sault-au-Récollet, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less, with a house bearing number 10345 Berri Street, and other buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $450.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated April 18, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff
Montreal, April 26, 1938. 2106—17-2
[First publication, April 30th, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: / DAME MELINA BRU-
F-173192 \ NET, widow of Edmond Brunet, plaintiff; vs DAME LEA BELAIR *et vir*, defendant.

An emplacement composed of:

1. A lot of land lying and situate in the village of Pointe Claire, known and designated under number eighty four (84) on the official plan and book of reference of the village of Pointe-Claire with a house and other buildings thereon erected;

2. A strip of land lying and situate at the same place, forming part of the lot of land known and designated under number eighty five (Pt. 85) on the official plan and book of reference of the village of Pointe-Claire, the said strip of land being of a width of thirteen feet, French measure, more or less, without warranty of exact measurement, by the depth of the said lot, and bounded as follows: on the north by the public road, on the south by the St. Lawrence river, on the east by the residue of said lot eighty five belonging to Albert Mitchell, on the west by the aforesaid lot number eighty four with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $620.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated April 21, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 27, 1938. 2130-17-2
[First publication, April 30th., 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / GASTON GUAY,
160334. \ plaintiff ; vs OSCAR CORMIER, in his quality of tutor to his minor children, Denise and Pauline Cormier, defendant.

An immovable situate in the city of Montreal, bearing subdivision numbers 42 and 43 of original lot No. 8 of the official plan and book of reference of the Village of St. Jean Baptiste, and bearing civic numbers 4119-21-23-25 on Mentana Street.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRD day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 27th., 1938. 2132—17-2
[First publication, April 30th., 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montreal, à savoir: / DAME ELISE THIBO-
D-171162 \ DEAU, veuve non remariée de J.-Delphis L'Archevêque, demanderesse; vs ARMAND THIVIERGE, défendeur et ANTONIO BARIL, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais entre les mains du dit curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Léclaire, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro onze-cent-quarante-six de la subdivision officielle du lot numéro un-"A" (1-a-1146) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les Nos 2593 2595 et 2597 de la dite rue Leclaire.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 27 avril, 1938. 2133-17-2-o
[Première publication, 30 avril 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: / DAME ELISE THIBO-
D-171162 \ DEAU, un-remarried widow of J. Delphis L'Archevêque, plaintiff; vs ARMAND THIVIERGE, defendant and ANTONIO BARIL, curator to he abandonment.

As belonging to the defendant but in the hands of the said curator to the abandonment.

An emplacement fronting on Léclaire street, in the city of Montreal, known and designated under number eleven hundred and forty-six of the official subdivision of lot number one-"A" (1-"A"-1146) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, with all the buildings thereon erected bearing Nos. 2593, 2595 and 2597 said Leclaire street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 27, 1938. 2134-17-2
[First publication, April 30th., 1938].

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: / F.-X. BOUCHARD, entre-
No 35173 \ preneur de pompes funèbres, St-Grégoire, de Montmorency, P.Q., contre EUGENE TREMBLAY, Beauport, cté Québec, défendeur, et E. DELAGE, curateur au délaissement, à savoir:

Le lot No 517 du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un emplacement situé en la ville de Beauport, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauport, comté de Québec, le VINGTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le député-shérif,

Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, 13 avril 1938. 1905-15-2-o
[Première publication, 16 avril 1938].
[Deuxième publication, 30 avril 1938].

FIERI FACIAS

Québec, à savoir, / LA SOCIETE DE PRETS
No 35261 \ ET PLACEMENTS DE QUEBEC, corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Québec, district de Québec, contre JOSEPH COTE, forgeron, de St-Grégoire de Montmorency, à savoir:

La subdivision No 2 (deux) du lot No 233 (deux cent trente-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un lot de terre maintenant situé en la paroisse de Saint-Grégoire de Montmorency, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Grégoire de Montmorency, comté de Québec, le VINGTIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. (Heure solaire).

Le député-shérif,

Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, 13 avril, 1938. 1907-15-2-o
[Première publication, 16 avril 1938].
[Deuxième publication, 30 avril 1938].

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: / F. X. BOUCHARD, under-
No. 35173 \ taker, St-Grégoire de Montmorency, P.Q., against EUGENE TREMBLAY, Beauport, county of Quebec, defendant; and E. DELAGE, curator to the abandonment, to wit:

Lot No. 517 of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being an emplacement situate in the town of Beauport—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Beauport, county of Quebec, on the TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

JOS. ALBERT DELAGE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, April 13th, 1938. 1906-15-2
[First publication, April 16th, 1938].
[Second publication, April 30th, 1938].

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: / LA SOCIETE DE PRETS
No. 35261 \ ET PLACEMENTS DE QUEBEC, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and principal place of business in Quebec, district of Quebec, against JOSEPH COTE, blacksmith, of St-Grégoire de Montmorency, to wit:

Subdivision No. 2 (two) of lot No. 233 (two hundred and thirty-three) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being a lot of land now situate in the parish of Saint-Grégoire de Montmorency, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Grégoire de Montmorency, county of Quebec, on the TWENTIETH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon. (Standard time).

JOS. ALBERT DELAGE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, April 13, 1938. 1908-15-2
[First publication, April 16th, 1938].
[Second publication, April 30th, 1938].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: / No 36249. { LA CAISSE POPULAIRE DE LÉVIS, Société régie par la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son bureau d'affaires en la Cité de Lévis; contre ARTHUR PERREAULT, actuellement de Saint-Aimé, comté de Richelieu, à savoir:

Partie ouest du lot No 380 (trois cent quatre-vingts) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la cité de Lévis, étant un lopin de terre situé sur le côté sud de la rue Commerciale, contenant 28 pieds anglais de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la rue Commerciale à aller à la Cime du Cap; bornée au nord à la rue Commerciale, à l'ouest ci-devant à Carrier, Lainé & Cie, maintenant Sa Majesté (Gouvernement Fédéral) au sud à la Cime du Cap et à l'est ci-devant à A.-T. Beaulieu et autres, maintenant la Compagnie Commerciale de Québec—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Lévis, comté de Lévis, le VINGTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le député-shérif,
Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, le 15 avril 1938. 1937—15-2-o
[Première publication, le 16 avril 1938]
[Deuxième publication, le 30 avril 1938]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: / No. 36249. { LA CAISSE POPULAIRE DE LEVIS, a society incorporated under the Quebec Co-operative Syndicates' Act, having its place of business in the City of Levis; against ARTHUR PERREAULT, actually of Saint Aimé, county of Richelieu, to wit:

The West part of lot No. 380 (three hundred and eighty) of the official cadastre for Lauzon Ward, of the City of Levis, being a parcel of land situate on the South side of Commerciale street, measuring 28 feet, English measure, in front by whatever depth there may be between Commerciale Street and the top of the Cape; bounded on the North by Commerciale Street, on the West heretofore by Carrier, Lainé & Cie, now by His Majesty (Federal Government) on the South by the top of the Cape and on the East heretofore by A. T. Beaulieu and others, now by the Compagnie Commerciale de Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Notre Dame de Lévis, County of Levis, on the TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, April 15th, 1938. 1938—15-2
[First publication, April 16th., 1938]
[Second publication, April 30th., 1938]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: / No 6383-33 { LA CITÉ DE QUÉBEC; contre ANNETTE GAGNON, épouse séparée de biens d'Emile Gaumond, de la place appelée "St-Henri", dans le district électoral de Lévis, dans le district judiciaire de Québec, et le dit EMILE GAUMOND, mis-en-cause pour autoriser sa dite épouse, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Québec, le vingt-deuxième jour d'avril 1938, à dix heures du matin, aura lieu au même endroit, à DIX heures du matin (heure solaire), le VINGT ET UNIEME jour de MAI prochain.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 27 avril 1938. 2111—o
[Première publication, 30 avril 1938]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: / No. 6383-33 { THE CITY OF QUEBEC; against ANNETTE GAGNON, wife separate as to property of Emile Gaumond, of the place known as "St-Henri", in the electoral district of Levis, in the judicial district of Quebec, and the said EMILE GAUMOND, *mis-en-cause* to authorize his said wife, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, which was to have taken place at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY SECOND day of APRIL, 1938, at TEN o'clock in the forenoon, will be held at the same place, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time), on the TWENTY FIRST of MAY, next.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 27, 1938. 2112
[First publication, April 30, 1938]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: / No 2522 { LA CITÉ DE QUÉBEC; contre AGNES KELLY, veuve de Michael Donnelly, ALPHONSE J. DONNELLY et PATRICK DONNELLY, tous de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, co-propriétaires, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Québec, le vingt-deuxième jour d'avril 1938, à dix heures du matin, aura lieu au même endroit, à DIX heures du matin (heure solaire), le VINGT ET UNIEME jour de MAI prochain.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 27 avril 1938. 2113—o
[Première publication, 30 avril 1938]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: / No. 2522 { THE CITY OF QUEBEC; against AGNES KELLY, widow of Michael Donnelly, ALPHONSE J. DONNELLY and PATRICK DONNELLY, all of Our City of Quebec, in Our District of Quebec, co-proprietors, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, which was to have taken place at my office in the City of Quebec, on the twenty-second day of April, 1938, at ten o'clock in the forenoon, will be held at the same place, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), on the TWENTY-FIRST day of MAY next.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 27, 1938. 2114
[First publication, April 30, 1938]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat.—District de Richelieu

Province de Québec. / No 9207 } GEORGES SHOONER, EVARISTE SHOONER, JEAN SHOONER, tous trois marchands, JACQUES SHOONER, étudiant, tous du village de Pierreville, district de Richelieu, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu GEORGES-OMER SHOONER, en son vivant marchand, du dit village de Pierreville, demandeurs; vs DAME MARIE SARASIN, veuve de Auguste Déry en son vivant, cultivateur, de la paroisse de St-François du Lac, district de Richelieu, demanderesse délaissante; et OSIAS COUSINEAU, de la cité de Sorel, district de Richelieu, avocat, curateur au délaissement.

Les portions de terre situées en la paroisse de St-François du Lac, connues et désignées comme étant les numéros neuf cent trente-sept, neuf cent trente-huit, neuf cent trente-neuf, neuf cent dix-huit, mille soixante onze et mille cent treize du cadastre officiel de la paroisse de St-François du Lac et la maison et les autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-François du Lac, comté d'Yamaska, JEUDI, le DEUXIEME jour de JUIN 1938, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, ROSAIRE PAQUIN.
Sorel, le 25 avril, 1938. 2107—17-2-o

[Première publication, 30 avril 1938]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court.—District of Richelieu

Province of Quebec. / No. 9207 } GEORGES SHOONER, EVARISTE SHOONER, JEAN SHOONER, all three merchants, JACQUES SHOONER, student, all of the Village of Pierreville, District of Richelieu, in their quality of testamentary executors of the late GEORGES-OMER SHOONER, in his lifetime merchant, of the said Village of Pierreville, plaintiffs; vs DAME MARIE SARASIN, widow of Auguste Déry, in his lifetime farmer, of the Parish of St. François du Lac, District of Richelieu, surrendering plaintiff; and OSIAS COUSINEAU, of the City of Sorel, District of Richelieu, advocate, curator to the abandonment.

Those parcels of land situate in the Parish of St. François du Lac, known and designated as being numbers nine hundred and thirty-seven, nine hundred and thirty-eight, nine hundred and thirty-nine, nine hundred and eighteen, one thousand and seventy-one and one thousand one hundred and thirteen on the official cadastre for the Parish of St. François du Lac—and the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. François du Lac, County of Yamaska, on THURSDAY, the SECOND day of JUNE, 1938, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

ROSAIRE PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, April 25th, 1938. 2108—17-2

[First publication, April 30th, 1938]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, / No 5951. } COMMERCIAL CREDIT CORPORATION OF CANADA LIMITED; vs DAME HORACE LANGLAIS, savoir:

Partie du No cent trente-un du cadastre officiel de la paroisse de Matane, consistant en un terrain, située en la ville de Matane, de 50 pieds de front sur une profondeur de 90 pieds, borné au sud à la rue Bergeron, à l'ouest à Henri Boudreault, au nord à l'Asile du Bon Pasteur, et de l'autre côté à Wilfrid St-Laurent ou représentants—avec bâtisses, à charge de la rente foncière.

Pour être vendue à la porte de l'église de la Ville de Matane, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 26 avril 1938. 2135—17-2-o

[Première publication, le 30 avril 1938]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, / No. 5951. } COMMERCIAL CREDIT CORPORATION OF CANADA LIMITED; vs DAME HORACE LANGLAIS, to wit:

Part of No. One hundred and thirty one of the official cadastre of the parish of Matane, consisting of a farm, situate in the town of Matane, of 50 feet in front by a depth of 90 feet, bounded on the South by Bergeron street, on the West by Henri Boudreault, on the North by the Bon Pasteur Asylum, and on the other side by Wilfrid St. Laurent or representatives—with buildings, subject to the ground rent.

To be sold at the church door of the Town of Matane, on the THIRTY-FIRST day of MAY next, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, April 26th., 1938. 2136—17-2

[First publication, April 30th., 1938]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Saguenay, / No 4507. } ANTOINE CIMON, de La Malbaie, avocat, demandeur; contre DAME ISABELLE

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Saguenay, / No. 4507. } ANTOINE CIMON, of La Malbaie, advocate, plaintiff; against DAME ISABELLE

SHEEHY, épouse de Joseph Harvey de La Malbaie, duement autorisée, défenderesse.

Un certain emplacement d'environ soixante-cinq pieds (65′) de front par cent quatre-vingt-dix pieds (190′) de profondeur—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, le dit emplacement étant et composant partie du lot sept cent cinquante-trois (Pt. 753) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne de La Malbaie, situé dans le rang Concession de Pointe-au-Pic, en la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne de La Malbaie, tenant par devant au chemin public et par derrière, à la profondeur à Dame Lockwood; au nord-ouest à Edgar Tremblay et au sud-est au Garage de Joseph-Edouard Couturier et à Dame Lockwood, le dit emplacement étant en la possession de la défenderesse.

Pour être vendu à mon bureau, dans le Palais de Justice, à La Malbaie, le ONZIEME jour de MAI, 1938, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, P.-R. BOULIANE.
La Malbaie, 5 avril, 1938. 1797—14-2-o
[Première publication, 9 avril 1938]

SHEEHY, wife of Joseph Harvey of La Malbaie, duly authorized, defendant.

A certain emplacement of about sixty five feet (65′) in front by one hundred and ninety feet (190′) in depth—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said emplacement being and forming part of lot seven hundred and fifty three (Pt. 753) of the official cadastre of the Parish of Sainte Etienne de La Malbaie, situate in the Concession range of Pointe au Pic, in the Municipality of the Parish of Saint Etienne de La Malbaie, bounded in front by the public road and in rear, at its depth by Dame Lockwood; on the Northwest by Edgar Tremblay and on the Southeast by the Garage of Joseph Edouard Couturier and by Dame Lockwood, the said emplacement being in the possession of the defendant.

To be sold at my office, in the Court House, in La Malbaie, on the ELEVENTH day of MAY, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

P. R. BOULIANE,
Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, April 5th., 1938. 1798—14-2
[First publication, April 9th., 1938]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de St-François. No 99
ALOYSIUS ELZEAR DIONNE, commerçant du canton de Stratford,

dans le district de St-François, demandeur; vs DELPHINE HEBERT, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Picard, du canton de Stratford, & *Vir.*, défendeurs, et HYACINTHE HEBERT, du canton de Stratford, district de St-François, tiers-saisi.

Saisis comme appartenant au dit tiers-saisi:

"Un lot de terre connu sous le numéro vingt-neuf (29), du premier rang sud-ouest, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stratford contenant cinquante acres de terres en superficie, plus ou moins, avec circonstances et dépendances, ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées au dit immeubles, et les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gabriel de Stratford, JEUDI, le DOUZE MAI prochain, à DIX heures, A.M. (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, J. P. C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 1er avril 1938.
[Première publication, le 9 avril 1938]
1737-14-2-o

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis. No. 99
ALOYSIUS ELZEAR DIONNE, merchant of the township of Stratford,

in the district of St. Francis, Plaintiff; vs DELPHINE HEBERT, wife common as to property of Jean-Baptiste Picard, of the township of Stratford, & *Vir.*, Defendants, et HYACINTHE HEBERT, of the township of Stratford, district of Saint-Francis, Tiers-saisi.

Seized as belonging to the said Tiers-Saisi:

"A lot of land known under the number Twenty-Nine (29), of the First range southwest, upon the official plan and book of reference for the township of Stratford, containing fifty acres of land in superficies, more or less, with circumstances and dependencies, as the whole is found actually, with the servitudes active and passive, apparent and occult, attached to the said immoveable, and the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Gabriel de Stratford, THURSDAY, the TWELFTH day of May next, at TEN a.m. (Standard Time).

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 1st day of April, 1938.
[First publication, April the 9th, 1938]
1738—14-2-o

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure

Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No 3474
PAUL-ANTOINE MEUNIER, de St-Césaire,

district de St-Hyacinthe, cultivateur, demandeur; vs FORTUNAT MEUNIER, des mêmes lieux, défendeur.

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court

Province of Quebec, District of St-Hyacinthe, No. 3474
PAUL-ANTOINE MEUNIER, of St-Césaire,

district of St-Hyacinthe, farmer, plaintiff; vs FORTUNAT MEUNIER, of the same place, defendant.

Saisi comme appartenant au défendeur:

"Une terre située au rang St-Ours de la grandeur superficielle d'environ 72 arpents, connue comme étant le numéro 5 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Césaire avec toute construction y érigée."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Césaire, comté de Rouville, MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour de MAI prochain (1938), à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire.

Le shérif.

Bureau du shérif, O. AUCLAIRE.
St-Hyacinthe, 25 avril 1938. 2109—17-2-o
[Première publication, 30 avril 1938]

Seized as belonging to the defendant:

"A land situate on St-Ours range, being about 72 acres in superficies, known as being number 5 of the official cadastre of the parish of St-Césaire, with every building thereon erected."

To be sold at the church door of the parish of St-Césaire, County of Rouville, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY next, (1938), at TEN o'clock in the morning, Standard Time.

O. AUCLAIRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Hyacinthe, April 25th, 1938. 2110-17-2-o
[First publication, April 30th, 1938]

Ministère du Travail

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 4 revisée de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 504 du 27 avril 1938 et, conformément aux prescriptions de l'article 9 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 15 mai 1938:

LOI DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 4

L'Office des Salaires Raisonnables, conformément à la *Loi des salaires raisonnables*, (1 George VI chapitre 50),

Attendu qu'il y a lieu de refondre, avec modifications, ses ordonnances No 1, No 2 et No 3 publiées respectivement dans la *Gazette officielle* de Québec les deux et trente octobre et six novembre 1937;

Attendu qu'il importe également de fixer un minimum de salaire pour les travailleurs qui ne font pas déjà partie des catégories visées pour lesdites ordonnances;

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions Générales

1. *Ordonnances antérieures:* Décrète que les dispositions de la présente ordonnance, une fois en vigueur, remplacent celles des ordonnances numéros un, deux et trois (Nos 1, 2, et 3) qu'elles modifient ou avec lesquelles il y a incompatibilité.

2. *Salaire minimum:* Ordonne et statue que le salaire minimum qui doit être payé aux salariés de l'un et l'autre sexe dans la province de Québec, et les heures et autres conditions de travail qui doivent être observées, sont ceux ci-après fixés et déterminés aux diverses clauses de l'Ordonnance.

Définitions:

3. Les termes définis à l'article premier de la Loi des salaires raisonnables (1 George VI chapitre 50), lorsqu'ils sont employés dans cette ordonnance ou dans toute autre de l'Office, ont le sens que leur donne ladite loi.

4. Les mots "l'Office", "l'Ordonnance" ou "ordonnance", employés seuls, désignent respectivement l'Office des salaires raisonnables et la présente ordonnance No 4.

Department of Labour

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 4 revised of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order in Council No. 504 of April 27th 1938 and, pursuant to the provisions of Section 9 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 15th of May 1938:

FAIR WAGE ACT

Ordinance No. 4

The Fair Wage Board, in accordance with the *Fair Wage Act.* (1 George VI, chapter 50);

Whereas it is necessary to revise, with modifications, its ordinances No. 1, No. 2, and No. 3, published respectively in the *Quebec Official Gazette* on the second and thirtieth of October and the sixth of November, 1937;

Whereas it is equally important to fix a minimum wage for the workers who are not already included in the categories covered by the said ordinances;

PART I

General Provisions

1. Decrees that the provisions of the present ordinance, once in force, replace those of ordinances number one, two and three (No. 1, 2 and 3), which they modify or with which there is incompatibility.

2. *Minimum Wages:* Orders and decrees that the minimum wage which must be paid to male and female wage earners in the Province of Quebec, and the hours and other working conditions which must be observed, are those hereinafter fixed and determined in the various clauses of the ordinance.

Definitions:

3. The terms defined in the first article of the Fair Wage Act (1 George VI, Chapter 50), when used in this or any other ordinance of the Board, have the meaning given in the said Act.

4. The word "Board", "the ordinance" or "ordinance", when used alone, mean respectively the Fair Wage Board, and the present Ordinance No. 4, revised.

5. Le signe $ désigne le dollar canadien; la lettre c suivant immédiatement des chiffres signifie *cents* (centième partie d'un dollar).

6. Le masculin employé pour désigner un salarié quelconque, désigne et comprend aussi les personnes du sexe féminin.

7. Le mot "*apprenti*" signifie tout employé qui a moins de six mois de service dans le travail qu'il est chargé de faire pour son employeur. (Voir règles, Partie III, ch. 5, art. III et s.)

8. Les mots "industries saisonnières" désignent le travail qui se fait dans des établissements

a) qui sont en opération une certaine période de l'année seulement, ou

b) qui, bien qu'opérant toute l'année, requièrent pour des périodes plus courtes, l'embauchage temporaire d'un surcroit d'employés.

Sont seuls compris dans cette désignation les établissements spécialement décrits comme tels par ordonnance ou règlement de l'Office qui détermine le laps de temps durant lequel ils ont ce caractère, le salaire minimum et les autres conditions de travail. (Voir art. 23 à 26).

9. Pour les fins de cette ordonnance et, (sauf indication future au contraire), de toute autre ordonnance de l'Office, les mots "*établissements industriels et commerciaux*" se réfèrent à tous les commerces et industries, mentionnés ou non dans les ordonnances Nos 1, 2 et 3 de l'Office, en la Loi des établissements industriels (24 George V chapitre 55), en la Loi des mines (S.R.Q. ch. 80) et en la Cédule I de la loi des accidents du travail, (21 George V, chapitre 100, 1931), et, distinctement, les mots

10. "*Etablissement industriel*" désignent toute entreprise de production, de construction, fabrication complète ou partielle, de transformation ou réparation, requérant à certain degré, avec ou sans machine ou force animale, un travail manuel de l'homme, et comprenant, par exemple, toute fabrique, manufacture, usine, boutique, moulin, scierie, chantier, atelier, forge, carrière, exploitation minière ou forestière (sauf réserve en la partie IV), et toute autre entreprise de genre analogue, — et les mots

11. "*Etablissement commercial*" désignent toute entreprise de vente, échange ou louage d'effets ou de services publics contre rémunération ou pour profit comprenant, par exemple, tout magasin, salle de vente, salle d'échantillons, entrepôt, cour, marché, hôtel, auberge, pension, taverne, buvette, cabaret, garages, débits d'essence, colportage, distribution, salles de spectacles, théâtres, cinémas, salles de danses ou d'autres amusements, parcs de sport ou autres, organisation de services de transport par terre ou par eau, d'électricité, de télégraphe, de téléphone, de radiodiffusion, local quelconque où se font habituellement des actes de commerces, et toute autre entreprise de négoce de gènre analogue.

12. Dans le cas où le même établissement est en ce sens, à la fois ou pour partie *industriel* et pour partie *commercial*, l'*Office*, par résolution ou règlement, s'il y a lieu de le faire pour l'application de quelque disposition de ses ordonnances, décidera définitivement, s'il doit être classé comme industriel ou commercial.

13. L'*Office*, de même, au cas de doute, décidera si un établissement commercial en est un de *détail* ou non. Mais un établissement où habituellement des ventes se font au public en général n'en est pas moins un établissement de *détail* parce qu'il s'y fait aussi du commerce de gros.

5. The sign $ means the Canadian dollar, the letter c following immediately after figures means *cents* (the one hundredth of a dollar).

6. The masculine gender, used to designate any worker whatever, designates and includes also persons of the female sex.

7. The word "apprentice" means any employee with less than six months of service in the work he is entrusted with, for his employer. (See Rules, Part III, ch. 5, art. III and following).

8. The words "Seasonal Industries", mean the work which is performed in those establishments

a) which operate during only a certain period of the year, or

b) which, although operating all the year, require hiring additional employees for shorter periods.

The only establishments comprised in this group are those specially decreed as such by ordinance or regulation of the Board, which determines the length of time during which they are classified as such, the minimum wage and other working conditions. (See Art. 23 to 26.)

9. For the purpose of this Ordinance and, (except for future or contrary indication), of any other Ordinance of the Board, the words "*industrial and commercial establishments*" refer to all kinds of business and industries, mentioned or not in Ordinance No. 1, 2 and 3 of the Board, or in The Industrial Establishments Act (24 George V, Chapter 55), or in The Mines Act (R.S.Q., Ch. 80) and in Schedule 1 of the Workmen's Compensation Act (21, George V, Ch. 100, 1931), and, distinctly, the words

10. "Industrial establishment" mean any undertaking of production, construction, complete or partial fabrication, transforming or repairing requiring to a certain degree, with or without machinery or animal force, human manual work, and including, for example, any shop, plant, factory, works, mill, lumbermill, lumber camp, workshop, blacksmith shop, quarry, mining or forestry operation, (with the exception of the provisions in Part IV) and all other similar undertaking,—and the words

11. "Commercial establishment" mean any sales undertaking, exchange or rental of effects or public services for remuneration or benefit, including, for example, any store, showroom, sampleroom, warehouse, yard, market, hotel, inn, boarding house, tavern, bar, cabaret, garage, gasoline station, peddling, delivery, public hall, theatre, cinema, dance or amusement halls, play and sport grounds, transportation service organizations on land or water, electricity, telegraph, telephone, radio broadcasting, radio installing and any place whatsoever used for commercial transactions or any business undertaking of a similar nature.

12. When one establishment is at the same time, partly *industrial* and partly *commercial*, if deemed advisable for the application of any provisions of its ordinances, the Board by resolution or by-laws, will definitely decide whether it is to be classed as industrial or commercial.

13. The *Board*, likewise, in case of doubt, will decide whether a commercial establishment is a retail establishment or not-but an establishment where sales are generally made to the public at large is for all intents and purposes a retail establishment even when used for wholesale business.

Zones d'application:

14. Pour les fins d'application de cette ordonnance, la Province est divisée en quatre zones, comprenant chacune les territoires suivants:

Zone I: La ville et l'île de Montréal et les municipalités de cité ou ville comprises dans un rayon de cinq (5) milles autour de l'île de Montréal;

Zone II: La ville de Québec et les autres municipalités (autres que celles de la zone I) d'une population d'au moins dix mille (10,000) âmes, et les municipalités de cité ou ville comprises dans un rayon de deux milles autour d'elles;

Zone III: Les municipalités de cité ou ville (autres que celles des zones I et II) d'une population de deux mille (2000) à dix mille âmes (10,000);

Zone IV: Toutes les autres municipalités de cités et villes.

(*Population:* celle constatée au dernier recensement fédéral alors publié.)

15. Si une municipalité se trouve située partie dans une zone et partie dans une autre, elle sera considérée comme appartenant à la zone des moindres taux.

16. Les salariés sont classés dans la zone où ils résident et travaillent habituellement, même s'ils ont à travailler occasionnellement dans d'autres zones. Si leur travail habituel se fait dans plus d'une zone, ils sont classés dans celle où s'est fait le contrat de louage d'ouvrage. Au cas de contestation, la décision de l'Office est péremptoire.

Zones of application:

14. For the purpose of the application of this ordinance, the Province is subdivided into four zones, each one including the following territories:

Zone I: The City and Island of Montreal and the municipalities of city or town included within a radius of five (5) miles around the Island of Montreal;

Zone II: The City of Quebec and the other municipalities (other than those of Zone I) with a population of at least ten thousand (10,000) persons, and the municipalities of city or town included within a radius of two (2) miles around them;

Zone III: The municipalities of city or town (other than those of Zones I and II) with a population of two thousand (2,000) to ten thousand (10,000) persons;

Zone IV: All the other municipalities of cities and towns.

(*Population:* according to the figures of the last published federal census).

15. If a municipality is located partly in one zone and partly in another zone, it shall be considered as belonging to the zone having the lower rate.

16. The workers are classed in the zone where they reside and usually work, even if they occasionally work in other zones. If their usual work is done in more than one zone, they are classed in the zone in which the contract to work is made. In case of contestation, the decision of the Board is final.

DEUXIÈME PARTIE

ÉCHELLES DE SALAIRES

17. *Catégories:* Tous les salariés auxquels s'applique la Loi des salaires raisonnables sont répartis en six catégories.

Il appartiendra à l'*Office* de décider définitivement par résolution, au cas de contestation, si un ou des salariés sont compris dans une catégorie ou dans une autre.

18. *Classes:* Lorsque les salariés d'une même catégorie sont répartis en classes, la classe A comprend: pas moins de soixante pour cent (60%), la classe B, pas plus de vingt-cinq pour cent (25%), et la classe C, pas plus de quinze pour cent (15%) du nombre total des employés du même patron de cette catégorie (voir clauses additionnelles quant au pourcentage, *infra*, articles 80 et suivants).

19. *Taux minimum:* Dans chaque catégorie et dans chaque classe (s'il en est) le salaire pour chaque heure ou chacune des autres périodes de travail, selon le cas, ne pourra être inférieur à ceux mentionnés ci-dessous.

CATÉGORIE I

EMPLOYÉS DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

1° *Cas généraux*

20. Tous les salariés, quelle que soit la nature de leur emploi, qui travaillent, soit à l'intérieur soit à l'extérieur d'un établissement industriel ou commercial, —à l'exclusion toutefois des employés expressément mentionnés ou décrits dans une autre clause ou catégorie de cette ordonnance:

PART TWO

SCALES OF WAGES

17. *Categories:* All wage-earners to whom the Fair Wage Act applies are divided into six Categories.

In case of a contestation, it is the right of the Board to decide, by resolution whether one or several wage-earners are included in one or another Category.

18. *Classes:* When wage-earners of the same category are subdivided into classes: Class A includes not less than sixty per cent (60%); Class B, not more than twenty-five per cent (25%); and Class C, not more than fifteen per cent (15%) of the total number of employees of the same employer in the same category. (See special additional clauses as to percentage, *infra*, article 80 and following).

19. *Minimum rate:* In each category and in each class (if there is any) the wages for each hour, and for any other period of work whatever the case, shall not be less than those mentioned below.

CATEGORY I

EMPLOYEES IN INDUSTRIAL AND COMMERCIAL ESTABLISHMENTS

1° *General cases*

20. All wage-earners, whatever may be the nature of their occupation, working inside or outside of an industrial or commercial establishment,—with the exception however of employees specially mentioned or described in another article or category of said Ordinance:

21. *Taux pour louage à l'heure :*

Zone I: Classe	A	26c.	B	22c.	C	17c.
Zone II: Classe	A	24c.	B	20c.	C	15c.
Zone III: Classe	A	22c.	B	18c.	C	13c.
Zone IV: Classe	A	20c.	B	16c.	C	12c.

21. *Rates per hour:*

Zone I: Class	A	26c	B	22c	C	17c
Zone II: Class	A	24c	B	20c	C	15c
Zone III: Class	A	22c	B	18c	C	13c
Zone IV: Class	A	20c	B	16c	C	12c

22. *Taux pour louage à la semaine, au mois ou à l'année :*

(*a*) Dans les établissements et pour les employés soumis à la semaine de quarante-huit (48) heures:

Zone I :	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Classe A	$12.50	$54.00	$650.00
Classe B	10.50	46.00	$550.00
Classe C	8.00	35.00	$420.00
Zone II :			
Classe A	$11.50	$50.00	$600.00
Classe B	9.60	42.00	500.00
Classe C	7.25	31.00	375.00
Zone III :			
Classe A	$10.50	$46.00	$550.00
Classe B	8.65	37.50	450.00
Classe C	6.25	27.00	325.00
Zone IV :			
Classe A	$9.60	$42.00	$500.00
Classe B	7.70	33.50	400.00
Classe C	5.75	25.00	300.00

22. *Rates per week, or month or year:*

(*a*) In the establishment and for the employees subject to the forty-eight (48) hour week:

Zone I	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Class A	$12.50	$54.00	$650.00
Class B	10.50	46.00	550.00
Class C	8.00	35.00	420.00
Zone II:			
Class A	$11.50	$50.00	$600.00
Class B	9.60	42.00	500.00.
Class C	7.25	31.00	375.00
Zone III:			
Class A	$10.50	$46.00	$550.00
Class B	8.65	37.50	450.00
Class C	6.25	27.00	325.00
Zone IV:			
Class A	$9.60	$42.00	$500.00
Class B	7.70	33.50	400.00
Class C	5.75	25.00	300.00

(*b*) Dans les établissements et pour les employés soumis à la semaine de cinquante-quatre (54) heures:

Zone I:	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Classe A	$14.00	$61.00	$730.00
Classe B	12.00	52.00	625.00
Classe C	9.20	40.00	460.00
Zone II :			
Classe A	$13.00	$57.00	$675.00
Classe B	10.80	47.00	560.00
Classe C	8.00	35.00	420.00
Zone III :			
Classe A	$12.00	$52.00	$625.00
Classe B	9.75	42.50	510.00
Classe C	7.00	30.50	365.00
Zone IV :			
Classe A	$10.80	$47.00	$560.00
Classe B	8.75	38.00	455.00
Classe C	6.50	28.00	340.00

(*b*) In the establishment and for the employees subject to the fifty-four (54) hour week:

Zone I:	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Class A	$14.00	$61.00	$730.00
Class B	12.00	52.00	625.00
Class C	9.20	40.00	460.00
Zone II:			
Class A	$13.00	$57.00	$675.00
Class B	10.80	47.00	560.00
Class C	8.00	35.00	420.00
Zone III:			
Class A	$12.00	$52.00	$625.00
Class B	9.75	42.50	510.00
Class C	7.00	30.50	365.00
Zone IV:			
Class A	$10.80	$47.00	$560.00
Class B	8.75	38.00	455.00
Class C	6.50	28.00	340.00

(*c*) Dans les établissements et pour les employés soumis à la semaine de soixante (60) heures:

Zone I :	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Classe A	$15.75	$68.50	$820.00
Classe B	13.25	57.50	690.00
Classe C	10.25	44.50	535.00
Zone II :			
Classe A	$14.40	$62.50	$750.00
Classe B	12.00	52.00	625.00
Classe C	9.00	39.00	470.00
Zone III :			
Classe A	$13.25	$57.50	$690.00
Classe B	10.80	47.00	560.00
Classe C	7.80	34.00	405.00
Zone IV :			
Classe A	$12.00	$52.00	$625.00
Classe B	9.60	42.00	500.00
Classe C	7.25	31.00	375.00

(*c*) In the establishments and for the employees subject to the sixty (60) hour week:

Zone I:	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Class A	$15.75	$68.50	$820.00
Class B	13.25	57.50	690.00
Class C	10.25	44.50	535.00
Zone II:			
Class A	$14.40	$62.50	$750.00
Class B	12.00	52.00	625.00
Class C	9.00	39.00	470.00
Zone III:			
Class A	$13.25	$57.50	$690.00
Class B	10.80	47.00	560.00
Class C	7.80	34.00	405.00
Zone IV:			
Class A	$12.00	$52.00	$625.00
Class B	9.60	42.00	500.00
Class C	7.25	31.00	375.00

2° *Industries saisonnières* (1)

23. Les taux de salaire minimum suivants s'appliquent aux industries et commerces qui sont mentionnés dans ce paragraphe (2.) et à ceux que l'Office pourra désigner par règlement ou ordonnance, à moins que, en ce cas, un autre salaire n'y soit déterminé:

24. *a*) L'industrie de mise en conserve de fruits et de légumes, dont les établissements n'opèrent que du 15 juin au 15 octobre;
Zones I, II, III et IV.....14 cents (14c)

25. *b*) L'industrie de la production du sucre d'érable, du 1er avril au 15 juin;
Zones I, II, III, et IV.....15 cents (15c)

26. *c*) L'industrie de la manutention et écotage du tabac canadien dans les zones III et IV du 15 juin au 15 octobre;

50% des employés.....14c
50% des employés.....16c

Les règles imposant le paiement du salaire majoré en certains cas ne s'appliquent pas aux industries saisonnières.

3° *Entreprises de téléphones*

27. Les taux de salaire minima suivants s'appliquent aux employés des établissements qui exploitent des lignes de téléphone pour le public:

Groupe A : Les opérateurs ou téléphonistes qui ont la garde d'un ou de plus d'un tableau commutateur (standard) et sont chargés de répondre aux appels du public et de fournir les communications, et qui travaillent sous le contrôle direct de l'employeur; ils sont assimilés aux salariés de cette catégorie et régis par les articles 20, 21 et 22*b*.

28. *Groupe B :* Les opérateurs ou téléphonistes qui travaillent dans des locaux fournis par eux-mêmes ou par l'employeur mais sous leur propre contrôle et qui, tout en ayant à répondre au public le jour et la nuit, peuvent par intervalles, vaquer à leurs occupations personnelles;

(1) S'ils ont à leur tableau 500 lignes (ou plus) d'abonnés réguliers:
Zones I et II: $10.00 par semaine;
Zones III et IV: $8.00 par semaine;

(2) S'ils ont à desservir 100 lignes ou plus mais moins de 300:
Zones I, II, III et IV: $6.00 par semaine.

(3) S'ils ont à desservir moins de 100 lignes:
Zones I, II, III et IV: un salaire au moins égal à 30% du total des abonnements sur les dites lignes et du prix de leurs messages.

29. *Groupe C :* Les autres employés: ils sont régis par les articles 20, 21 et 22 ou par les articles 30 à 35 ou 37 ou 49, selon la nature de leur travail.

CATÉGORIE II

EMPLOYÉS DE BUREAUX

30. Tous les salariés commis à la direction, administration, comptabilité, tenue des livres et aux écritures dans un des établissements industriels ou commerciaux de la catégorie I, et aussi dans tout autre établissement financier, institution ou maison de banque, de fiducie, de courtage, d'assurance, de garage, bureau d'affaires, agence de perception ou autre, étude ou cabinet professionnels, quelle que soit la nature de la profession,

(1) *Voir définition, articles 8; Cf. aussi article 85*

2° *Seasonal Industries* (1)

23. The following minimum wage rates apply to industries and enterprises mentioned in this paragraph (2.) and to those which the Board may designate by by-law or ordinance, unless, in this case, another wage has been determined:

24. *a*) Fruit and vegetable canning industry whose establishments operate only from June 15 to October 15;
Zones I, II, III and IV.....14 cents (14c)

25. *b*) The maple sugar industry, from April 1 to June 15:
Zones I, II, III and IV.....15 cents (15c)

26. *c*) The handling and stemming of Canadian tobacco in zones III and IV from June 15 to October 15:

50% of the employees.....14c
50% of the employees.....16c

The regulations requiring the paying of increased salary in certain cases do not apply to seasonal industries.

3° *Telephone Companies*

27. The following minimum wage rates apply to the employees in establishments which operate public telephone services:

Group A: The operators in charge of one or more standard switchboards and whose duty it is to answer calls, give connections and work under the direct control of the employer, belong to the wage-earners of this category I and are covered by articles 20, 21 and 22*b*;

28. *Group B:* The operators working in a place supplied by themselves or by the employer but under their own control and who, having to answer the public day and night, may, at intervals, attend to their personal occupations;

(1) With a switchboard of 500 lines (or more) of regular subscribers:
Zones I and II: $10 per week;
Zones III and IV: $8 per week;

(2) With a switchboard of 100 lines or more but less than 300:
Zones I, II, III and IV: $6 per week;

(3) With a switchboard of less than 100 lines:
Zones I, II, III and IV: a salary equal to, at least, thirty per cent (30%) of the total subscriptions on the said lines and on the price of their calls.

29. *Group C:* The other employees; they are covered by articles 20, 21, 22 or by articles 30 to 35 or 37 or 49, according to the nature of their work.

CATEGORY II

OFFICE EMPLOYEES

30. All wage-earners employed in the directing, managing, accounting, bookkeeping and general clerical work in industrial or commercial establishments, of Category I and also any other financial establishment, banking institution, trust, brokerage, insurance, garage, business office, collection agency or other, office of any professional practitioner, whatever the nature of the profession, trade, enterprise or occupation, such as, for

(1) *See definition, Article 8; also Article 85.*

du métier, de l'entreprise ou de l'occupation, tels que par exemple, les gérants, comptables, avec ou sans diplômes, caissiers, commis de bureau, secrétaires, téléphonistes autres que ceux visés par l'article 29, nouvellistes, rédacteurs, sténographes, dactylos et autres faisant un travail analogue.

31. *Taux pour louage à l'heure :*

Zone I: 25c; Zone II: 22.5c; Zone III: 20c; Zone IV: 15c.

32. *Taux pour louage à la semaine, au mois, à l'année :*

(*a*) Dans les établissements à semaine de 48 heures:

	Par semaine	*Par mois*	*Par an*
Zone I.	$12.00	$52.00	$625.00
Zone II.	10.80	47.00	560.00
Zone III.	9.60	42.00	500.00
Zone IV.	7.25	31.00	375.00

(*b*) Dans les établissements à semaine de 54 heures:

Zone I.	$13.50	$58.50	$700.00
Zone II.	12.25	53.00	635.00
Zone III.	10.80	47.00	560.00
Zone IV.	8.00	35.00	420.00

(*c*) Dans les établissements à semaine de 60 heures:

Zone I.	$15.00	$65.00	$780.00
Zone II.	13.50	58.50	700.00
Zone III.	12.00	52.00	625.00
Zone IV.	9.00	39.00	470.00

33. Les garçons de bureaux, chasseurs, employés à faire des messages et rendre des services analogues ne requérant pas plus d'instruction que celle d'un enseignement primaire sont rétribués aux taux des messagers de la catégorie III, article 40.

34. C'est la semaine de 48 heures qui, généralement, s'applique aux employés de cette catégorie.

Exceptionnellement,

(*a*) lorsqu'ils travaillent dans des établissements industriels ou commerciaux où d'autres salariés sont employés en plus grand nombre, c'est la semaine de 48, de 54 ou de 60 heures, selon le cas, qui s'applique aux employés de bureau comme aux autres;

(*b*) ils peuvent convenir d'une semaine de 60 heures dans les établissements tels que les hôtelleries, hôpitaux, entreprises de transport, ou autres qui doivent assurer au public un service de 24 heures par jour. L'Office, toutefois, par résolution, pourra déclarer nulle, telle contention, s'il juge que l'établissement ne doit pas tomber sous le coup de l'exception.

35. Au cas où un employé de bureau travaille dans le même établissement pour plus d'un patron, tous les employeurs sont solidairement responsables du salaire, régulier ou supplémentaire, à moins que le travail, par convention et en fait, se fasse pour chaque patron, à des heures déterminées distinctes de la journée, auquel cas chacun est tenu du salaire pour le nombre d'heures stipulées par lui.

(Le mot *établissement*, en cet article, signifie le même bureau ou la même série de bureaux dans le même immeuble)

CATÉGORIE III

EMPLOYÉS DES SERVICES DE VOITURAGE, LIVRAISON, MESSAGERIE

1° *Chauffeurs et charretiers*

36. Les salariés (autres que les domestiques de maisons privées), chargés de conduire des

31. *Rates per hour:*

Zone I: 25: Zone II: 22.5c; Zone III: 20c; Zone IV: 15c.

32. *Rates per week, month or year:*

(*a*) In 48-hour-week establishments:

	Per week	*Per month*	*Per year*
Zone I.....	$12.00	$52.00	$625.00
Zone II.....	10.80	47.00	560.00
Zone III.....	9.60	42.00	500.00
Zone IV.....	7.25	31.00	375.00

(*b*) In 54-hour-week establishments:

Zone I.....	$13.50	$58.50	$700.00
Zone II.....	12.25	53.00	635.00
Zone III.....	10.80	47.00	560.00
Zone IV.....	8.00	35.00	420.00

(*c*) In 60-hour-week establishments:

Zone I.....	$15.00	$65.00	$780.00
Zone II.....	13.50	58.50	700.00
Zone III.....	12.00	52.00	625.00
Zone IV.....	9.00	39.00	470.00

33. Office boys, messenger-boys and employees rendering similar services not requiring more than primary school instruction shall be paid at the rate of messengers of category III, Article 40.

34. The 48-hour week shall apply generally to the employees of this category.

Except,

(*a*) when at work in industrial or commercial establishments where other wage earners are employed in a larger number, the 48, 54 or 60 hour week, as the case may be, shall apply to the office employees as to the others;

(*b*) They may agree upon a 60-hour week in establishments such as hotels, hospitals, transport companies, or others, which must assure to the public a service of 24 hours per day. The Board, at all times, by resolution, may declare void, such convention, if it deems that the establishment should not enjoy such exemption.

35. In the case where an office employee works in the same establishment for more than one employer, all the employers are jointly and severally responsible for the wage, regular or supplementary, unless the work, by convention and in fact, is done for each employer at certain determined hours of the day, in which case each one is held responsible for the payment of the number of hours stipulated by him. (The word *establishment* in this article, means the same office or suit of offices in the same building.)

CATEGORY III

EMPLOYEES EMGAGED IN TRANSPORTATION, DELIVERY, AND EXPRESS SERVICE

1° *Chauffeurs and drivers of horse-drawn vehicles*

36. The wage earners in charge of the driving of automobiles or horse-driven vehicles supplied

voitures automobiles ou à traction animale fournies par l'employeur, pour le transport de personnes ou de marchandises quelconques:

37. *Groupe A :* Ceux qui sont attachés à un établissement de la catégorie I pour l'industrie ou le commerce duquel le voiturage est simplement un accessoire. Ils sont considérés comme employés de ladite catégorie (I) et soumis aux taux et conditions de travail qui y sont stipulés, comme les autres membres du personnel.

38. *Groupe B :* Ceux qui sont loués à des employeurs dont l'entreprise, distinctement sinon exclusivement, en est une de voiturage, pour qui les taux de salaire minimum, sur la base d'une semaine de 60 heures, sont les suivants:

(1) *Conducteurs de taxis, camions et voitures en général :*

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zone I.....	25c.	$ 15.00	$ 65.00	$780.00
Zone II.....	20c.	12.00	52.00	625.00
Zone III....	18c.	10.80	47.00	560.00
Zone IV....	15c.	9.00	39.00	470.00

(2) *Conducteurs de camions lourds* (capacité 5500 lbs ou plus), d'autobus, de véhicules charroyant des matériaux de construction, des pianos, du combustible etc., ou employés par des déménageurs ou par rouliers publics pour des courses à longues distances.

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zones I, II, III et IV:	30c.	$ 18.00	$ 78.00	$935.00

Les aides des conducteurs des sous-paragraphes (1) et (2) précédents, s'ils ne conduisent pas:

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zones I, II, III et IV:	20c.	$ 12.00	$ 52.00	$625.00

39. Sauf le cas de circonstances graves exceptionnelles, telles que secours, maladie, accident, incendie et force majeure, un salarié chauffeur de voiture automobile ne doit pas être au volant et conduire effectivement plus de douze (12) heures consécutives, sans prendre d'autre repos que le temps des repas. Toute heure de travail en plus devra être payée au taux de $2 l'heure ou fraction d'heure; et le paiement de ce salaire supplémentaire ne soustraira pas l'employeur à la pénalité imposée pour telle infraction à l'Ordonnance.

2° *Messagers*

40. Les chasseurs, livreurs préposés à la livraison ou distribution d'effets, marchandises, circulaires, messages quelconques, à porter à pied ou à bicyclette, et aussi ceux qui, sur voitures de livraison accompagnent le conducteur pour surveiller la cargaison ou aider à la livraison d'objets légers.

Salaire minimum basé sur une semaine de 48, 54 ou 60 heures selon le cas de l'établissement où ils sont employés.

Zones, I, II, III, IV:.....	*Par heure*	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Semaine de 48 heures:..	10c.	$4.80	$21.00	$250.00
Semaine de 54 heures:...	10c.	5.40	24.00	280.00
Semaine de 60 heures:...	10c.	6.00	26.00	310.00

by the employer for the transporting of human beings or goods of any description (other than domestic servants in private houses):

37. *Group A:* Those who are attached to an establishment of category I, when the transportation is simply an accessory service of the industry or the commerce. They are considered as employees of the said category (I) and subject to the rates and working conditions mentioned therein, as the other members of the staff.

38. *Group B:* Those working for an employer whose business is distinctly, if not exclusively, one of transportation, and for which the minimum rates, based upon a sixty (60) hourweek, are the following:

(1) *Drivers of taxis, trucks, and vehicles in general:*

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zone I:	25c	$15.00	$65.00	$780.00
Zone II:	20c	12.00	52.00	625.00
Zone III:	18c	10.80	47.00	560.00
Zone IV:	15c	9.00	39.00	470.00

(2) Drivers of heavy trucks (capacity 5500 pounds and over), busses, vehicles carrying building materials, pianos, fuel, etc., or employed by common carriers or by public carriers for long distance hauling.

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zones I, II, III and IV:	30c	$18.00	$78.00	$935.00

The helpers of the drivers mentioned in the preceding sub-paragraphs (1) and (2), but who do not drive:

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zones I, II, III and IV:	20c	$12.00	$52.00	$625.00

39. Except in the case of unusually serious circumstances such as relief, sickness, accident, fire or "superior force" a chauffeur wage earner of an automotive vehicle must not be at the wheel and drive effectively more than twelve (12) consecutive hours without taking any other rest than time for meals. Every additional hour of work must be paid at the rate of $2.00 per hour or fraction of an hour and the payment of this supplementary wage shall not exempt the employer from the penalty imposed for such breach of the Ordinance.

2° *Messengers*

40. Messengers, delivery boys and others delivering goods, merchandise, circulars, messages of any kind, on foot or by bicycle, and also those who, on a delivery vehicle, accompany the drivers to take care of the goods or help in the delivery of light articles.

Minimum wage based upon a week of 48, 54 or 60 hours, as the case may be, according to the establishment in which they are employed.

Zones I, II, III, IV...	*Per hour*	*Per week*	*Per month*	*Per year*
48-hour week:	10c	$4.80	$21.00	$250.00
54-hour week:	10c	5.40	24.00	280.00
60-hour week:	10c	6.00	26.00	310.00

41. Si un salarié de ce groupe est retenu pour service à l'intérieur de l'établissement, ou à tout autre emploi, plus de la moitié du temps de son travail, il sera rétribué comme les employés de la catégorie I selon le taux minimum de la zone à laquelle il appartient.

3° Garagistes

42. Les salariés d'établissements de garage d'automobiles ou d'autres véhicules:

43. *Groupe A :* Hommes de métier tels que mécaniciens, charrons, électriciens, forgerons, menuisiers, peintres, vitriers, débosseurs, rembourreurs, qui, porteurs ou non de diplômes ou certificats de compétence, sont employés à des travaux de construction, de réparations ou autres de ce genre:

Taux de salaire minimum sur la base d'une semaine de 54 heures, laquelle peut toutefois être portée à 60 heures entre le 15 février et le 15 juin:

	A l'heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zone I:.....	40c.	$ 21.60	$ 94.00	$1125.00
Zone II.....	35c.	18.90	82.00	985.00
Zone IV:....	30c.	16.20	70.00	840.00
Zone IV:....	25c.	13.50	58.50	700.00

Semaine de 60 heures:

	A l'heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zone I:.....	40c.	$ 24.00	$104.00	$1,250.00
Zone II:....	35c.	21.00	91.00	1095.00
Zone III:...	30c.	18.00	78.00	935.00
Zone IV:....	25.c	15.00	65.00	780.00

44. *Groupe B :* Employés affectés aux autres services, tels que garage des voitures, ventes d'autos, d'essence, d'huile, lavage, ou autres non décrits dans le groupe précédent: ils sont soumis au taux et conditions de travail des employés d'établissements de détail de la catégorie I, et s'ils sont employés de bureau, à ceux de la catégorie II.

CATÉGORIE IV

DOMESTIQUES D'HOTELLERIES

45. Les serviteurs employés à un service domestique sur terre ou sur eau, dans tout établissement où l'on fournit, contre rémunération, logement ou nourriture, tel que les hôtels, auberges, maisons d'hospitalisation, de pension ou de location de chambres à la journée, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements, "terrasses", cercles, clubs, ou autres entreprise ou commerce de cet ordre.

Taux minimum basé sur une semaine de 54 heures:

(1) *Garçons ou filles de table, valets ou filles de chambre, serviteurs des buvettes ou cabarets, opérateurs d'ascenseurs:*

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zone I.....	20c	$10.80	$47.00	$560.00
Zone II.....	16c	8.75	38.00	455.00
Zone III....	13c	7.00	30.50	365.00
Zone IV....	10c	5.40	24.00	280.00

(2) *Cuisiniers:*

Zone I.....	30c	16.20	70.00	840.00
Zone.II.....	25c	13.50	58.50	700.00
Zone III....	15c	8.00	35.00	420.00
Zone IV....	12c	6.50	28.00	340.00

Aides ou assistants aux travaux de cuisine:

41. If a wage earner of this group is retained for service within the establishment, or at any other occupation, more than half of the time he is at work, he shall be paid as the employees in Category 1, according to the minimum rate of the Zone to which he belongs.

3° Garage Employees

42. Wage earners of establishments parking automobiles or other vehicles:

43. *Group A:* Tradesmen, such as mechanics' body builders, glass setters, body repair men (*débosseurs*), upholsterers, who, holders or not of diplomas or certificates are employed in the work of construction, or repairing, or work of a similar nature:

Minimum wage rates on the base of a week of 54 hours, which may however be increased to 60 hours between February 15 and June 15:

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zone I:....	40c	$21.60	$94.00	$1125.00
Zone II:....	35c	18.90	82.00	985.00
Zone III:....	30c	16.20	70.00	840.00
Zone IV:....	25c	13.50	58.50	700.00

In the week of 60 hours:

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zone I:....	40c	$24.00	$104.00	$1250.00
Zone II:....	35c	21.00	91.00	1095.00
Zone III:....	30c	18.00	78.00	935.00
Zone IV:....	25c	15.00	65.00	780.00

44. *Group B:* Employees working in other services, such as parking vehicles, selling of cars, gas, oil, washing or other operations not mentioned in the preceding group: They are subject to the rates and working conditions of the employees in retail establishments of Category 1, and, if they are office workers, to the conditions of Category 11.

CATEGORY IV

HOTEL DOMESTIC SERVICE

45. The servants employed in domestic service, on land or water, in any establishment to which is furnished against payment, room and board, such as hotels, inns, institutions of hospitalization, board or rooms by the day, restaurants, cafes, soft drinks parlours, terraces, clubs, curb services or other enterprises or business of this kind.

Minimum rates based upon a fifty-four-hour week.

(1) *Waiters or waitresses, valet or chamber maids, bar-tenders, cabaret waiters, elevator operators:*

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zone I:....	20c	$10.80	$47.00	$560.00
Zone II:....	16c	8.75	38.00	455.00
Zone III:....	13c	7.00	30.50	365.00
Zone IV:....	10c	5.40	24.00	280.00

(2) Cooks:

Zone I:....	30c	$16.20	$70.00	$840.00
Zone II:....	25c	13.50	58.50	700.00
Zone III:....	15c	8.00	35.00	420.00
Zone IV:....	12c	6.50	28.00	340.00

Kitchen help or assistants:

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zone I.....	25c	$13.50	$58.50	$700.00
Zone II.....	20c	10.80	47.00	560.00
Zone III.....	14c	7.50	32.50	390.00
Zone IV.....	12c	6.50	28.00	340.00

46. Toutefois, quant aux hôtels, pensions et autres maisons de logement, les taux minima ci-dessus fixés pour la zone II s'appliquent non seulement aux hotelleries qui y sont situées, mais aussi à celles des zones III et IV qui ont de 50 à 100 chambres à louer.

47. Dans les établissements de la zone IV où il y a moins de cinq chambres à louer et où l'on sert des repas, on peut convenir, dans le cas d'engagement au mois ou à l'année, d'un salaire minimum de dix dollars ($10) par mois avec en plus le gite et le couvert gratuits, ou de quinze dollars ($15) sans le logement.

48. Dans les établissements industriels ou commerciaux où, bien qu'ils ne soient pas principalement des hotels ou restaurants, on sert à manger ou à boire, les salariés préposés à ce service seront considérés quant au salaire et aux heures de travail comme employés de la catégorie I.

49. (3) *Chasseurs (bell boys) portiers, messagers.*

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zones I, II, III, IV...	10c	$5.40	$24.00	$280.00

50. (4) Etablissements connus sous le nom de tavernes et régis par la Loi des Liqueurs de Québec — opérés seuls ou comme accessoire de tout autre établissement:

Garçons qui versent et servent à boire:

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zones I, II, III, IV...	25c	$13.50	$58.50	$700.00

CATÉGORIE V

SALAIRES D'EMPLOIS DIVERS

1° *Enseignement*

51. Les *instituteurs* à l'emploi des Commissions scolaires.

Zones I, II, III, IV:

Avec logement gratuit mis à leur usage: $300.00 par année;

Sans tel logement: $400.00 par année.

52. Les *Professeurs*, instituteurs ou répétiteurs à l'emploi d'autres employeurs pour enseigner à un ou des groupes d'au moins cinq élèves:

Zones I et II: $12.00 par semaine.

Zones III et IV: $10.00 par semaine

2° *Corporations publiques*

53. *Corporations municipales:* Les salariés remplissant la charge de greffiers, ou secrétaires, ou trésoriers ou secrétaires-trésoriers d'une corporation municipale:

Groupe A: Employés travaillant dans un local de la Corporation régulièrement les jours ouvrables et dont le temps est contrôlé par l'employeur: ils sont, eux et leurs assistants, comptables ou commis, employés de bureaux, et comme tels régis par les règles de la catégorie II;

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zone I:.....	25c	$13.50	$58.50	$700.00
Zone II:.....	20c	10.80	47.00	560.00
Zone III:.....	14c	7.50	32.50	390.00
Zone IV:.....	12c	6.50	28.00	340.00

46. However, in the case of hotels, boarding-houses and other lodgings, the above minimum rates fixed for zone II apply, not only to hotels which are located there, but also to those of zones III and IV which have from fifty (50) to one hundred (100) rooms to rent.

47. In the establishments of zone IV where there are less than five rooms to rent and where meals are served, one may agree, in the case of a contract by the month or by the year, upon a minimum wage of ten dollars ($10.00) per month with free room and board, or of fifteen dollars ($15.00) without room.

48. In industrial or commercial establishments where, although they are not principally hotels or restaurants, meals and drinks are served, the wage-earners engaged in this service shall be considered in regard to wage and hours of work, as employees of category I.

49. (3) *Bell-boys, porters, messengers:*

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zones, I, II, III, IV:	10c	$5.40	$24.00	$280.00

50. (4) Establishments known as taverns and administered under the Quebec Liquor Act— operated separately or as part of any other establishment:

Waiters drawing and serving drinks:

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zones I, II, III, IV:	25c	$13.50	$58.50	$700.00

CATEGORY V

SALARIES FOR MISCELLANEOUS OCCUPATIONS

1° *Teaching*

51. *Teachers* in the employ of school commissions.

Zones I, II, III, IV:

When provided with free lodging $300.00 per year;

Without such free lodging: $400.00 per year.

52. *Professors*, teachers or tutors in the employ of other corporations or by other employers to teach to one or many groups of at least five pupils:

Zones I and II: $12.00 per week.

Zones III and IV: $10.00 per week.

2° *Public Corporations*

53. *Municipal corporations:* Wage-earners holding the position of clerk or secretary, or treasurer or secretary-treasurer of a municipal corporation:

Group A: Employees working in an office of the corporation regularly during working days and whose time is controlled by the employer: They and their assistants, accountants or clerks, are office employees and as such are governed by the regulations of Category II:

Groupe B: Employés travaillant généralement à domicile ou dans des conditions qui ne permettent pas à l'employeur de contrôler leur temps de travail, (sans égard aux zones).

	Par semaine	*Par mois*	*Par an*
Dans les municipalités			
de plus de 10,000 âmes.	$11.50	$50.00	$600.00
de 6000 à 10,000 âmes..	9.50	42.00	500.00
de 3000 à 6000 âmes...	7.50	33.50	400.00
de 1500 à 3000 âmes...	4.00	17.00	200.00
de moins de 1500 âmes.	2.00	8.50	100.00

54. *Commissions scolaires:* Les salariés remplissant une charge correspondante pour une corporation de commissaires ou syndics d'écoles: la même règle s'applique quant à la division du groupe A et du groupe B, avec le taux de salaire minimum réduit de moitié.

55. *Fabriques paroissiales:* Les bedeaux ou sacristains employés par une fabrique, corporation ou ministre en charge d'une église, chapelle paroissiale, temple, synagogue ou autre immeuble affecté à un culte religieux:

Groupe A: Les salariés dont les services sont requis habituellement toute la journée (de huit heures);

Groupe B: Ceux à qui le travail habituel pour la fabrique permet de vaquer au moins la moitié de la journée, en moyenne, à leurs propres occupations:

	Groupe A	*Groupe B*
	Par mois	*Par mois*
Zones I et II.....	$75.00	$40.00
Zone III.....	60.00	35.00
Zone IV.....	50.00	30.00

56. Quant aux dits employés des corporations ou commissions publiques susmentionnées en cette catégorie V, l'Ordonnance n'affecte pas les conditions d'engagement établies actuellement, (lors de sa publication) pour l'année fiscale courante desdits employeurs.

3° *Gardiens d'immeubles*

57. (*a*) Les salariés préposés à la garde et surveillance, de jour ou de nuit, des établissements industriels ou commerciaux de la catégorie I, ou d'immeubles quelconques:

Sur la base d'une semaine de soixante heures:

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zones I et II	25c	$15.00	$65.00	$780.00
Zone III...	20c	12.00	52.00	625.00
Zone IV ...	15c	9.00	39.00	470.00

58. (*b*) Les concierges qui, logés et chauffés gratuitement avec leur famille, dans une maison de rapport, y sont chargés de la surveillance générale et, totalement ou partiellement, de l'administration, comme de location d'appartements et perception des loyers:

(Sans limite d'heures):

	Avec logement chauffé par mois	*Sans logement par mois*
Zones I et II	$50.00	$65.00
Zones III et IV	40.00	55.00

Group B: Employees generally working at home, or under conditions which do not permit the employer to control their time (without consideration for Zones):

	Per week	*Per month*	*Per year*
In municipalities:			
of more than 10,000 persons	$11.50	$50.00	$600.00
of 6000 to 10,000 persons.	9.50	42.00	500.00
of 3,000 to 6,000 persons.	7.50	33.50	400.00
of 1,500 to 3,000 persons.	4.00	17.00	200.00
of less than 1,500 persons	2.00	8.50	100.00

54. *School Boards:* Wage-earners occupying a clerical position for a school board. The same rule applies in regard to the division of Group A and Group B, with the minimum rate reduced by one half.

55. *Parish Vestry-boards:* Beadles and sacristans, church attendants engaged by a church, corporation or minister in charge of a church, parochial chapel, temple, synagogue or any other building used for religious purposes:

Group A: Employees usually working a full day (of eight hours);

Group B: Those whose usual work for the church allows them, for at least half of the day, on the average, to look after their own occupations.

	Group A	*Group B*
	per month	*per month*
Zone I and II.....	$75.00	$40.00
Zone III.....	60.00	35.00
Zone IV:.....	50.00	30.00

56. As to the employees of corporations or public commissions mentioned above in this category V, the Ordinance does not affect contracts actually existing (at the time of its publication) for the current fiscal year of the said employers.

3° *Watchmen*

57. (*a*) Day or night watchmen in industrial or commercial establishments of Category I, or of other buildings:

Based on a sixty hour week:

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zones I and II.	25c	$15.00	$65.00	$780.00
Zone III.....	20c	12.00	52.00	625.00
Zone IV.....	15c	9.00	39.00	470.00

58. (*b*) Janitors, living in free heated quarters with their family, in an apartment house, entrusted with the general supervision and total or partial management, such as rental and collection of rent:

(Without time limit):

	With heated living quarters per month	*Without living quarters per month*
Zones I and II..	$50.00	$65.00
Zones III and IV.	40.00	55.00

4° *Salariés non autrement visés*

59. Généralement tout salarié, journalier ou autre, employé à un travail quelconque, manuel ou non manuel, et dont le salaire ou les heures ou autres conditions de travail ne sont pas autrement déterminés par la présente ou par une autre ordonnance de l'Office:

Sur la base d'une semaine de 54 heures dans les zones I et II et de 60 heures dans les zones III et IV.

	Par heure	*Par semaine*	*Par mois*	*Par an*
Zones I et II	25c	$13.50	$58.50	$700.00
Zone III. . .	18c	10.80	47.00	560.00
Zone IV . . .	13c	7.80	35.00	405.00
60. *Cireurs de chaussures :*				
Zone I et II	10c	$5.40	$24.00	$280.00
Zones III et IV	10c	6.00	26.00	310.00

4° *Wage-earners in occupations not otherwise classified*

Any wage-earner, day labourer or other worker doing any kind of work, manual or non manual, whose wages or hours or working conditions are not otherwise determined by the present or by any other ordinance of the Board:

Based upon a week of 54 hours in Zone I and II and sixty (60) hours in Zones III and IV.

	Per hour	*Per week*	*Per month*	*Per year*
Zones I and II. . . .	25c	$13.50	$58.50	$700.00
Zone III.	18c	10.80	47.00	560.00
Zone IV.	13c	7.80	35.00	405.00
60. *Shoe polishers:*				
Zones I and II. . . .	10c	5.40	$24.00	$280.00
Zones III and IV. .	10c	6.00	26.00	310.00

CATÉGORIE VI

EMPLOYÉS DONT LE SALAIRE ACTUEL EST SUPÉRIEUR AUX TAUX MINIMA DE L'ORDONNANCE

61. Les taux de salaire déjà établis, par convention ou autrement, à la date du 1er janvier 1938, pour tous emplois, opérations et occupations, doivent, s'ils sont supérieurs aux taux fixés par l'Ordonnance, être maintenus et considérés comme déterminés tels quels, sans diminution pour les employés qui en bénéficient et ceux qui les remplaceront au même emploi. Toutefois, cet article ne s'applique pas à une diminution qui laisserait au remplaçant un salaire d'au moins $200.00 par mois.

62. En pareil cas de taux actuels supérieurs, lorsque le salaire et demi doit être payé (articles 77 et 78), l'employé reçoit, pour son travail supplémentaire, son salaire audit taux heure actuel majoré, non de sa moitié, mais de cinquante pour cent (50%) des plus hauts taux fixés par l'Ordonnance à celle des catégories I, II, III, IV et V qui couvre l'établissement.

Ledit taux heure actuel (si l'employé n'est pas rémunéré à l'heure) s'établit en divisant le salaire hebdomadaire ou mensuel gagné par le nombre d'heures de travail de la semaine ou du mois (selon le cas) précédant immédiatement la date du 1er janvier 1938.

63. Quant aux taux de salaires visés en dernier lieu (au paragraphe b de l'article précédent), l'*Office* pourra toutefois, par règlement, lorsque l'Ordonnance aura été en vigueur depuis deux mois, autoriser, pour certains emplois et dans les proportions et pour les périodes de temps qu'il précisera, une diminution ou réduction; il pourra également, par résolution approuvée par le ministre, dans des cas exceptionnels, de maladie, d'accidents à la propriété ou d'autre événements affectant une industrie, un commerce ou une entreprise en particulier, autoriser telle réduction raisonnable de salaire aux conditions qu'il fixera. Mais, dans aucun cas, sauf par ordonnance, l'Office n'autorisera une diminution qui rendrait les taux de salaire inférieurs aux minima que, aux catégories I, II, III, IV et V, la présente ordonnance a fixés et déterminés.

CATEGORY VI

EMPLOYEES WHOSE ACTUAL SALARY IS ABOVE THE MINIMUM PROVIDED BY THE ORDINANCE

61. The rates of wages already fixed, by agreement or otherwise, on the date of January 1st, 1938, for all kinds of work, operations and occupations, if higher than the rates fixed by the ordinance, must be maintained and considered as fixed as such, without decrease for the employees who benefit from them and those who shall replace them in the same work.

However, this clause does not apply to a decrease which would still leave to the substitude a salary of at least $200 per month.

62. In such cases of higher actual rates, when time and a half must be paid (article 77 and 78) the employee shall receive, for his extra time, his salary at the said actual hourly rate increased, not by one half of itself, but by 50% of the highest rates fixed by the ordinance according to the Categories I, II, III, IV and V which governs the establishment.

The said actual hourly rate (if the employee is not paid by the hour) is established by dividing the weekly or monthly salary earned by the number of hours worked during the week or the month (as the case may be) immediately preceding the 1st of January 1938.

63. In regard to the rates of wages covered in the last paragraph, (paragraph *b* in the previous article), the Board may, at all times, by by-law, after the Ordinance shall have been in force for two months, authorize, for certain occupations, and in the proportions and for the periods of time which it will determine, a decrease or reduction; it may also, by resolution approved by the Minister, in exceptional cases, of sickness, accident to the property or for other causes affecting an industry, a business or a particular enterprise, authorize such reasonable reduction of wage upon conditions which it will fix. But, in no case, except by ordinance, the Board shall authorize a decrease which would lower the rates of wage below the minimums which, in Categories I, II, III, IV and V, the present ordinance has fixed and determined.

TROISIÈME PARTIE

CONDITIONS DE TRAVAIL

Chapitre I
Temps de Travail

1° *Base horaire et hebdomadaire*

64. *Heures de travail :* Le temps de travail, pour lequel le salarié a droit au salaire, comprend,

PART III

WORKING CONDITIONS

Chapter I
Working time

1° *Hourly and weekly base*

64. *Hours of work:* Working time, for which a wage-earner is entitled to a wage, includes,

outre les heures ou fractions d'heures où en fait il travaille, celles aussi où il est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent, y compris le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on l'emploie. Cette règle s'applique quel que soit le mode d'ouvrage, à l'heure, à la pièce ou autrement. Toutefois le temps mis à la disposition de l'employé pour prendre ses repas ou durant lequel il est bien entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté dans ses heures de travail.

65. *Minimum de 3 heures :* Tout salarié, appelé par un employeur professionnel dans un établissement industriel ou commercial, à travailler moins longtemps que la journée régulière, devra recevoir le salaire régulier d'au moins trois heures par jour, à moins qu'il n'ait refusé de faire le travail qu'on lui demandait.

66. *Modes d'ouvrage :* On peut convenir d'un salaire payable soit à l'heure, à la semaine, au mois, à l'année ou autre fraction de l'année, soit à la pièce, à forfait, à taux fixe plus commission, boni ou part dans les profits ou les prix, soit de toute autre manière, mais dans tous les cas l'employé doit recevoir, pour chaque période, horaire, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle durant laquelle il a travaillé, au moins le minimum fixé pour chaque période, par l'Ordonnance.

67. *Ouvrage à commission :* Toutefois, sauf quant aux heures contrôlables passées à l'établissement selon l'article 64, cette règle ne s'applique pas au cas des vendeurs, agents ou employés payés en tout ou en partie par commission ou parts de profits ou boni, qui, libres de travailler à leur gré, le font en dehors de l'établissement du chef de l'entreprise, lequel ne peut exercer de contrôle sur leur temps de travail ou qui sollicitent des affaires pour leur propre compte sans avoir à justifier de l'emploi de leur temps.

68. *Travail à domicile :* Lorsque l'employeur d'un établissement industriel fait travailler un employé à la résidence de ce dernier à l'heure, les tarifs de salaires minima établis par l'Ordonnance s'appliquent, avec une réduction d'au plus dix pour cent (10%). Lorsque ce travail se fait à la pièce, à forfait ou suivant tout autre mode, il doit être rémunéré au même taux que le travail ainsi fait à l'atelier, moins dix pour cent (10%). Ces salaires doivent être payés, que le travail à domicile soit fait par les membres d'une même famille ou par d'autres. Les mêmes règles s'appliquent, *mutatis mutandis*, pour le travail d'employés de bureaux, qui se fait à domicile pour tout employeur visé par les définitions de la catégorie II de l'Ordonnance.

69. *Semaine de 48 heures :* Les taux de salaire fixés en la deuxième partie de l'Ordonnance sont établis sur la base d'une semaine de quarante-huit (48) heures, sauf les cas exceptionnels où cette base est supprimée ou expressément portée à cinquante-quatre (54) ou soixante (60) heures.

70. *Semaine de 54 et 60 heures:* Sauf conditions ou restrictions qu'y pourra apporter l'*Office* par règlement:

(*a*) La semaine de 54 heures s'applique aux employeurs et employés suivants:

Ceux auxquels il est déjà pourvu sur ce point à leurs diverses catégories:

Ceux des établissements commerciaux de vente au détail;

Ceux des boucheries et charcuteries;

besides the hours or fractions of an hour in which his work is done, also those in which he is at the disposal of the employer and obliged to be present, including the time when called for a certain hour, he waits for work. This rule applies, whatever may be the mode of employment, whether by the hour, by piece or otherwise.

At all times, the time put at the disposal of the employee to take his meals, or during which it is well understood that his services are not required, is not counted in the hours of work.

65. *Minimum of 3 hours:* Any wage-earner, called by a professional employer in an industrial or commercial establishment, to work less than a regular day, must receive the regular wage of at least three hours per day, unless he has refused to do the work offered to him.

66. *Modes of work:* It may be agreed to pay the wage by the hour, the week, the month, the year, or other fraction of the year, whether by the piece, job, or a fixed rate plus commission, bonus or share in the profits or prices, or any other manner, but in every case the employees must receive, for each period, hourly, weekly, monthly or annual during which he has worked, at least the minimum fixed for such period by the Ordinance.

67. *Work on commission:* At all times, except in regard to controlable hours spent in the establishment according to article 64, this rule does not apply to salesmen, agents or employees paid in whole or in part by commission or share of the profits or bonus, who, free to work as they choose, work outside of the establishment of the head of the enterprise, who is not able to exercise a control over the hours of work or who solicit business for themselves without having to account for their time.

68. *Work at home:* When the employer of an industrial establishment gives work to be done by the hour in the home of an employee, the minimum rate established by the Ordinance shall apply with a reduction of not more than ten per cent (10%). When this work is done by the piece, job, or in any other manner, it must be paid at the same rate as if the work is done in the factory, less ten per cent (10%). These wages must be paid whether the work is done at home by the members of the same family or by others. The same rules apply, *mutatis mutandis*, for the work of office employees, the work at home for any employer covered by the definitions of Category II of the Ordinance.

69. *48 hour week:* The rates of wages fixed in Part II of the Ordinance are established on the base of a week of forty-eight (48) hours, except in certain cases where this base is altered or expressly raised to fifty-four (54) hours or sixty (60) hours.

70. *54 or 60 hour week:* Except on conditions or restrictions that may be made by the *Board*, by by-law:

(*a*) The fifty-four (54) hour week applies to the following employers and employees:

To those for whom this point is already covered in the several Categories;

To the retail commercial establishments;

To butchers and meat-shops;

(*b*) La semaine de 60 heures s'applique:
Aux scieries des zones III et IV;
Aux fonderies des zones III et IV;
Aux boulangeries;
Aux entreprises de pompes funèbres des zones III et IV;
Aux industries saisonnières à moins de règlement au contraire.

71. *Majoration de 15%:* Lorsque le travail d'un employé n'est requis que pour moins de trente heures en une semaine ou au plus trois heures en un jour, les taux de salaire fixés, selon la zone et la catégorie, et pour la classe A (s'il y a classes), seront appliqués avec en plus une majoration de quinze pour cent (15%).

72. *Exceptions à 71:* Toutefois, cette majoration (de 15%) n'est pas obligatoire pour la dite semaine de moins de 30 heures dans les cas suivants:

(*a*) Lorsqu'un règlement de l'Office le déclare, comme il est dit au paragraphe (*a*) de l'article 79 ci-dessous; ou

(*b*) Lorsque, dans un établissement industriel ou commercial, la réduction des heures de travail pour certains groupes d'employés est due à force majeure ou à quelque autre événement dont, au cas de contestation, l'Office appréciera l'effet quant à l'application de cette réserve exceptionnelle; ou

(*c*) Lorsque l'emploi est l'un de ceux régis à la catégorie V de l'Ordonnance; ou

(*d*) Lorsque, suivant l'article 61, l'employé reçoit un salaire égal ou supérieur à celui des taux fixés d'autre part par l'Ordonnance, ainsi majoré de 15%.

73. *Personnel surnuméraire:* Le personnel surnuméraire comprend les salariés qui, en plus des employés occupés habituellement le temps que l'établissement est en opération, sont embauchés de façon intermittente seulement,

(*a*) Pour une période d'au plus deux jours en une semaine, dans les établissements industriels ou commerciaux; et

(*b*) Du 1er novembre au 31 décembre, dans les établissements commerciaux;

Les taux horaires de salaires minima desdits employés sont:

	Groupe (a)	*Groupe (b)*
Zone I	25c.	20c.
Zone II	20c.	15c.
Zone III	18c.	15c.
Zone IV	15c.	12c.

Toutefois ces taux réduits du groupe (*b*) ne s'appliquent que si les salariés surnuméraires sont employés au moins trente heures par semaine. (Cf. article 110).

74. *Surnuméraires décrits par règlement:* Peuvent aussi être considéré comme employés surnuméraires les salariés dont, à certaines périodes, des établissements industriels ou commerciaux peuvent avoir à réclamer les services en sus du personnel régulier et que l'Office déclarera tels aux conditions fixées par règlement; ils seront rétribués ainsi que prévu en l'article précédent, à défaut de prescription au contraire dans ledit règlement.

75. *Limite de 55 ou 72 heures:* Sauf les cas de force majeure, ou de permis spécial émis en vertu de la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q. ch. 182) ou par l'*Office*, le total des heures de travail ne peut dépasser cinquante-cinq (55) heures par semaine pour le personnel

(*b*) the sixty (60) hour week applies:
To saw-mills in Zones III and IV;
To foundries in Zones III and IV;
To bakeries;
To undertakers' establishments;
To seasonal industries unless there exists a regulation to the contrary.

71. *Increase by 15%:* When the work of an employee is required for less than thirty hours in a week or for not more than three hours in one day, the rates of salary fixed, according to the zone and category, and for class A (if there are classes) shall apply with an increase of fifteen per cent (15%).

72. *Exception to 71:* At all times, this increase of (15%) is not obligatory for the said week of less than 30 hours in the following cases:

(*a*) When declared by regulation of the Board, such as in paragraph (*a*) article 79 below, or,

(*b*) When, in an industrial or commercial establishment, the reduction of the hours of work for certain groups of employees is due to "superior force" or to certain other causes, of which, in case of contestation, the Board will judge the effect of this exceptional reservation; or

(*c*) When the occupation is one of those covered in category V of the ordinance; or,

(*d*) When according to article 61 the employees receives a salary equal or higher to that of the rates fixed by the ordinance, but nevertheless increased by 15%.

73. *Temporary employees:* Temporary employees include those wage-earners who, besides the employees regularly occupied during the time when the establishment is in operation, are taken only intermittently;

(*a*) For a period of not more than two days in one week in industrial or commercial establishments; and

(*b*) From November 1st to December 31st, in commercial establishments;

The hourly rates of the minimum wages of the said employees are:

	Group (a)	*Group (b)*
Zone I	25c	20c
Zone II	20c	15c
Zone III	18c	15c
Zone IV	15c	12c

At all times, these reduced rates of group (*b*) apply only if the temporary employees are employed at least thirty hours in one week (cf. article 110).

74. *Temporary employees covered by by-law:* These other employees may be classed as temporary whose service may be required at certain periods by industrial or commercial establishments besides those of the regular staff, and for whom the *Board* will define conditions by by-law; they shall be paid according to the previous Article unless there exist stipulation to the contrary in the said by-law.

75. *Limit of 55 to 72 hours:* Except in the case of "superior force" or of special permit issued in accordance with the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q., ch. 182) or by the *Board*, the total number of hours must not be over 55 per week for female workers and

féminin et les enfants de moins de dix-huit (18) ans et soixante-douze (72) heures pour les hommes.

76. *Repos hebdomadaire :* Tout employé a droit à un jour complet (24 heures) de repos chaque semaine. Toutefois, dans les cas où le travail du dimanche n'est pas interdit, on peut convenir, soit d'un double repos d'au moins dix-huit (18) heures consécutives chaque semaine (au lieu de 24), soit de compenser des jours de repos hebdomadaire (quatre au plus) par autant de jours de vacances à prendre en un autre temps.

2° Travail supplémentaire et salaire et demi

77. *Travail supplémentaire :* Les mots "travail supplémentaire" (*overtime*) désignent tout travail en heure ou fraction d'heure requis de l'employé par l'employeur

(*a*) En plus desdites 48, 54 ou 60 heures, selon le cas, dans une semaine, ou

(*b*) En plus de dix (10) heures par jour, sauf si le total des heures de travail de la semaine dépasse 48, 54 ou 60 heures, selon le cas, alors que le seul travail supplémentaire donnant droit à majoration est celui du paragraphe précédent (*a*);

(*c*) En plus de douze (12) heures par jour dans tous les cas.

Cependant, n'est pas considéré comme travail supplémentaire, jusqu'à concurrence d'une heure par jour, pour les salariés préposés à l'entretien (*maintenance*), le temps requis par leur emploi en sus des 48, 54 ou 60 heures normales.

78. *Salaire et demi :* Tout travail supplémentaire doit être payé salaire et demi, sauf les cas où, selon l'Ordonnance, il est dérogé à cette règle.

Les mots "salaire et demi" désignent le salaire horaire minimum établi par l'Ordonnance, augmenté ou majoré de sa moitié (sauf le cas spécialement prévu à l'article 62).

79. *Cas d'exception au paiement du salaire et demi:* Le paiement du salaire et demi pour le temps de travail supplémentaire n'est pas obligatoire dans les cas suivants:

a) Règlements: Lorsque, par règlement visant un genre d'industrie, de commerce ou d'occupation qu'il définit, l'*Office* le déclare expressément, soit qu'il supprime l'obligation, soit qu'il en diminue l'étendue. On devra alors se conformer aux conditions que l'*Office* pourra imposer; ou

b) Salaires de $30, $25 et 20 Lorsque l'employé touche un salaire d'au moins trente dollars ($30) par semaine dans la zone I, de $25 dans les zones II et III et de $20 dans la zone IV; ou

c) Salaire majoré plus congés, etc.; Lorsque l'employé engagé et payé à la semaine, au mois ou à l'année reçoit un salaire inférieur à ceux du paragraphe précédent, mais au moins égal aux taux fixés par l'Ordonnance majorés de 15%, et bénéficie en plus de congés payés (soit, une semaine par six mois) et paiement de salaire en cas d'absence pour cause de maladie (soit deux semaines par six mois), ou d'autres avantages jugés par l'Office une compensation suffisante. Toutefois, telle exemption ne s'appliquera que jusqu'à concurrence d'une augmentation de 10% des heures de travail stipulées à l'Ordonnance, et l'Office pourra la supprimer s'il juge qu'il y a abus.

d) Vacances: Lorsqu'il est convenu, dans le

children of less than eighteen (18) years, and seventy-two (72) hours for men.

76. *Weekly rest:* Every employee is entitled to a full day (24 hours) rest each week. However, in cases where work is not prohibited on Sunday, it may be agreed upon a double rest of at least eighteen (18) consecutive hours per week (instead of 24) or to compensate the weekly rest (four at the most) by as many holidays to be taken at some other time.

2° Overtime and time and a half.

77. *Overtime:* The word "overtime" means all work done in an hour or fraction of an hour required of the employee by the employer

(*a*) over the said 48, 54 or 60 hours, as the case may be, in one week, or

(*b*) over 10 hours per day, except if the total hours of work of the week exceed 48, 54 or 60 hours, as the case may be, when the only overtime requiring an increase is that of the previous paragraph (*a*);

(*c*) over 12 hours per day in all cases.

However, for maintenance employees required to work 48, 54 or 60 hours regularly, up to one additional hour per day, is not considered overtime.

78. *Time and one half:* All overtime must be paid at the rate of time and one half, except on the cases where, according to the Ordinance, this rule does not apply.

The words "time and a half" mean the minimum hourly wage established by the Ordinance, increased by a half of itself (except in the case specially provided for in Article 62).

79. *Exception to the payment of time and a half;* The payment of time and one half for overtime is not obligatory in the following cases:

a) By-laws: When, by by-law covering an industry, a commerce, or occupation which it defines, the Board, by special statement, cancels the obligation or limits its extent. It will then be an obligation to observe the conditions the *Board* will impose; or

b) Wages of $30.00, $25.00 and $20.00: When the employee receives a wage of at least $30.00 per week in Zone I, $25.00 in Zones II and III, and $20.00 in Zone IV; or

c) Increased wages plus holidays, etc.: When the employee, engaged and paid by the week, the month or the year, receives a salary below those mentioned in the previous paragraph, but at least equal to the rates fixed by the ordinance increased by 15%, and benefits in addition of paid holidays (that is, one week per six months) and wages paid in case of absence due to sickness (that is, two weeks per six months) or other advantages estimated by the *Board* to be a reasonable compensation. However, such exemption shall apply only up to an increase of 10% of the hours of work stipulated in the ordinance, and the *Board* may cancel it in the event of abuses.

d) Holidays: When it is agreed, in the case of

cas d'emploi à la semaine, au mois ou à l'année, que les heures supplémentaires de travail additionnées seront remplacées par des jours de vacances, pourvu que, dans le calcul des heures de congés, chaque heure de travail à compenser compte une fois et demie; ou

e) *Faute de l'employé:* Lorsque pour les employés de la catégorie II, les heures de travail supplémentaire ont été rendues nécessaires par le fait de l'employé lui-même, sa faute, sa négligence ou son inhabilité; ou

f) *Petits établissements:* Lorsque, dans un établissement commercial où il n'y a pas plus de deux employés, la semaine de travail n'a pas dépassé soixante (60) heures; mais cette exception ne peut être invoquée que par l'employeur — individu ou corporation — qui n'a qu'un seul établissement et sur permission émisee par résolution de l'*Office*; ou

g) *Plus d'un employeur:* Lorsque le même employé travaille durant la même journée, comme gardien, chauffeur de fournaises ou autrement, pour deux ou plus de deux employeurs chefs d'entreprises distinctes; ou

h) *Travail intermittent:* Lorsque l'emploi du salarié, de nature particulière (par exemple, la surveillance et réparation de réseaux de lignes électriques, de téléphone, télégraphe ou autre), tout en exigenant sa présence constante à certains postes, n'exige qu'un travail intermittent; pourvu que le salaire mensuel soit d'au moins $75.00; mais l'Office pourra décider, en cas de contestation, que l'exception ne s'applique pas; ou

i) *Domestiques de "camps":* Aux salariés dont le travail, analogue à celui des domestiques visés à la catégorie IV (articles 45 et 46), se fait pour des entreprises qui, situées dans la zone IV, fournissent repas et logement, dans des installations à des travaux de mines, de construction de routes ou de chemins de fer; ou

j) *Opérateurs de téléphones:* Aux salariés du groupe B des opérateurs de téléphones (catégorie I, article 29).

CHAPITRE II

POURCENTAGE

80. Lorsque la présente ou une autre ordonnance de l'Office prescrit que les employés de certains établissements sont répartis en classes selon leur nombre, les règles suivantes doivent être observées:

81. Tout employeur doit, dans ses livres ou registres, dresser la liste complète de tous les salariés de son ou de ses établissements (conformément à l'article 105) de façon à grouper en deux séries distinctes.

(*a*) Ceux de ses employés qui, au cours du mois écoulé, formaient respectivement les classes A (60%), B (25%) et C (15%) et

(*b*) Ceux qui ne doivent pas être inclus dans le pourcentage.

82. Ce pourcentage devra être établi en deux groupes distincts: l'un incluant les hommes visés par l'Ordonnance, l'autre, les femmes, la proportion à observer restant la même dans chaque groupe.

83. Pour établir les pourcentages, le salaire de chaque employé sera computé sur une période de quatre semaines s'il est payé à l'heure ou à la semaine, ou, si l'engagement est au mois, sur une période mensuelle.

work by the week, the month, or the year, that overtime hours shall be replaced by holidays, provided that, in the calculating of the holidays, each hour of work shall be compensated at the rate of time and one half; or

e) *Fault of the employee:* When, for the employees of Category II, hours of overtime have been made necessary, by the employee himself, his fault, negligence, or inability; or

f) *Small Establishments:* When, in a commercial establishment where there are not more than two employees, the weekly work has not exceeded sixty (60) hours; but this exemption may be claimed only by the employer—individual or company—who has only one establishment and upon permission issued by resolution of the *Board;* or

g) *More than one employer:* When the same employee works during the same day as watchman, furnace-man or otherwise for two or more than two employers of distinct enterprises; or

h) *Periodical Work:* When the work of the wage-earner is of a special kind, (for example, the supervision and repair of electrical, telephone or telegraph line or other), while requiring his constant attendance at certain posts, demands only intermittent work; provided the monthly wage is not less than $75.00; but, in case of contestation, the *Board* will decide whether the exception applies or not; or

i) *Servants in "camps":* To the wage earners, whose work is similar to that of servants covered by Category IV (Articles 45 and 46), and is done for enterprises which, located in Zone VI, provide room and board in temporary institution "camp" to those who are employed in mining operations, road or railroad construction; or

j) *Telephone operators:* To the wage-earners of Group B of telephone operators (Category I, Paragraph 3, Article 29).

CHAPTER II

PERCENTAGE

80. When the present or another ordinance of the Board prescribes that the employees of certain establishments are divided into classes according to their number, the following rules must be observed:

81. Every employer must, in his books or registers, make a complete list of all the wage-earners of his establishments (in conformity with article 105) so as to group them in two separate series.

(*a*) those of his employees who, during the past month, formed respectively the classes A (60%), B (25%) and C (15%) and

(*b*) those who must not be included in the percentage.

82. This percentage must be established in two distinct groups: one, for the men covered by the Ordinance; the other, for the women; the proportion to be observed being the same in each group.

83. In order to establish the percentages, the wage of each employee shall be calculated on a period of four (4) weeks if he is paid by the hour or by the week, or, if the engagement is by the month, on a monthly period.

84. Les pourcentages s'appliquent à tous les membres du personnel régulier y compris les salariés visés par la catégorie VI, articles 61, 62 et 63.

85. Sont exclus des pourcentages:

a) Les employés surnuméraires;

b) Les employés qui sont membres de la famille (conjoint, ascendants et descendants) de l'employeur ou de son conjoint ou associé;

c) Les employés régis spécialement par une autre ordonnance en vigueur, à moins que les salaires et autres conditions de travail y soient les mêmes que ceux de la catégorie I;

d) Les employés des industries saisonnières (Cat. I, articles 23 à 26);

e) Les employés des catégories II, III, IV et V sauf ceux d'entre eux que l'Ordonnance soumet au salaire et aux autres conditions de travail de la catégorie I;

f) Les apprentis.

86. Lorsque le même employeur exploite ou opère deux ou plus de deux établissements industriels ou commerciaux, tous tels établissements, bien que distincts, s'ils sont situés dans la même zone, sont considérés comme une unité, et les pourcentages s'appliquent au nombre total des employés de chaque zone, à moins de permis de l'Office.

87. Lorsqu'un patron emploie un seul salarié, celui-ci pourra être payé le taux minimum de la classe C durant les six premiers mois d'expérience, puis il devra être payé le taux de la classe B durant les six mois subséquents et le taux de la classe A après un an.

Lorsque deux salariés seulement sont employés, l'un est considéré de la classe A, l'autre de la classe C, les premiers six mois et, après, de la classe B.

Lorsque trois salariés seulement sont employés, deux appartiennent à la classe A et le troisième peut être placé dans la classe C durant ses premiers six mois d'emploi puis devra l'être après ce temps dans la classe B.

88. L'employé qui sera engagé pour remplacer le salarié des classes B ou C, congédié sans autre raison sérieuse au jugement de l'*Office* que son droit acquis ou proche de l'être à promotion dans une classe supérieure, devra être payé au taux de la classe qui se serait appliqué à l'employé congédié.

89. Au cas où un employé de la catégorie I est transféré par l'employeur d'une classe supérieure à une classe inférieure, ou n'est pas normalement promu à une classe supérieure, l'*Office* pourra, sur demande de l'intéressé, servir d'arbitre et s'il lui est démontré qu'il y a injustice, la corriger.

90. Lorsqu'un salarié est employé partie du temps à un travail régi par une catégorie de l'Ordonnance et partie à un travail d'une autre catégorie, son salaire sera celui fixé dans la catégorie du taux le plus élevé des deux, à moins que le travail habituel ou de beaucoup le plus prolongé se fasse dans l'autre catégorie. La même règle s'applique au salarié qui, dans la même catégorie, est employé à des travaux de taux différents.

CHAPITRE III

PAIEMENT DU SALAIRE

91. *Deniers :* Le salaire de l'employé doit généralement lui être payé en deniers ayant cours légal dans cette province.

92. *Enveloppe :* Ce salaire devra lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle seront inscrits: ses nom et prénoms, la date de la semaine

84. The percentages apply to all the members of the regular personnel including the wage-earners covered by category VI, articles 61, 62 and 63.

85. Those excluded from the percentages are:

a) Temporary employees;

b) The employees who are members of the family (consort, parents and children) of the employer or of his consort or associate;

c) The employees covered specially by another ordinance in force, unless the wages and other working conditions be the same as those of category I;

d) The employees of seasonal industries (Cat. I, articles 23 to 26);

e) The employees of categories II, III, IV and V, except those already covered by the salary and other working conditions of category I;

f) The apprentices.

86. When the same employer owns or operates two or more than two industrial or commercial establishments, all such establishments, although separate, when located in the same zone, are considered as one unit, and the percentages apply to the total number of employees of each zone, unless by a permit from the Board.

87. When an employer has only one employee such employee may be paid the minimum rates of class C during the first six months of experience, after which he must be paid at the rate of class B during the following six months and, the rates of class A after one year.

In the case of two employees, the one is considered as belonging to class A, the other, to class C during the first six months, and, after that, to class B.

In the case of only three employees, two belong to class A and the third may be placed in class C. during the first six months of work, and then he must be placed in class B.

88. The employee who is engaged to replace an employee of Class B or C, dismissed without any other serious reason in the opinion of the Board, than his acquired or approaching right to be promoted to a superior class, must be paid at the rates of the class which would have applied to the employee dismissed.

89. In a case where an employee of Category I is transferred by an employer from a higher to a lower class, or is not normally promoted to a superior class, the *Board* may, at the request of such employee, arbitrate the matter if there is evidence of injustice, and correct it.

90. When an employee works part of the time at an occupation covered by one category of the ordinance and part of the time by another category, his wage shall be the one fixed for the category having the higher rate, unless the ordinary work or the one for which he works much longer hours belongs to the other category. The same rule applies to the employee who is working at operations covered by different rates.

CHAPTER III

PAYMENT OF WAGES

91. *Currency*: The wages of the employee must generally be paid to him in currency which is legal tender in this Province.

92. *Enveloppe*: Such salary must be handed to the employee in a sealed envelope on which shal lbe written: his name and surname, the date of the

ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialée par la personne qui aura fait la paie.

93. *Chèque, etc.:* Toutefois, dans les établissements qui n'étaient pas déjà soumis aux formalités de l'article précédent par ordonnance antérieure, le mode de paiement qui est actuellement en usage, au moyen de chèque ou de dépôts en banque au crédit du salarié, peut se continuer, à moins que l'*Office*, s'il le juge opportun pour la protection des salariés, ordonne en aucun temps, par résolution ou règlement, que les paiements se fassent conformément à l'article précédent, ou prescrive les conditions d'un autre mode approprié.

94. *Pension:* Lorsque, suivant convention entre l'employeur et l'employé, le logement, les repas ou la pension complète sont fournis par l'employeur, il ne pourra déduire du salaire gagné plus que les prix suivants:

(*a*) Dans toutes les entreprises sauf celles mentionnées au paragraphe b:

	Par repas — *Per meal*	*Pour repas de la semaine* — *Meals per week*	*Pour le logement par jour* — *Room per day*	*Pour logement par semaine* — *Room per week*	*Pension complète par semaine* — *Board per week*	*Pension complète par mois* — *Board per month*
Zone I	20c.	$ 4.00	25c.	$ 1.50	$ 5.00	$ 20.00
Zones II and III:	15c.	3.00	20c.	1.25	4.00	17.00
Zone IV:	12c.	2.50	15c.	1.00	3.50	14.00

(*b*) Dans les entreprises décrites à l'article 79 paragraphe *i*, et sujet à revision par l'*Office* dans des circonstances exceptionnelles:

Par repas — *Per meal*	*Pour repas de la semaine* — *Meals per week*	*Pour le logement par jour* — *Room per day*	*Pour logement par semaine* — *Room per week*	*Pension complète par semaine* — *Board per week*	*Pension complète par mois* — *Board per month*
30c.	$ 6.00	25c.	$ 1.00	$ 7.00	$ 28.00

La déduction faite pour le logement ou les repas ou pour les deux ne devra pas être supérieure aux taux fixés pour la pension complète soit à la semaine, soit au mois.

Dans le cas d'industrie saisonnière, repas et logement à déduire seront ceux fixés pour la zone IV de ces paragraphes (*a* et *b*).

95. Quant aux conducteurs décrits au paragraphe 1er de la catégorie III (articles 36, 37 et 38), l'employeur doit payer leur pension en sus du salaire s'ils doivent faire des courses à des distances telles qu'ils soient forcés de manger ou coucher ailleurs qu'à l'endroit où ils le font d'ordinaire. Cette règle ne s'applique cependant pas au cas où l'employé, en course, pour un seul jour, de pas plus de 12 heures, n'a que le repas du midi à prendre ailleurs. Le prix à payer sera celui qui a dû être nécessairement déboursé, mais qui ne devra pas excéder $1.50 par jour.

96. *Pourboires:* Le pourboire, quelque forme qu'il prenne, est la propriété exclusive de l'employé; le patron ne pourra le retenir ou s'en servir comme partie du salaire, même avec le consentement de l'employé.

97. *Uniformes:* Les uniformes, complets ou non, exigés par le patron seront fournis et blanchis

week or period of work, the number of hours for which payment is made, the rate of wages per hour, and the amount contained in the envelope; the envelope must be initialed by the person who makes the payment.

93. *Cheques, etc.:* However, in the establishments which were not already subject to the provisions of the preceding article in a previous Ordinance, the mode of payment actually in use, by means of cheques or deposits in a bank to the credit of the worker, may be continued, unless the Board, if it considers it necessary for the protection of the workers, orders at any time, by resolution or by-law, that the payments be made in conformity with the preceding article, or prescribes the conditions of another appropriate mode.

94. *Board:* When, according to an agreement between the employer and the employee, lodging, meals or complete board are furnished by the employer, such employer shall not be able to deduct from the wages earned more than the following prices:

(*a*) In all enterprises, except those mentioned in paragraph (*b*):

	Per meal	*Meals per week*	*Room per day*	*Room per week*	*Board per week*	*Board per month*
Zone I	20c.	$ 4.00	25c.	$ 1.50	$ 5.00	$ 20.00
Zones II and III:	15c.	3.00	20c.	1.25	4.00	17.00
Zone IV:	12c.	2.50	15c.	1.00	3.50	14.00

(*b*) In the enterprises decreed in Article 79 paragraph *i*, and subject to revision by the *Board* in exceptional circumstances:

Per meal	*Meals per week*	*Room per day*	*Room per week*	*Board per week*	*Board per month*
30c.	$ 6.00	25c.	$ 1.00	$ 7.00	$ 28.00

The deduction made for room or meals of for both must not be higher than the rates fixed for complete board whether by the week or by the month.

In the case of seasonal industries, room and board to be deducted shall be those fixed for Zone IV of paragraphs (*a* and *b*).

95. As to drivers covered in paragraph 1, of Category III (Articles 36, 37 and 38), the employer must pay their board in addition to their wage if they must make trips over distances such that they are obliged to eat and sleep away from their ordinary lodging. This rule does not apply however in the case of the employee on voyages of a single day of not more than 12 hours and taking only the mid-day meal away from home. The price to be paid will be the actual disbursement, but must not exceed $1.50 per day.

96. *Tips:* Tips, in whatever form they may take, are the exclusive property of the employee; the employer shall not be able to retain them or to consider them as part of the salary, even with the consent of the employee.

97. *Uniforms:* Uniforms, complete or not, when required by the employer shall be furnished

à ses frais; dans le cas de costumes-uniformes faits sur mesure, le patron pourra les vendre à ses employés à prix coûtant (ne pouvant excéder la somme de $3.50 pour les costumes de femmes et $6 pour les complets d'hommes). Si l'employeur laisse à l'employé le soin du blanchissage, le salaire sera majoré d'une *cent* (1c) l'heure.

98. *Echantillons :* De même l'employeur devra fournir gratuitement à l'employé chargé de vendre sur échantillons tous tels échantillons et leur contenant et tous effets ou appareils requis pour ce commerce sans réclamation pour dépréciation par usage. S'il exige un dépôt en argent pour garantir la remise par l'employé de ce qui lui a ainsi été fourni, ce dépôt devra être rendu intégralement, de même que toute autre garantie donnée, sur remise de ce qui aura été fourni. L'*Office* pourra, par résolution, suspendre ou modifier pour certains cas, l'application de cette clause.

99. *Nullité de convention :* Sauf dans les cas spécialement prévus ci-dessus, est déclarée illégale et sera considérée comme non avenue toute entente ou convention entre employeur et employé, touchant soit la location de chaises, soit des conditions de travail plus faciles, soit tout autre procédé dont l'effet serait de diminuer le montant du salaire convenu ou fixé par ordonnance de l'*Office*.

100. *Retenues sur salaire :* Aucune retenue sur le salaire ne peut être faite pour quelque cause que ce soit.

101. Toutefois, exceptionnellement, l'employeur peut retenir des montants minimes (ne dépassant pas la partie saisissable du salaire), dans les cas suivants:

(*a*) lorsque l'*Office*, par résolution, autorise certaine retenue déterminée;

(*b*) lorsque le paiement intégral est empêché par une saisie-arrêt ou autre procédure analogue;

(*c*) lorsque, suivant convention expresse ou tacite de tel remboursement, l'employeur a payé au profit de l'employé sur le salaire anticipé;

(1) des avances directes en cas de maladie ou de besoins pressants;

(2) des primes d'assurance-vie;

(3) des contributions à un fonds de pension;

(4) la part de l'employé dans le prix de combustible ou denrées nécessaires à la subsistance, acquis par l'employeur aux fins de fournir à ses employés le bénéfice de prix réduits;

(5) des cotisations de l'employé aux associations dont il est membre;

(6) des contributions à des sociétés de secours ou de bienfaisance utiles à l'employé.

102. Sauf le cas du parabraphe (*b*), nulle retenue n'est permise même si elle a été autorisée par l'*Office*, sans le consentement exprès ou tacite de l'employé; et l'*Office* pourra, s'il le juge dans l'intérêt de l'employé, annuler l'autorisation donnée ou prohiber les retenues permises ci-dessus par l'Ordonnace.

103. *Cas de conventions collectives de travail :* Lorsque dans un même établissement, des salariés régis par une ordonnance travaillent avec des employés couverts par une ou des conventions collectives de travail qui pourvoient, soit à une répartition des heures de travail régulières ou supplémentaires, soit à l'observance de certains jours fériés, soit au paiement d'un taux de salaire majoré, cette réglementation pourra être observée par lesdits salariés régis par ordonnance, dans la mesure et aux conditions spécialement précisées

and laundered at his expense; in the case of custom-uniforms made to measure, the employer may sell them to his employees at cost price (not exceeding the sum of $3.50 for women's uniforms and $6.00 for men's uniforms). If the cleaning is left to the care of the employee by the employer, the wage shall be increased by one cent (1c) per hour.

98. *Samples:* The employer must also furnish free of charge to the employee engaged in selling from samples all such samples and their containers and all similar essentials required for his work without claiming for depreciation from use. If the employer requires a cash deposit to guarantee the return of whatever he has furnished the employee, such deposit shall be returned in full, together with any other guarantee that has been given, upon its being returned. The *Board* may, by resolution, suspend or modify, for certain cases, the application of this clause.

99. *Nullity of Agreement:* Except in the case specially mentioned hereinabove, all agreements or understandings between employer and employee covering, for example, the providing of a chair, or easier working conditions, or any other similar matter, the effect of which will be to decrease the amounts of wages agreed upon or fixed by an Ordinance of the *Board* are declared to be illegal and shall be considered as void.

100. *Deductions from wages:* No deduction from the wages may be made for any cause whatsoever.

101. However, by exception, the employer may deduct small amounts (not exceeding the seizable portion of the wages) in the following cases:

(*a*) When the Board, by resolution, authorizes certain specified deductions;

(*b*) When the entire payment is prevented by a garnishee or other similar court procedure;

(*c*) When, according to a written or tacit agreement, of such reimbursement, the employer has paid for the benefit of the employee, out of the anticipated wages;

(1) Direct advances in case of sickness or pressing needs;

(2) Life Insurance premiums;

(4) Contributions to a pension fund;

(4) The share of the employee for the price of fuel or necessary foodstuffs, bought by the employer for the purpose of giving to the employees the benefits of lower prices;

(5) Fees of the employee to associations of which he is a member;

(6) Contributions to mutual or benefit societies useful to the employee.

102. Except in the case of paragraph (*b*), no deduction may be made even with the authorization of the *Board*, without the written or tacit consent of the employee, and the *Board* may, if deemed in the interest of the employee, cancel the authorization given or forbid the deduction allowed above by the Ordinance.

103. *Collective labour agreements:* When, in the same establishment, workers governed by an Ordinance work with employee covered by one or many collective labour agreements which provide, for example, for a distribution of the regular or supplementary hours of work, the observance of certain holidays, the payment of increased rates of wages, such provisions shall be observed by the said workers governed by an Ordinance, to the extent and on the conditions specially specified in a regulation which the

par règlement que l'*Office* jugera opportun d'édicter en l'occurrence.

CHAPITRE IV

DEVOIRS DES PATRONS

104. *Références:* Tout employeur est tenu de donner à un employé ou ex-employé, qui en fait la demande, un certificat d'identité ou lettre de référence constatant en quelle qualité et pour quelle période de temps il a été à son emploi.

105. *Registres:* Tout employeur professionnel doit tenir un ou des registres où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, la durée et la nature du travail régulier et supplémentaire de chaque jour payé pour ce travail, avec mention du mode et de l'époque de paiement; et de tout autre renseignement que l'*Office* pourra exiger par règlement, en se conformant aux prescriptions de l'article 81 touchant les pourcentages et à celles de l'article 113, touchant les apprentis.

106. *Examen des livres:* Il devra permettre aux membres de l'Office et à toute personne autorisée par l'*Office*, durant le jour et à toute heure du soir où des employés de l'établissement sont au travail, d'examiner tels registres ou livres, d'en prendre des copies ou extraits et de faire enquête auprès des salariés présents.

107. *Liste de paie:* Il devra aussi fournir à l'*Office*, sur demande faite en vertu de ses règlements, copie des dits registres ou listes de paie pour telles périodes indiquées.

108. *Affichage:* Tout employeur professionnel devra afficher, dans un endroit bien en vue de son établissement où les employés ont accès, durant la période de temps y mentionnée, tous règlements, résolutions, ordonnances ou extraits qui lui seront fournis par l'*Office*, de même que tout permis ou exemption qui lui aura été accordé.

109. *Exemption:* Nul employeur ne pourra se prévaloir d'aucun permis ou exemption ci-devant accordé qui le soustrairait aux dispositions d'une ordonnance – sauf les certificats accordés aux salariés d'aptitudes restreintes, selon l'article *20 j* de la Loi des salaires raisonnables.

110. *Employés surnuméraires:* La réduction des taux de salaires prévue à l'article *73b* n'est permise qu'aux conditions suivantes: les employeurs desdits établissements devront fournir à l'*Office* une liste de tous leurs employés réguliers au travail le 1er novembre, et une autre liste, le 5 janvier suivant, des employés surnuméraires dont les services auront été ainsi retenus aux taux susdits de 20 *cents* ou de 15 *cents* selon le cas, au cours de ladite période du 1er novembre au 31 décembre; cette dernière liste devra aussi mentionner le nombre d'heures de travail de chacun des dits employés.

CHAPITRE V

APPRENTISSAGE

111. A moins que l'*Office* n'en décide autrement par règlement ou par résolution signifiée à l'employeur intéressé, parmi les salariés visés aux articles 20, 21, 22, 27, 28 et 29 (catégorie I), 30, 31 et 32 (catégorie II), 42, 43 et 44 (catégorie III), 45 (catégorie IV), et 60 (catégorie V), l'employeur pourra convenir, avec les apprentis, d'un salaire inférieur aux taux minima de l'Or-

Board will judge to be advisable to enact in the circumstances.

CHAPTER IV

DUTIES OF THE EMPLOYERS

104. *References:* Every employer must give to his employee or ex-employee, who asks for it, a certificate of identification or a letter of reference certifying in what capacity and for what period of time he has been in his employ.

105. *Registers:* Every professional employer is compelled to keep a register in which are stated the name, surnames and residence of each worker in his employ, the wage paid for such work, mentioning the mode and time of payment, and all other information that the Board may require by by-law, according to the provisions of article 81 relating to percentages and those of article 113 concerning apprentices.

106. *Examination of books:* He shall allow the Members of the *Board* or any other person authorized by the *Board*, any time, day or night, these same employees of the establishment are at work, to examine such registers or books, take copies or extracts and to conduct investigations amongst the workers present.

107. *Pay-roll:* He must also present to the *Board*, upon demand made in virtue of its by-laws, copy of the said registers or pay-rolls for the periods indicated.

108. *Posting:* Every professional employer must post, in a conspicious place in his establishment where it can be seen by the employees, for the period of time mentioned, any by-laws, resolutions, ordinances or extracts which shall be supplied to him by the *Board*, as well as any permit or exemption which may be granted to him.

109. *Exemptions:* No employer may take advantage of any permit or exemption heretofore granted which countermands the provisions of an Ordinance—save for certificates granted to workers of limited capacity in conformity with section 20*j* of the Fair Wage Act.

110. *Extra help:* The reduction of the rates of wages provided in article 73*b* is granted only upon the following conditions: the employers of the said establishments must send to the Board a list of all their regular employees at work on November 1st, and another list on the following January 5th, indicating the extra hands who have worked at the said rate of twenty (20) *cents* or fifteen (15) *cents*, as the case may be, during the said period from November 1st to December 31st, the latter list shall also indicate the number of working hours of each of the said employees.

CHAPTER V

APPRENTICESHIP

111. Unless the *Board* decides otherwise by by-law or by resolution addressed to the interested employer, amongst the employees covered by articles 20, 21, 22, 27, 28 and 29 (category I), 30, 31 and 32 (category II), 42, 43 and 44 (category III), 45, (category IV), and 60 (category V), the employer may agree, with the apprentices, to a salary lower than the minimum rates of the

donnance, mais telle diminution ne devra pas dépasser dix pour cent (10%) du taux fixé, pour la zone déterminée, et, s'il y a classification, pour la classe C dans telle zone.

112. Le nombre de ceux qui peuvent ainsi être classés comme apprentis est limité à au plus dix pour cent (10%) du nombre total des salariés de la même zone employés par le même chef d'entreprise.

113. L'employeur devra consigner dans ses livres ou registres et sur ses listes de paie la date à laquelle chacun desdits apprentis est entré en service.

114. Aucun salarié ne pourra être considéré comme apprenti s'il est engagé pour remplacer un apprenti congédié — au jugement de l'*Office* — sans autre raison valable que celle de sa qualité d'apprenti.

115. Les salaires minima fixés par l'Ordonnance ne sont pas obligatoires à l'égard des employés suivants:

(*a*) Les étudiants en droit et en notariat, pour le travail qu'ils peuvent faire pour leur patron en qualité de clercs, aussi longtemps qu'ils poursuivent leurs études de droit comme élèves de Faculté ou comme stagiaires;

(*b*) Les autres étudiants ou apprentis dont l'*Office* par règlement pourra préciser l'état et déterminer les conditions de travail.

(*c*) Les étudiants en comptabilité pourvu qu'on leur paie un salaire d'au moins trente dollars par mois.

QUATRIÈME PARTIE

APPLICATION

116. Cette ordonnance ne s'applique qu'aux salariés visés par la Loi des salaires raisonnables (1 George VI, chapitre 50).

117. Elle s'applique auxdits salariés, même lorsque, au lieu d'un embauchage normal, le chef d'entreprise leur loue des effets mobiliers ou des immeubles, tels que taxis, camions, postes d'essence ou autres; sauf les cas où l'*Office*, après enquête établissant à son jugement qu'il s'agit de contrats *bona fide*, aura émis un permis à cet effet.

118. Elle ne s'applique pas:

(*a*) aux salariés visés par la Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant pour les exploitations forestières (1 George VI, ch. 30);

(*b*) aux salariés régis par une convention collective de travail déposée chez le ministre en vertu de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus de Québec, chapitre 255 et amendements), ou approuvée par décret en vertu de la Loi des salaires des ouvriers (1 George VI, chapitre 49), aussi longtemps que lesdites conventions collectives seront en vigueur;

(*c*) aux salariés régis par l'ordonnance No 5 ou toute autre ordonnance future de l'*Office*, dont les dispositions sont incompatibles avec celles de la présente ordonnance.

(*d*) aux membres du clergé dans l'exercice de leur ministère religieux;

(*e*) aux clercs, religieux ou religieuses, séminaristes ou ecclésiastiques participant à une œuvre d'enseignement à titre de professeurs, répétiteurs, surveillants etc.;

(*f*) à ceux et celles qui, sont employé dans les institutions religieuses ou d'enseignement (autres que les commissions scolaires), les communautés, séminaires, collèges, couvents, hôpitaux, patronage, presbytères, hospices, orphelinats, refuges, maisons publiques de charité et de bienfaisance;

(*g*) Aux jeunes gens qui travaillent dans des établissements industriels ou commerciaux, pour

Ordinance, but such decrease must not exceed 10% of the rate fixed for the zone mentioned, and, if there is a classification, for class C in such zone.

112. The number of employees who may be classed as apprentices is limited to not more than ten per cent (10%) of the total number of employees of the same zone employed by the same employer.

113. The employer must indicate in his books or registers and on his pay-rolls the date upon which each of the said apprentices has entered his service.

114. No employee shall be considered as an apprentice if he is engaged to replace an apprentice dismissed—in the opinion of *the Board*—without any other good reason than his qualification as an apprentice.

115. Minimum wages fixed by the Ordinance are not compulsory in regard to the following employees:

(*a*) Law and notarial students for the work they may do for their employer in the capacity of clerks during the entire duration of their legal studies as students of a faculty or as probationers;

(*b*) All other students or apprentices for whom the *Board* by by-law may specify the case and fix the conditions of work .

(*c*) Students in accounting provided they are paid a salary of at least thirty dollars per month.

PART FOUR

APPLICATION

116. This Ordinance applies only to wage earners who come under the Fair Wage Act (1 George VI, chapter 50).

117. It applies to the said wage earners, even when, instead of the normal method of employment, the employer leases them effects or property, such as taxis, trucks, gasoline stations or others; except in case when the *Board*, after investigation, decides that in its opinion it is a *bona fide* contract and shall have issued a permit to that effect.

118. It does not apply:

(*a*) to wage earners covered by the Act providing Fair Wages to Men engaged in Forestry Operations (1 George VI, Chapter 30);

(*b*) to wage earners covered by a collective labor agreement registered with the Minister according to The Professional Syndicates Act (Revised Statutes of Quebec, chapter 255 and amendments), or approved by decree according to The Act respecting Workmen's Wages (1 George VI, Chapter 49), as long as the said collective agreements are in force.

(*c*) to the wage earners covered by Ordinance No. 5 of the *Board* or other special future Ordinance of the *Board* whose dispositions may be incompatible with those of the present Ordinance.

(*d*) to members of the clergy in the practice of their religious ministrations;

(*e*) to clergymen, (monks or nuns, seminarists or ecclesiastics), belonging to a teaching institution as professors, tutors, supervisors, etc.

(*f*) to those who are employed in religious or teaching institutions (except school boards), the communities, seminaries, colleges, convents, hospitals, patronages, presbyteries, homes, orphanages, refuges, public charitable homes;

(*g*) to young persons working in industrial or commercial establishments for the purpose of

y apprendre le métier ou la profession d'industriel ou de négociant, et qui reçoivent en vertu d'une loi fédérale ou provinciale, une aide financière de l'Etat durant tel entraînement;

(*h*) Aux salariés embauchés d'urgence pour le travail de prévention ou de lutte contre les incendies dans les forêts;

(*i*) Aux salariés embauchés, de façon intermittente, par les corporations municipales, pour l'enlèvement de la neige ou autres travaux accidentels.

(*j*) Aux municipalités autres que celles érigées en cités ou villes.

(*k*) Aux caisses populaires Desjardins.

119. Les dispositions de la présente et de toute autre ordonnance de l'*Office* sont sujettes aux règles d'interprétation que l'*Office* pourra émettre par règlement et qui, sans affecter les affaires pendantes, feront partie de l'Ordonnance.

120. Elles peuvent de même être suspendues lorsque l'*Office* aura commencé les procédures de réglementation par ordonnance spéciale, des salaires et conditions de travail de certaine catégories spéciale de salariés, pour les périodes de temps qu'il fixera et le territoire qu'il désignera.

DISPOSITION FINALE

La présente ordonnance (No 4 revisée) sera en vigueur du 15 mai 1938 au 31 mars 1939; et elle sera maintenue en vigueur pour une autre année à partir du 31 mars 1939, à moins d'arrêté au contraire du lieutenant-gouverneur en conseil.

Fait et daté à Québec, ce 16 mars 1938.

Le président: FERDINAND ROY,
Le vice-président: GEORGES CROMP,
Membres de l'Office: C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

learning a trade or industrial or commercial profession, and who receive, according to a federal or provincial law, state financial assistance during their apprenticeship.

(*h*) to casual employees engaged for forest fire prevention.

(*i*) to employees engaged intermittently by municipal corporations for snow removal and other casual work.

(*j*) to municipalities other than those erected in cities or towns.

(*k*) to Desjardins' people's savings banks.

119. The provisions of the present Ordinance and any other of the *Board* are subject to the rules of interpretation the *Board* may issue by by-law and which shall become part of the Ordinance without affecting the current matters.

120. They may, likewise, be suspended when the *Board* shall commence the legislating, by special Ordinances, the wages and working conditions of certain categories of workers, for the periods of time which it will fix and for the territory which it will designate.

FINAL PROVISIONS

The present Ordinance (No. 4 revised) shall be effective from May 15 1938 to March 31st 1939; and it shall remain in force for another year from March 31st 1939, unless an Order to the contrary is set by the Lieutenant Governor in Council.

Dated at Quebec, this 16th day of March, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGES CROMP, Vice Chairman,
C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY, Members of the Board.

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que "The Montreal Furriers Association", "The Fur Trimmers Protective Association Inc.", et "The Furriers' Union of Montreal", Locals 66 et 67 de "The International Fur Workers Union" lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Montreal Furriers Association; The Fur Trimmers Protective Association Inc.",

Et, D'AUTRE PART:

"The Furriers' Union of Montreal", Locals 66 et 67 de "The International Fur Workers Union", soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, conformément aux conditions suivantes:

I. *Définitions:* Les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Un "finisseur ou finisseuse de première classe" est celui ou celle qui exécute et complère partiellement ou entièrement les opérations de finission de tout vêtement ou article de fourrure de première classe, ou fait toute partie des dites opérations.

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), notice is hereby given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the Montreal Furriers Association, The Fur Trimmers Protective Association Inc., and the Furriers' Union of Montreal, Locals 66 and 67 of the International Fur Workers Union, have jointly presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Montreal Furriers Association;
The Fur Trimmers Protective Association Inc.,

And, ON THE OTHER PART:

The Furriers' Union of Montreal, Locals 66 and 67 of the International Fur Workers Union, be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* The following terms shall have the hereinafter given significance:

a. A "first class finisher" is one who handles and completes finishing operations on any garment or article or first class furs or does any portion of any such operation.

b. Un "bloqueur et cloueur de première classe" est celui qui à qui l'on confie et qui peut exécuter tout travaux de bloquage.

c. Un "préposé aux garnitures (*trimmeur*) de première classe" est celui qui peut exécuter toutes les opérations de son métier sur tout vêtement ou article.

d. Un "opérateur ou opératrice de première classe" est celui ou celle qui peut travailler la fourrure de première classe.

e. Les "coupeurs, opérateurs ou opératrices, cloueurs, finisseurs ou finisseuses de première classe, etc." comprennent les ouvriers ou ouvrières exécutant des travaux sur des manteaux doublés en fourrure de première qualité telle que vison, martre de Russie, vison japonais, Kolinsky, mouton de Perse, caracul argenté, toutes sortes de renards, chat sauvage, martre d'Alaska (skink), seal de mer (real seal), broadtail russe, fitch, martre de roche, seal d'Hudson, blaireau, lynx, loup, martre Baum, toutes sortes de martres et toutes autres fourrures de valeur identique et tout travail de peau allongée.

II. *Juridiction territoriale :* La juridiction territoriale du présent contrat comprend l'Ile de Montréal et un périmètre de (50) cinquante milles de rayon autour de ses limites; pour les fins d'application du présent décret, ladite juridiction territoriale est divisée en deux zones:

Zone I: comprenant l'Ile de Montréal et un périmètre de 10 milles de rayon de ses limites;

Zone II: comprenant un périmètre de 40 milles de rayon autour de la Zone I.

L'échelle de salaires mentionnée à l'article III de ce décret s'applique à tous les établissements de fourrure de la Zone I et de la Zone II; toutefois, les établissements de la Zone II auront le droit de travailler 48 heures par semaine formée de six (6) jours de huit (8) heures chacun de 8 a.m. à 12 a.m. et de 1 p.m. à 5 p.m. au taux de temps et demi pour tout travail supplémentaire lequel ne devra pas dépasser celui permis dans la Zone I.

III. *Salaires : a.* Les salaires minimum suivants seront en force dans la dite industrie:

Coupeurs, 1ère classe	$36.50
Coupeurs, 2ième classe	29.50
Opérateurs, 1ère classe	29.50
Opérateurs, 2ième classe	21.50
Opératrices, 1ère classe	21.50
Opératrices, 2ème classe	16.50
Finisseurs, 1ère classe	19.50
Finisseurs, 2ème classe	15.50
Apprentis-coupeurs, bloqueurs et préposés aux garnitures, (trimmer) 1ère classe	22.00
Apprentis-coupeurs, bloqueurs et préposés aux garnitures, (trimmer) 2e classe	14.00
Examinateurs, 1ère classe	25.50
Examinateurs, 2ième classe	21.50

Les apprenties ou apprentis seront rémunérés conformément aux ordonnances de l'Office des Salaires Raisonnables, de la Province de Québec.

Les fermeurs (*closers*) travaillant soit sur du travail de première ou de deuxième classe recevront un salaire équivalant à celui d'un opérateur de première classe.

Les faiseurs de doublures seront considérés comme des opérateurs de deuxième classe.

Les examinateurs préposés aux garnitures recevront:

1ère classe	$ 25.50
2ième classe	14.00

b. A "first class blocker and nailer" is one who handles and blocks first class furs when required to do so.

c. A "first class trimmer" is one who makes the entire trimming operations on a garment or article of first class furs.

d. A "first class operator" is one who handles and works on first class furs.

e. The "first class cutters, operators, nailers and finishers, etc." shall comprise those working on coats garments or any other articles of furs of the first class group such as mink, Russian sable, Jap mink, Kolinsky, Persian lamb, Russian caracula, squirrel, beaver, ermine, silver fox, foxes of all kinds, raccoon, skunk, real seal, Russian broadtail, fitch, stone marten, Hudson seal, badger lyne, wolf, baum-marten, all kinds of martens and all other furs of the same value and drop skin work.

II. *Territorial Jurisdiction :* The territorial jurisdiction of the present decree shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles around and beyond its limits; for the purposes of the enforcement of the said decree, such territorial jurisdiction is divided in two zones;

Zone I: comprising the Island of Montreal and a radius of 10 miles from its limits;

Zone II: comprising a perimeter of 40 miles around and beyond zone I.

The scale of wages mentioned in section III of this decree shall apply to all fur establishments of Zone I and Zone II; but all the fur establishments of Zone II shall be permitted to work 48 hours per week consisting of six (6) days of eight (8) hours each from 8 a.m. to 12 a.m. and 1 p.m. to 5 p.m. with pay for time and a half for all overtime work which shall not exceed that permitted in Zone I.

III. *Wages : a.* The following minimum wages shall prevail in the said industry:

Cutters, 1st class	$36.50
Cutters, 2nd class	29.50
Operators, male, 1st class	29.50
Operators, male, 2nd class	21.50
Operators, female, 1st class	21.50
Operators, female, 2nd class	16.50
Finishers 1st, class	19.50
Finishers, 2nd class	15.50
Apprentice-cutters, blockers and trimmers, 1st class	22.00
Apprentice-cutters, blockers and trimmers, 2nd class	14.00
Examiners, 1st class	25.50
Examiners, 2nd class	21.50

Female and male apprentices shall be paid according to the Orders of the Fair Wage Board of the Province of Quebec.

All closers whether working on 1st or 2nd class work shall receive a salary of a 1st class operator.

Lining makers shall be considered as 2nd class operators.

Examiners employed in trimmings shall receive:

1st class	$25.50
2nd class	14.00

Les finisseurs employés par les préposés aux garnitures (trimmers)

1ère classe..... $ 25.50
2ième classe..... 21.50

Employés préposés aux peaux en pièces, i.e., commençants, coupeurs et opérateurs... $14.00

Si le salaire des employés, employés en 1937 et réengagés par leurs employeurs, était en 1937 plus élevé que le minimum fixé par ce décret, ils recevront une augmentation de $1.50 par semaine; toutefois, toute augmentation accordée en 1938 par les employeurs devra être considérée comme une augmentation dépendant de ce décret.

b. Salaires en espèces : Tout salaire devra être payé en espèces et chaque semaine.

c. Aucune réduction des salaires : Pendant la durée de ce décret, il n'y aura aucune réduction des salaires des aides présentement ou occasionnellement employés avec un salaire déterminé.

L'Association convient au nom desdits employeurs que lorsqu'il y a, dans une compagnie ou corporation quelconque, deux associés de bonne foi, ces associés auront le droit d'exécuter du travail dans la fabrique, c'est-à-dire du travail identique à celui fait par les employés, sujet cependant, à la condition qu'un des deux associés soit considéré dans la même classe comme n'importe quel employé assujetti à ce décret, et assujetti à ses conditions.

IV. *Durée du travail : a.* Une semaine de travail comprendra 40 heures.

1. *Pour les manufacturiers :* Les premier cinq jours de la semaine, des jours de 8 heures de 8 a.m. à 12 a.m. et de 1 p.m. à 5 p.m.

2. *Pour les détaillants :* La semaine de 40 heures sera divisée de la manière suivante: lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, des jours de 7 heures de 9. a.m. à 12 a.m. et de 1 p.m. à 5 p.m.; les samedis de 8 a.m. à 1 p.m.

b. Tout travail exécuté en tout temps après 5 p.m. et tout travail fait les samedis par les manufacturiers (marchands de gros) sera considéré comme travail supplémentaire; tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi.

c. Tout travail fait en tout temps après 5 p.m. et tout travail fait après 1 p.m. les samedis par les détaillants sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi.

d. Tout travail supplémentaire est interdit pendant les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin; toutefois, les préposés aux garnitures (trimmers) feront du travail supplémentaire du 1er juin au lieu du 1er juillet. Au cours des autres mois, le travail supplémentaire sera interdit à moins que tous les travailleurs de chaque manufacture soient employés.

e. Le travail supplémentaire dans tous les établissement visés ne dépassera pas vingt (20) semaines et ne devra jamais dépasser 9 p.m.

f. Tout les employés faisant du travail supplémentaire auront une demie heure pour souper, ladite période n'étant pas rémunérée.

g. Nonobstant les dispositions du présent article, les marchands de gros et les détaillants auront le droit durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre de faire quatre (4) heures de travail supplémentaire pour lequel les employés seront payés au taux régulier au

Male finishers employed by trimmers:

1st class..... $25.50
2nd class..... 21.50

Employers employed on piece plates, i.e., beginners, cutters and operators..... $14.00

The above is the minimum scale of wages and all employees employed during 1937 and re-engaged by their employers, if their salary was during 1937 higher than the minimum herein set out shall receive an increase of $1.50 per week, but any increase given during 1938 by employers should be considered as an increase under the term of this decree.

b. Wages in cash : All wages shall be paid in cash and shall be paid weekly.

c. No reduction in wages : There shall be no reduction in wages during the term of this decree for help presently employed or once employed with a determined salary.

The Association agrees on behalf of the said employers that where there are, in any firm or corporation 2 *bona fide* partners, both partners shall be privileged to do actual work in the factory, that is similar work as is done by the help employed, subject however, to the condition that one of the said partners shall be considered in the same category as any of the employees under this decree, and subject to its terms and conditions.

IV. *Duration of Labour : a.* A week's work shall consist of 40 hours.

1. *For the manufacturers :* The first five days of the week, 8-hour day from 8 a.m., to 12 a.m., and 1 p.m. to 5 p.m.

2. *For the retailers :* The 40-hour week shall be divided in the following manner: Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays 7-hour day from 9 a.m., s 12 a.m. and 1 p.m. to, 5 p.m.; Saturdays from 8 a.m. to 1 p.m.

b. All work performed after 5 p.m., on any day and any work performed on Saturday by wholesalers shall be overtime work; all overtime work shall be paid for at the rate of time and one-half;

c. All work performed after 5 p.m. on any day and any work performed on Saturday after 1 p.m., by retailers shall be overtime work and paid at the rate of time and one half.

d. No overtime work shall be performed during the months of January, February, March, April, May and June, however, trimmers shall do overtime work from the 1st of June instead of the 1st of July. During the other months, no overtime shall be permitted unless all the workers of each factory are fully employed.

e. Overtime work in any given establishment shall not exceed twenty (20) weeks and shall never extend beyond 9.00 p.m.

f. All employees working overtime shall be given an half hour period for supper without pay.

g. Notwithstanding the arrangements set out in this present section, wholesalers and retailers shall be permitted during the months of September, October, November and December to work four (4) hours overtime for which the employees are to be paid single time instead of time

lieu de temps et demi; toutefois, les employés ne seront pas forcés de faire ces quatre (4) heures de travail supplémentaire s'ils ne désirent pas le faire.

h. Les préposés aux garnitures (trimmers) auront le droit de faire, pendant les mois de juin, juillet, août et septembre, quatre (4) heures de travail supplémentaire par semaine en un seul jour. Tout travail supplémentaire non compris dans la période mentionnée plus haut ou en addition des quatre (4) heures sera rémunéré au taux de temps et demi; tel travail supplémentaire, en un seul jour, sera fait comme suit pour les employeurs qui, au point de vue religieux, s'abstiennent de travailler les dimanches et samedis, pourront faire les quatre (4) heures de travail supplémentaire durant la semaine.

1. *Pour les marchands de gros:* les samedis matin de 8 a.m. à midi;

2. *Pour les détaillants:* les samedis après-midi.

3. *Pour les préposés aux garnitures (trimmers):* les samedis matin de 8 a.m. à midi.

V. *Paiement des salaires, les jours de fêtes:* Tous les employés devront être payés les jours de fêtes suivants: Vendredi Saint, la fête de la Reine, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâces, la fête de Noël, le Jour de l'An. Pour avoir droit à tel paiement, les employés devront avoir travaillé une partie de la semaine de paye où se trouve cette fête et dans ce cas, l'employé recevra une proportion du salaire pour le jour de fête correspondant à la durée de son travail durant la semaine. Si un employé travaille ces jours de fêtes, il recevra le salaire régulier plus salaire et demi mais l'employeur ne devra pas le forcer à travailler ce jours-là. Si l'on ne travaille pas dans un établissement durant la semaine où se trouve une fête, les employés recevront leur salaire en entier pour ce jour de fête.

Le refus d'un travailleur de travailler le 1er jour de mai ou toute autre fête religieuse ne peut servir de prétexte à une plainte.

VI. *Apprentis:* Les employeurs, dans les manufactures employant moins que quinze (15) aides, pourront engager ou remplacer un apprenti pendant la durée de ce décret; et toute manufecture employant plus de 15 aides pourra engager ou remplacer deux apprentis pendant la durée dudit décret.

Quant aux apprenties, les manufacturiers peuvent employer telles apprenties au besoin, mais telles apprenties doivent avoir de 16 à 20 ans inclusivement.

VII. *Promotions:*

a. Les employeurs pourront promouvoir tout ouvrier de seconde classe à la première classe à la condition que ledit ouvrier lorsque promu recevra une augmentation de 25% de la différence des salaires entre la première classe et la seconde et une nouvelle augmentation de 25% de telle différence à chaque six mois qu'il travaille jusqu'à ce qu'il ait reçu le minimum d'un employé de première classe.

b. Les apprentis peuvent être promus au tra-

and a half, this subject to employees not being forced to work such four (4) hours who do not desire to do so.

h. Trimmers shall be permitted to work during the months of June, July, August and September, four (4) hours each week, of overtime at single day. Any overtime work outside the period herein stipulated or in addition to the four (4) hours herein stipulated shall be paid for at the rate of time and a half, such overtime work at single day shall be done as follows except for those employers who from religious point of view have habitually refrained from working on Sundays and Saturdays, shall be permitted to work the four hours overtime during the week.

1. *For the wholesalers.* Saturday morning from 8 a.m. to noon;

2. *For the retailers.* Saturday afternoon;

3. *For the trimmers.* Saturday morning from 8 a.m. to noon.

V. *Remuneration on holidays:* All the employees shall be entitled to be paid for the follow in legal days: Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, New Year's Day. In order to be entitled to such payment, employees must have worked some part of the pay week in which such holiday occurs and in the event of such employee working part of such week, he or she shall be entitled to such proportion of pay for the holiday as the time worked bears to the full working time of the said week. In the event of any employee working upon the above holidays, he shall receive day's pay at the regular rate and in addition thereto time and one-half but it shall be optional with the individual employees as to whether he or she will consent to work on such holiday. In the event of the firm refraining from operating during the week in which a holiday shall occur, employees shall be entitled to full pay for such holiday.

The refusal of a worker to work on the first day of May or any religious holiday, shall not afford any ground for complaint.

VI. *Apprentices:* The Union and Manufacturers agree that as regards male apprentices, in factories employing less than fifteen (15) help such factories shall be entitled to engage one apprentice during the term of this decree or replace such apprentice, and any factory employing more than fifteen (15) help shall be entitled to engage two apprentices or replace same during the term of this decree.

As for female apprentices, the manufacturers may employ such apprentices as are necessary for their requirements, but such apprentices are restricted to females of the ages of 16 to 20 inclusive.

VII. *Promotions:* The employers and the Union agree as follows:

a. The employers shall have the right to promote any second class workman with the understanding that when such workman is promoted from second class to first class he or she shall receive an increase on the date of their promotion of 25% of the difference in salary between a first class and second class employee and a further increase of 25% of such difference each six months he is employed until he has received the minimum of a first class employee.

b. Apprentices may be promoted to regular

vail régulier de la seconde classe; ils seront sujets aux arrangements prévus pour les promotions de la deuxième classe à la première.

VIII. Il est interdit à un employeur de signer un contrat individuel avec ses employés ou d'exiger ou d'accepter des dépôts en argent ou toute valeur de ses employés; il lui sera aussi interdit de passer un contrat avec ses employés dans le but de leur assurer de l'emploi durant un certain temps.

IX. Tout travail à contrat ou à sous-contrat ou travail à la pièce sera interdit, soit à l'intérieur de la fabrique de l'employeur ou dans une fabrique extérieure ou ailleurs, à moins que ce genre de travail soit exécuté dans des établissements dont les conditions de travail sont identiques à celles décrétées par le présent décret.

X. Les inspecteurs engagés par le Comité Conjoint administrant le présent décret, auront le droit de visiter toute place d'affaires de tout manufacturier régi par cette convention, sans avis préalable et durant telle visite, ils auront le droit d'examiner le travail exécuté par les divers employés ainsi que les livres de tout manufacturier régi par ce décret. Ces inspecteurs présenteront leurs rapports d'enquêtes au Comité Conjoint.

XI. *Travail à la maison :* Il est défendu à tout employeur de permettre ou même de tolérer à un ou plus de ses employés d'apporter de l'ouvrage à la maison et de travailler au profit de son employeur.

XII. Pour les fins du présent décret, il est entendu que tout employé faisant de l'ouvrage de première classe, conformément au paragraphe "e" de l'article I de ce décret, sera considéré comme travaillant sur de la fourrure de première classe et rémunéré comme tel.

XIII. *Durée du décret :* Le présent décret sera en vigueur pendant deux (2) ans à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant.

Durant les trente jours qui suivent la publication de cet avis, l'Honorable Ministre du Travail recevra toutes les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 avril 1938. 2145—o

second class work subject to the same arrangements as set out for promotions from second class to first class.

VIII. No employer shall make any individual contracts with any employee nor exact or accept any cash deposits or other securities from any employee nor shall any agreement be entered into with any individual employee guaranteeing any length of employment.

IX. No contracting or sub-contracting or piece work shall be permitted whether inside the factory of the employer or at an outside plant or premises, unless sent to a factory where-in such conditions exist as are consistent with this decree.

X. The inspectors engaged by the Joint Committee administrating the present decree, shall have authority to visit any place of business of any manufacturer affected by this decree, without notice and, while making such visit, shall have the authority to examine the work done by various employees as well as the books of any manufacturer affected by this decree and such inspectors shall make their report direct to the Joint Committee as to their findings.

XI. *Home work :* It is prohibited to any employer to permit or even tolerate to one or more of his employees to bring work home or work at home for his or their benefit. It is also prohibited to all employees to bring work at home and work for the benefit of their employers.

XII. For the purposes of the present decree, it is distinctly understood that any employee doing work on first class furs, in accordance with sub-section "e" section I of this decree, shall be considered as working on the first class furs and shall be paid accordingly.

XIII. *Duration of the decree :* The term of this decree shall be two (2) years from the date of publication in the *Quebec official Gazette* of the Order-in-Council approving same, but all increases shall be paid as and from the signing of this agreement and thirty (30) days prior to the termination of this decree.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition .

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1938. 2146-o

Avis divers

Avis est par le présent donné, que le 27 avril 1938, "North Holding Company Limited" a passé un règlement à l'effet qu'elle a cessé de faire affaires, à la même date, et pourvoyant à la distribution de son actif net proportionnellement parmi ses actionnaires.

Montréal, ce 28 avril 1938.

Le procureur pour la compagnie,
2147—o WALTER S. JOHNSON, C.R.,

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, on April 27th 1938, North Holding Company Limited passed a by-law discontinuing business, on that date, and providing for the distribution of its net assets rateably among its shareholders.

Montreal, April 28th, 1938.

WALTER S. JOHNSON, K.C.,
2148—o Attorney for the company.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 17

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Shore vs Kaufman 1511

ANNONCEURS:—AVIS AUX 1469

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant les prix littérai es et scientifiques du Gouvernement de la Province de Québec 1517
Concernant les règlements pour réserver et soustraire au jalonnage de claims un certain terrain 1515
Concernant les règlement pour réserver et soustraire au jalonnage de claims un certain terrain 1516

AVIS DIVERS:—

Eglise Baptiste St-Paul 1521
Commission municipale de Québec, règle de pratique No 3 1522
Northern Chibougamau Mines Limited. 1521
North Holding Co. Ltd 1569
Revision de la liste électorale de la cité de Montréal 1522
Siscoe Extension Gold Limited 1521

BUREAU-CHEF:—

St. Lawrence Mining Corporation Limited 1511

CHARTE—ABANDON DE:—

La Cie de Bas Comfort Ltée 1528

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Beaucanton, munic. scolaire 1529
Laferté, munic. scolaire 1529
St-Eusèbe, munic. scolaire 1528
St-Malachie d'Ormstown, munic. scolaire 1528

LETTRES PATENTES:—

Association des Propriétaires et Locataires de Thetford Inc 1470
Bergeronnes Mining Exploration and Development Co. Ltd 1471
Bristol Textile Co Ltd 1475
Camp Kinderland Inc 1476
Crédit Moderne Limitée—Modern Credit Limited 1477
Croteau & Frères Limitée 1480
Dalquier Gold Mines (Quebec) Limited. 1480
Duquesne Mining Company Limited 1481
Grenville Mica Mining Co. Ltd 1483
Henri Boucher Limitée 1484
Jasper Villas Corporation 1486
Lachine Remnant Store Ltd 1487
La Société d'Hygiène Dentaire de la Province de Québec 1489
L'Association du Service Spécialisé Inc. 1489
Les Bouchers-Epiciers Associés Limitée.. 1491
Maurice Berthiaume Ltd–Ltée 1493
Northwestern Holding Corporation 1494
Standard Cigar Store and Book Club Inc. 1498
Standard Parts Limited 1500

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Shore vs Kaufman 1511

ADVERTISERS:—NOTICE TO 1469

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the Literary and Scientific Prizes of the Government of the Province of Quebec 1517
Respecting the regulations to reserve and restrain the staking out of a certain tract of land 1515
Respecting the regulations to reserve and restrain the staking out of a certain tract of land 1516

MISCELLANEOUS NOTICES:—

St. Paul's Baptist Church 1521
Quebec Municipal Commission, rule of practice No. 3 1522
Northern Chibougamau Mines Limited. 1521
North Holding Co. Ltd 1569
Revision of the electoral list of the city of Montreal 1522
Siscoe Extension Gold Limited 1521

CHIEF-OFFICE:—

St. Lawrence Mining Corporation Limited 1511

CHARTER—SURRENDER OF:—

Comfort Hosiery Limited 1528

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Beaucanton, school munic 1529
Laferté, school munic 1529
St-Eusèbe, school munic 1528
St-Malachie d'Ormstown, school munic.. 1528

LETTERS PATENT:—

Association des Propriétaires et Locataires de Thetford Inc 1470
Bergeronnes Mining Exploration and Development Co. Ltd 1471
Bristol Textile Co. Ltd 1475
Camp Kinderland Inc 1476
Crédit Moderne Limitée—Modern Credit Limited 1477
Croteau & Frères Limitée 1480
Dalquier Gold Mines (Quebec) Limited. 1480
Duquesne Mining Company Limited 1481
Grenville Mica Mining Co. Ltd 1483
Henri Boucher Limitée 1484
Jasper Villas Corporation 1486
Lachine Remnant Store Ltd 1487
La Société d'Hygiène Dentaire de la province de Québec 1489
L'Association du Service Spécialisé Inc.. 1489
Les Bouchers-Epiciers Associés Limitée. 1491
Maurice Berthiaume Ltd—Ltée 1493
Northwestern Holding Corporation 1494
Standard Cigar Store and Book Club Inc. 1498
Standard Parts Limited 1500

The Charlevoix Saguenay Navigation Co. Ltd.—La Cie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée 1502
Topaz Dress Incorporated 1507

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Adam & Audelin Ltée 1509
Biscuits Victoria Limitée 1509
Mill-Golt Garment Inc 1510

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de la Beurrerie de St-Philippe-de-Néri 1529

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Ordonnance No 4 (revisée) 1545
The Montreal Furriers Association *et al* 1465

MINUTES DE NOTAIRES:—

Boiteau, Emile 1510
Déziel, Joseph-Ephrem 1510

NOMINATIONS:—

Commissaire d'écoles 1530
Diverses 1530

SOUMISSIONS:—

Sorel, cité de 1511

VENTE D'EFFET NON-RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express 1510

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Lamontagne, Eugène 1530
Succession J.-Thomas Levallée 1531

VENTES POUR TAXES:—

Joliette, cité de 1512
Lauzon, ville de 1514

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

CHICOUTIMI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Brassard 1532
Tremblay vs Gobeil 1532

JOLIETTE:—

Perreault vs Picard 1533

MONTMAGNY:—

Déchêne vs Lapierre 1533

MONTRÉAL:—

Adam *et al* vs Nagle 1534
Allan vs Southwood 1535
Brunet vs Belair *et vir* 1540
Camirand vs Davis 1536
Crédit Foncier Franco-Canadien vs British Canadian Investment Corp 1537
David *et vir* vs Pigeon 1538
Denis vs Benoit *et vir* 1538
Galarneau vs Dufort 1537

The Charlevoix Saguenay Navigation Co. Ltd—La Cie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée 1502
Topaz Dress Incorporated 1507

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Adam & Audelin Ltée 1509
Biscuits Victoria Limitée 1509
Mill-Golt Garment Inc 1510

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de la Beurrerie de St-Philippe-de-Néri 1529

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Ordinance No. 4 (revised) 1545
The Montreal Furriers Association *et al* 1465

NOTARIAL MINUTES:—

Boiteau, Emile 1510
Déziel, Joseph-Ephrem 1510

APPOINTMENTS:—

School Commissioner 1530
Miscellaneous 1530

TENDERS:—

Sorel, city of 1511

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express 1510

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Lamontagne, Eugène 1530
Estate of J. Thomas Levallée 1531

SALES FOR TAXES:—

Joliette, city of 1512
Lauzon, town of 1514

SHERIFFS' SALES:—

CHICOUTIMI:—

The Canadian Farm LoanBoard vs Brassard 1532
Tremblay vs Gobeil 1532

JOLIETTE:—

Perreault vs Picard 1533

MONTMAGNY:—

Déchêne vs Lapierre 1533

MONTREAL:—

Adam *et al* vs Nagle 1534
Allan vs Southwood 1535
Brunet vs Belair *et vir* 1540
Camirand vs Davis 1536
Crédit Foncier Franco-Canadien vs British Canadian Investment Corp. 1537
David *et vir* vs Pigeon 1538
Denis vs Benoit *et vir* 1538
Galarneau vs Dufort 1537

Guay vs Cormier 1540
Industrial Loan & Finance Corp., vs Aubertin *et al* 1539
Ouimet *et al* vs Bachant *et vir* 1539
Thibodeau vs Thivierge 1541
Thibodeau vs L'Archevêque 1534
Toronto General Trusts Corporation vs Weiner 1535

QUEBEC:—

Bouchard vs Tremblay 1541
Cité de Québec vs Gagnon 1542
Cité de Québec vs Kelly *et al* 1542
La Caisse Populaire de Lévis vs Perreault 1542
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Côté 1541

RICHELIEU:—

Shooner *et al* vs Sarasin 1543

RIMOUSKI:—

Commercial Credit Corp. of Canada Ltd vs Langlais 1543

SAGUENAY:—

Cimon vs Sheehy 1545

SAINT-FRANÇOIS:—

Dionne vs Hébert *et vir* 1544

SAINT-HYACINTHE:—

Meunier vs Meunier 1544

Guay vs Cormier 1540
Industrial Loan & Finance Corp vs Aubertin *et al* 1539
Ouimet *et al* vs Bachant *et vir* 1539
Thibodeau vs Thivierge 1541
Thibodeau vs L'Archevêque 1534
Toronto General Trusts Corporation vs Weiner 1535

QUEBEC:—

Bouchard vs Tremblay 1541
City of Quebec vs Gagnon 1542
City of Quebec vs Kelly *et al* 1542
La Caisse Populaire de Lévis, vs Perreault 1542
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Côté 1541

RICHELIEU:—

Shooner *et al* vs Sarasin 1543

RIMOUSKI:—

Commercial Credit Corp. of Canada Ltd vs Langlais 1543

SAGUENAY:—

Cimon vs Sheehy 1545

SAINT FRANCIS:—

Dionne vs Hébert *et vir* 1544

SAINT HYACINTHE:—

Meunier vs Meunier 1544

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.